3 1761 05463767 3

DK
511
E5M3

L'ESTHONIE

3

M. MARTNA
MEMBRE DE LA DÉLÉGATION ESTHONIENNE

L'ESTHONIE

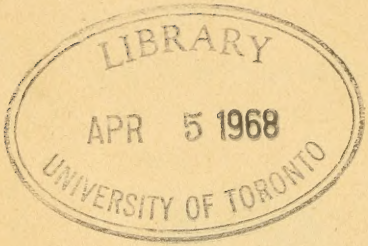
LES ESTHONIENS
ET LA
QUESTION ESTHONIENNE

947

Préface de C. R. PUSTA

LIBRAIRIE ARMAND COLIN
103, BOULEVARD SAINT-MICHEL, PARIS

DK
511
E5M3



PRÉFACE

AU LECTEUR FRANÇAIS

Le livre de M. Martna a été commencé au moment où notre pays se trouvait sous l'occupation allemande et l'issue du combat mondial était encore incertaine, tout au moins pour l'Esthonie.

L'auteur a tenu à consacrer une partie importante de ce dernier aux relations des éléments allemands avec les Esthoniens et à leur lutte inégale mais continuelle au cours de l'histoire. Dans l'édition allemande, publiée en Suisse, M. Martna a voulu toucher les esprits éclairés et honnêtes qui restaient encore en Allemagne, pour les inviter à prendre position contre la politique néfaste que poursuivait l'Allemagne officielle à l'égard de notre peuple. Les arguments que M. Martna produisait au début de 1919 se trouvaient confirmés, aux mois de juin et de novembre de cette même année, par les attaques de la Landeswher balte soutenues par les troupes régulières de l'armée allemande et de l'armée Von der Goltz - Avaloff. Le Junkertum allemand essayait une fois encore de s'emparer de notre pays à peine délivré d'un joug séculaire. Heureusement la nation esthonienne, guidée par de grands patriotes, a su s'or-

ganiser pour repousser les attaques d'un ennemi qui la menaçait par derrière en même temps qu'elle s'engageait dans une lutte décisive contre la Russie des Soviets.

Un bref exposé des événements de l'année 1919 aurait dépassé de beaucoup le cadre du présent travail. Aussi nous bornons-nous à les rappeler à la mémoire du lecteur français tels qu'ils ont été portés devant l'opinion par nos propres publications et par la presse européenne, et, nous nous réservons d'en donner ultérieurement un récit complet.

En effet, l'année 1919 restera pour toujours mémorable dans l'histoire du peuple esthonien. Centenaire de l'abolition du servage en Esthonie, cette année a vu le peuple esthonien devenir une nation consciente de ses droits si longtemps opprimés et de ses propres forces, pour disputer sa place au soleil. Les descendants des Chevaliers Teutoniques ont essayé d'agir, à l'égard des Esthoniens, comme leurs ancêtres ont fait il y a presque sept siècles. Or, la nation esthonienne considérée politiquement comme morte a ressuscité, et, cette fois, brandissant les mêmes armes que ses agresseurs, elle les repoussa victorieusement. Les seigneurs féodaux ont perdu pour toujours leur situation privilégiée et il dépend maintenant de leur intelligence et de leur force morale que leur adaptation à la situation nouvelle de notre pays s'effectue.

Pour d'autres raisons encore, le bilan des événements de l'année passée est de la plus haute importance. L'Empire russe qui, pendant deux siècles, a soutenu les privilèges des seigneurs allemands contre le peuple esthonien, a voulu, quoique désorganisé et sous un autre nom, écraser, dès sa naissance, notre indépendance politique et entraîner notre pays dans l'horrible chaos russe. Depuis le mois de novembre 1918 jusqu'au 31 décembre 1919, la jeune armée esthonienne n'a pas connu un seul jour de repos, et, depuis un an déjà, elle peut dire avec fierté que l'ennemi n'a pas pu passer la frontière de la République d'Esthonie. La Russie des Soviets, successeur méconnu mais réel de la Russie des tsars, est venue demander la paix à la petite Esthonie après l'échec de toutes ses attaques, et, devant la petite mais héroïque nation esthonienne, la Russie des Soviets, qui avait voulu mettre le feu au monde entier par sa violente propagande, devait capituler. Ses tentatives de répandre au delà des ruines de notre pays la terreur rouge dans l'Europe occidentale ont échoué devant la résistance de l'armée esthonienne.

La lutte pour l'indépendance de l'Esthonie proclamée par la volonté de notre peuple, n'est certainement pas encore finie. Le Gouvernement, l'armée et le peuple esthoniens ont conscience de tous les dangers qui peuvent surgir. Mais l'année 1919, l'année des plus rudes épreuves et des plus

grands enthousiasmes, vient de se terminer dans une gloire inoubliable pour notre peuple et c'est là qu'il puisera des forces nouvelles pour de nouvelles luttes. Il faut espérer aussi que les grandes nations libres commenceront à s'apercevoir de l'existence de cette petite nation qui a non seulement su se défendre elle-même, mais qui a rendu également des services appréciables à la sécurité mondiale. Notre existence étant demeurée cachée depuis des siècles au monde civilisé, le peuple esthonien devait consentir à d'énormes sacrifices pour se rappeler à la mémoire de l'Europe.

On ne peut, certes, s'imaginer une « propagande » plus tragique mais en même temps plus efficace.

Puisse la sympathie que les souffrances et les sacrifices de l'Esthonie ont éveillées dans l'opinion française, l'engager à s'intéresser à la vie et aux aspirations de son peuple.

L'œuvre de notre ami sera du reste prochainement suivie d'autres études sur l'Esthonie et sur ses rapports avec l'Occident.

Janvier 1920.

C. R. PUSTA,

Délégué du Gouvernement d'Esthonie en France.

L'ESTHONIE

I

LE PAYS ET SES HABITANTS

I. — Situation géographique de l'Esthonie

Sous le nom d'Esthonie nous considérons dans ce livre l'ensemble des territoires habités par le peuple esthonien. Ces territoires comprennent, à côté de l'ancien gouvernement d'Esthonie, la moitié nord de la Livonie, une partie du gouvernement de Pskov entre la frontière de Livonie, le lac de Pskov et la Vèlikaïa, occupée par des Setu-Esthoniens; une partie du gouvernement de Petrograd au delà de la Narova et la partie occidentale du lac Péipous et la basse plaine de Louga. En outre appartiennent à l'Esthonie les 80 îles, grandes et petites, échelonnées le long de la côte. Les plus grandes îles, comme Oesel, Dagö, Moon, Kihnu, ont une population purement esthonienne, tandis que Wormsö, Nuckö, la grande et la petite Rogö et beaucoup d'autres petites îles sont habitées par des paysans et des pêcheurs suédois.

L'ensemble de son territoire comprend environ 60.000 kilomètres carrés et ses points extrêmes sont : au nord, la petite île de Kokskär, par 59°35′ de latitude nord ; à l'ouest, le groupe d'îles de Lettelholm, par 21°42′ de longitude Est, du méridien de Greenwich; à l'est, la Louga, par 29°10′ de longitude Est; au sud, la paroisse de Hargla, par 57°35′ de latitude Nord de Greenwich.

Au nord, l'Esthonie est baignée par le golfe de Finlande, à l'ouest par la mer Baltique. A l'est, l'ancien gouvernement d'Esthonie (ou l'Esthonie du Nord) est limitée par la Narovà, les lacs Péipous et de Pskov et la Vêlikaïa, abstraction faite du territoire colonial situé derrière la Narova et la partie supérieure du lac Péipous, dans l'ancienne Ingrie.

La véritable limite des régions habitées par les Esthoniens est difficile à déterminer, car les colonies esthoniennes s'étendent très loin. La population russe devient plus nombreuse à mesure qu'on avance à l'est et les établissements esthoniens n'y apparaissent plus que comme des îlots isolés au milieu de villages russes et finnois.

Au sud l'Esthonie touche à la Latvie; le sud de la Livonie et la Courlande sont habités par des Lettons, c'est pourquoi les Esthoniens ont appelé, de tout temps, ce territoire Latvie. Du côté de la Latvie, l'Esthonie n'a pas de frontière géographique, par contre une frontière ethnographique sépare très nettement les deux pays. Celle-ci

part de Haynasch, à l'est, et passe par Rujen, Walk, Taïvala, le lac Pugula, Linnist, Katschanova, près de la Vêlikaïa, et va jusqu'à Pskov. Au sud de cette frontière ethnographique il n'y a plus que quelques îlots de populations de langue esthonienne disséminés parmi la population lettone.

L'Esthonie a environ 1.000 kilomètres de côtes avec plusieurs bons ports et des rades qui attendent encore leur développement.

Jusqu'à la grande révolution, en 1917, les pays baltiques, malgré leur division ethnographique en deux parties, ont été administrés selon la tradition historique comme trois provinces séparées. Les Esthoniens et les Lettons avaient plusieurs fois attiré l'attention du Gouvernement russe sur la monstruosité de cette pratique administrative et proposé une division bi-partite. Mais, pour plaire à la noblesse allemande, le Gouvernement maintint toujours cette répartition. Aussitôt après la Révolution, les Esthoniens imposèrent au gouvernement russe la fusion administrative de toutes les régions de langue esthonienne. Par la loi du 12 avril 1917, le Gouvernement provisoire de la Russie réunit la partie esthonienne de la Livonie à l'ancien gouvernement d'Esthonie. En même temps l'Esthonie reçut une autonomie assez large. Le Parlement esthonien entra en fonction, en juillet 1917, sous le nom de Conseil National.

II. — La population de l'Esthonie

D'après les résultats du recensement général fait en Russie en 1897, le pourcentage des différents éléments formant la population de l'Esthonie était le suivant :

Esthoniens.....	89 %
Russes.....	5,07 %
Allemands.....	3,90 %
Autres nationalités.....	2,03 %

Dans les provinces baltiques le recensement fut effectué sous l'influence de la noblesse allemande à qui était faite une situation prépondérante, et il s'ensuivit que des non-Allemands, parlant allemand, furent comptés comme Allemands. Les Allemands qui avaient et qui ont tout intérêt à grossir le nombre de leurs compatriotes établis dans le pays, s'empressèrent d'inscrire comme Allemands toutes les personnes parlant leur langue afin que le nombre de ces derniers parut plus grand qu'il n'avait jamais été et qu'il n'est actuellement. Il est donc important de corriger les chiffres donnés par cette statistique et de déterminer le nombre des Allemands établis dans le pays.

En 1897 on comptait en Esthonie 16.037 personnes parlant l'allemand. En Livonie leur nombre était de 98.573, dont 65.332 dans la ville de Riga. Or, la situation des éléments allemands en

Esthonie et dans le nord de la Livonie est à un tel point comparable qu'on peut supposer le même pourcentage d'Allemands dans l'un et l'autre de ces pays. Sur les 518.594 Esthoniens de Livonie, nous croyons qu'il n'y a pas plus de 20.221 habitants parlant l'allemand, et par conséquent il n'y aurait pour toute l'Esthonie que 36.258 habitants parlant cette langue.

Pour obtenir le nombre des non-Allemands inscrits parmi ceux qui parlent l'allemand, il faut se reporter au recensement de 1881. On a compté alors :

	Habitants d'origine allemande	Habitants de langue allemande
Esthonie.....	17.121	21.856
Livonie.....	91.492	113.379

ou en pourcentage :

Esthonie....	21,7 %	de non-Allemands
Livonie.....	19 %	—

Nous pouvons donc retrancher du nombre des habitants de langue allemande en Esthonie 20 % de non-Allemands et il nous reste alors le chiffre de 29.007, qui représente vraisemblablement le nombre exact des Allemands vivant en Esthonie en 1897. Mais aujourd'hui leur nombre n'est probablement plus aussi grand, car le taux de la mortalité dépasse chez eux celui de la natalité. On peut constater cette diminution depuis 1870. D'après la statistique de 1870 la proportion des

habitants de langue allemande était de 15 %. En 1881 ce rapport était tombé à 9,74 et en 1897 à 6,94 %. Dans la période comprise entre les recensements de 1881 et de 1897 le taux annuel de la diminution était de 0,65 %. Si l'on prend ce taux comme base et qu'on l'applique à la période suivante, le nombre total de la population allemande en Esthonie ne serait plus aujourd'hui que d'environ 25.327 habitants.

Les éléments dirigeants de la classe allemande dans le pays savent bien du reste que les familles aristocratiques allemandes sont en voie d'extinction en Esthonie. Leur clergé se plaint de cette situation lamentable dans ses rapports annuels et cherche à encourager les fidèles à augmenter le nombre des naissances.

Quelle est maintenant l'importance numérique des Esthoniens? D'après un calcul statistique leur nombre était en 1910 pour le gouvernement d'Esthonie et le nord de la Livonie réunis de 1.195.500, sans compter les Setu-Esthoniens qui vivent dans le gouvernement de Pskov, ni les habitants de la ville de Narva et la population esthonienne de la plaine de la Louga, dans le gouvernement de Petrograd.

Plusieurs recensements locaux, rendus nécessaires par la situation et effectués au cours de ces dernières années, nous fournissent des indications utiles à ce sujet. D'un côté le rationnement des vivres, de l'autre les différentes élections de 1917

avaient, en effet, exigé une détermination plus exacte du chiffre de la population.

Ces évaluations donnèrent pour la population totale du territoire esthonien, c'est-à-dire l'Esthonie et le Nord de la Livonie avec les îles esthoniennes, les troupes exceptées, un chiffre de 1.615.000 habitants. Le nombre des Esthoniens fut estimé à 1.400.000. La population non esthonienne s'était accrue par l'immigration nombreuse des réfugiés de guerre venus des pays voisins : Latvie et Lithuanie. Mais à ce nombre il faut encore ajouter les Setu-Esthoniens, les habitants de Narva et la population esthonienne de l'Ingrie. Le nombre des Setu-Esthoniens est de 30.000, celui des Esthoniens à Narva et en Ingrie de 100.000, soit encore 130.000 personnes. Il faut enfin tenir compte des soldats esthoniens, au nombre de 200.000, qui, en 1917, se trouvaient encore dans les rangs de l'armée russe et ne purent figurer dans ces statistiques. Chez les peuples allogènes le pouvoir tsariste avait levé plus de 15 % de la population, alors que dans la Grande Russie la proportion n'était que de 12 à 13 %. Dans l'été de 1917 un Congrès de soldats esthoniens eut lieu à Reval et à ce Congrès plus de 161.000 hommes furent représentés par des délégués, bien que certains groupes, peu importants, il est vrai, n'aient pu y envoyer de représentants. On peut donc supposer que 150.000 hommes au moins sont revenus en Esthonie.

De cette manière nous obtenons pour 1917 les chiffres suivants :

Esthoniens établis en Esthonie	1.400.000
Setu-Esthoniens.	30.000
Esthoniens à Narva, en Ingrie et à Petrograd.	100.000
Soldats esthoniens.	150.000
Soit au total.	1.680.000

Ce chiffre ne comprend que la population habitant le territoire esthonien, l'Esthonie. En dehors des établissements esthoniens situés dans la partie limitrophe de l'Ingrie, on rencontre encore, dans diverses régions éloignées de la Russie, de nombreuses colonies esthoniennes dont on peut évaluer la population à 250.000 Esthoniens.

En tenant compte de ces diverses évaluations on peut admettre qu'en chiffre rond la population esthonienne s'élève à 1.700.000 habitants.

Par l'adjonction de Narva à l'Esthonie la population allemande reçoit également un apport d'environ 500 habitants, en sorte que le chiffre total des Allemands en Esthonie se trouve porté à 25.827. Ce chiffre ne représente que 1,5 % de la population globale du pays.

Les éléments allemands habitant l'Esthonie sont donc très peu nombreux et tendent à disparaître. Il est par conséquent tout à fait monstrueux de

soutenir, en s'appuyant sur cette population allemande très faible, que l'Esthonie est un pays d'origine allemande et que la « Germanie esthonienne » doit être sauvée. Tout ce qui est dit ou fait ici dans ce sens, est nécessairement dirigé contre les intérêts vitaux des Esthoniens. Il suffit pour s'en convaincre de comparer les chiffres : en face des 1.680.000 Esthoniens que sont les 27.327 Allemands? Il y a en Esthonie 1 Allemand pour 6.036 Esthoniens.

L'Esthonie opprimée depuis des siècles, a dans tous les domaines été jusqu'à présent entravée dans son développement. Une ère nouvelle a déjà point, qui permet enfin d'espérer de grands changements et qui partout, même en Esthonie, va emporter tout ce qui subsistait encore du régime féodal. Sous les coups terribles de la guerre va enfin se réaliser ce qui n'a pu se constituer pendant la paix et avait été refusé aux peuples dans les conditions normales de la vie. Avec les autres peuples, le peuple esthonien s'apprête ainsi à se libérer du joug des seigneurs et à prendre désormais en ses propres mains la conduite de son pays. Le jour du règlement des vieux comptes de l'Histoire a point sur le monde. Comment ce compte sera-t-il réglé? il est encore impossible de le dire. Mais il doit être réglé. Un ajournement équivaudrait aujourd'hui à un crime.

III. — La composition sociale de la population

L'état social d'un pays étant lié à l'état de la propriété qui y règne, et toute la structure de la société empruntant son caractère aux conditions qui la régissent, l'étude de l'état de la propriété présente toujours un grand intérêt. En Esthonie cet intérêt est d'autant plus grand que la propriété présente un caractère national très particulier. Les Allemands vivant en Esthonie peuvent être répartis en trois groupes principaux : à la tête se trouve la noblesse, représentant environ 0,23 % de la population totale, soit en tout environ 4.700 individus — enfants, femmes et vieillards compris. En comptant le clergé luthérien-allemand et ses membres, il convient d'y ajouter environ 3.000 personnes. L'existence de ce clergé a toujours été liée à celle de la noblesse et en suit encore les vicissitudes. La moitié à peu près des membres de ces deux classes supérieures réside dans les villes et n'est pas par conséquent directement attachée à la propriété foncière. Le chiffre total des individus rentrant dans ces deux classes représente le cinquième de la population allemande en Esthonie.

Tout le clergé ne peut cependant pas être rangé dans cette classe. Les fils de paysans esthoniens qui, à la suite de leurs études théologiques, ont été mis à la tête d'une grande partie des cures, ten-

dent à se rapprocher plus ou moins de leurs compatriotes.

Le reste des Allemands vivant en Esthonie comprend surtout la grande et la petite bourgeoisie des villes. L'élite bourgeoise, appelée ici les « lettrés », forme en quelque sorte le lien entre la noblesse et la bourgeoisie. Comme l'élite dépend économiquement de la noblesse et de la bourgeoisie riche, elle prend volontiers intérêt aux affaires des propriétaires comme à celles des banquiers et des commerçants.

La petite bourgeoisie allemande est une classe intellectuellement très pauvre, sans culture, qui est restée énergiquement conservatrice. Elle suit aveuglément les hautes classes allemandes. Son germanisme cependant est de nature douteuse. Elle vit, dans le vrai sens du mot, des miettes qui tombent de la table des hautes classes allemandes, intellectuellement et matériellement. Beaucoup de personnes appartenant à cette bourgeoisie sont fières d'être membres des paroisses allemandes. L'église allemande et la société allemande avec ses barrières fermées et son esprit étroit sont tout leur bien. Et pourtant ce n'est pas l'église de la noblesse; la noblesse a la sienne.... De même chaque classe a ses propres clubs. La noblesse possède les siens ; le gros commerce a ses grandes corporations, les maîtres de corps de métier vont aux réunions de leur petite corporation. Il n'existe aucun rapport entre eux. Tandis que les familles

des hautes classes sont pourvues grassement de biens fonciers, celles des couches sociales inférieures sont souvent dépourvues de moyens d'existence. Il y a peu d'ouvriers parlant allemand ou purement allemands en Esthonie, et on ne peut pas, à vrai dire, parler d'une classe ouvrière allemande.

Les ancêtres des Esthoniens étaient, il y a trois générations encore, des paysans serfs. Voici sur le développement du peuple esthonien quelques faits :

Au printemps de 1858 les paysans de Mahtra, paroisse située près de Reval, se montrèrent irrités de leur situation. Théoriquement ils étaient libres depuis 1819, mais pratiquement ils ne connaissaient rien de la liberté. Ils se soulevèrent et essayèrent ainsi de se délivrer de leurs bourreaux. Bien entendu la révolte fut réprimée par la puissance militaire des tsars. Les coupables furent fouettés publiquement à Reval sur le Marché Russe, et les principaux reçurent jusqu'à dix-huit cents coups de bâton. Quelques-uns moururent, d'autres furent estropiés, beaucoup furent déportés pour un long temps en Sibérie. Dans les provinces baltiques de nombreuses révoltes paysannes furent de la même façon étouffées dans le sang par le pouvoir politique russe au profit de la noblesse allemande.

L'exécution sur la place du Marché avait un caractère public. Le gouverneur et les hauts fonc-

tionnaires, les représentants les plus considérables de la noblesse ainsi que la magistrature y assistaient officiellement, afin qu'un exemple fut, de cette manière, donné aux paysans.

A quelque cent pas de la place du Marché s'élève aujourd'hui le théâtre national esthonien « Estonia », bâtiment dont la construction a coûté plusieurs millions. Ce théâtre a été inauguré en 1912. Le Gouvernement s'y était fait représenter par le gouverneur, et malgré elles la noblesse et la bourgeoisie allemande y avaient également envoyé leurs délégués. Les fils des paysans serfs qui en 1858 passaient encore par les verges, étaient déjà, en 1902, à la tête de l'administration de la ville, et, maintenant, leur présence lors de l'inauguration du théâtre national esthonien, était une preuve vivante de l'émancipation et du développement du peuple esthonien.

Ce n'est pas seulement à Reval, mais à Dorpat, Fellin, Pernov, Walk, Narva qu'ont été élevées, ces dernières années, de semblables salles de réunion et de spectacle, qui sont aujourd'hui les ornements de ces villes.

Comme chez les peuples plus nombreux, il existe chez le peuple esthonien des distinctions tranchées entre les diverses classes sociales, mais les oppositions de classes n'y sont pas aussi développées que chez les grands peuples industriels. Aussi ne doit-on pas mésestimer le dur combat,

que mènent les classes bourgeoises qui, avec les hautes classes allemandes, cherchent à se dresser contre les restes du féodalisme, et auquel le prolétariat esthonien ne peut rester indifférent.

La classe paysanne esthonienne est celle où se recrutent toutes les autres classes et qui participe pour la plus grande part à la constitution des autres couches sociales esthoniennes. La bourgeoisie des villes est composée de paysans riches, d'hôteliers, de meuniers, d'intendants, d'artisans, etc., qui vinrent s'établir dans les villes. Les fils des paysans les plus riches ainsi que ceux de ces citadins qui purent acquérir une instruction supérieure forment l'élite esthonienne. Ceux qui parvinrent à constituer cette élite durent parcourir un rude chemin et leur ascension fut une œuvre de longue et âpre persévérance. Dans les collèges, comme à l'Université de Dorpat, les jeunes esthoniens furent en butte à l'hostilité de leurs camarades allemands, et il faut priser bien haut le courage et la ténacité dont ces fils de paysans firent preuve. A la fin de leurs études universitaires, une perspective assez peu engageante s'offrait à eux et ils avaient de nouveau à soutenir dans la vie civile une lutte aussi difficile que la précédente. Aussi, pour éviter de pareilles difficultés, beaucoup de jeunes esthoniens devinrent des transfuges et prirent même souvent parti contre leurs propres compatriotes.

D'autres se rendaient dans les universités rus-

ses pour ne pas avoir à se trouver en compétition avec les étudiants allemands à Dorpat.

Une grande partie de l'élite esthonienne allait généralement chercher une situation en Russie, où elle trouvait plus de facilités que chez elle pour s'établir. Là, par contre, les Esthoniens ne se heurtaient pas seulement à la vive opposition faite par les Allemands, mais aux principes de russification qui étaient appliqués, car l'administration russe plaçait le plus possible de Russes dans les postes de ses divers services.

Malgré toutes ces difficultés, l'élite esthonienne a triomphé. Peu à peu elle refoula la littérature allemande et fit reculer pas à pas l'influence des classes allemandes en prenant pied de plus en plus dans les professions libérales. Il lui fut d'autant plus facile de refouler les Allemands que ceux-ci ne consentaient pas à apprendre avec une correction suffisante la langue esthonienne qu'ils continuaient à considérer comme inférieure.

L'élite esthonienne a toujours gardé le contact avec les parties actives de la bourgeoisie car elle avait conscience que c'était parmi ces couches sociales qu'elle trouverait d'abord un appui et qu'ensuite c'était sur elles que reposait son existence. La fréquentation et l'union de ces éléments dans la vie quotidienne n'avait pas tardé à leur inspirer cette sage compréhension des conditions nécessaires à leur existence et, tout naturellement, l'élite nationale se plaça à la tête du mouvement

politique et en prit la direction. Le gros des paysans esthoniens, encore accablés sous le poids des dettes dont ils s'étaient chargés pour acheter leurs terres et qui s'était fortement accru avec le partage et l'exploitation des fermes, avait à lutter durement.

Dans la population des villes, les couches bourgeoises ont acquis une situation assez solide, matériellement aussi bien qu'intellectuellement. Elles ne sont guère moins instruites que les couches équivalentes des pays voisins. Le manque d'écoles professionnelles rend seulement chez elles la formation technique plus faible, car cette partie de l'enseignement a été presque complètement délaissée par le gouvernement russe.

Le prolétariat est naturellement le plus nombreux.

Dans les campagnes, on comptait encore, il y a dix ans, 65 à 75 % de gens ne possédant pas de terre, c'est-à-dire de gens qui étaient habituellement comptés, dans les statistiques, parmi la population agricole, mais qui n'avaient pas de terres à cultiver. Ce sont généralement des artisans de village ou des ouvriers d'autres espèces qui, à côté de leur métier, sont travailleurs agricoles et par suite désirent acquérir de la terre pour leur propre usage. La situation de cette masse de travailleurs campagnards sans terres et de leurs familles est des plus difficiles. Dans les soixante ou soixante-dix dernières années du siècle dernier,

on comptait dans les campagnes, en Livonie, plus de 150 à 200.000 personnes susceptibles de travailler et qui ne pouvaient s'employer. L'afflux dans les villes et les centres industriels était donc extraordinairement grand et dans certains milieux de violentes protestations s'étaient élevées à ce sujet; de même qu'en Allemagne les milieux agraires protestaient contre la désertion des campagnes par les travailleurs. C'est ainsi que la population de Reval a doublé en peu d'années. Pendant la guerre, cet afflux de la population rurale dans les villes s'est encore beaucoup accru en Esthonie. Le manque de main-d'œuvre dont se plaint l'agriculture est devenu général, la mobilisation ayant pris au pays plus de 200.000 travailleurs, dont la plus grande partie vivaient à la campagne.

Mais, bien avant la guerre, le nombre des ouvriers esthoniens dans les villes et les centres industriels s'était considérablement accru. En 1906, Reval comptait déjà 20.000 ouvriers syndiqués. Avant et pendant la première révolution russe, les ouvriers esthoniens avaient fait tous leurs efforts, dans les villes comme dans les campagnes, pour créer des organisations syndicales sur le modèle de celles existant dans les autres pays. Sous la réaction russe cela devint extraordinairement difficile. La presse ouvrière fut sans cesse inquiétée et ses chefs furent emprisonnés ou déportés en Sibérie. Malgré tout, une partie de

ces organisations réussit à se maintenir, si bien qu'après la révolution de mars le prolétariat put se mettre énergiquement à l'œuvre et prendre part à la vie politique.

La situation matérielle de la classe ouvrière était demeurée pitoyable jusqu'au moment où la révolution a éclaté : il n'existait aucune loi sociale protégeant les travailleurs qui vaille la peine d'être mentionnée; l'assistance publique elle-même était si rudimentaire qu'on peut à peine l'imaginer moins organisée.

L'assistance publique est, du reste, pour une grande part encore, une affaire de l'Eglise. Certains mendiants ont le droit de se tenir à la porte des églises le dimanche pour demander l'aumône aux fidèles. Image digne de la culture et de l'assistance sociale allemandes. Et le bénéfice de cet état de choses est même conservé dans un état d'esprit nationaliste allemand, car les pasteurs des paroisses allemandes déclarent que ce sont leurs paroisses qui contribuent le plus à soulager les pauvres et qu'en conséquence les pauvres allemands doivent en profiter de préférence aux pauvres esthoniens.

La lutte de toutes les classes esthoniennes contre les hautes classes allemandes est donc menée pour toutes sortes de raisons et elle acquiert ainsi un caractère national.

Le paysan esthonien voit depuis des siècles dans le propriétaire allemand son exploiteur; le bourgeois esthonien considère le patricien allemand

comme son adversaire; le théologien esthonien doit lutter avec son collègue allemand pour obtenir une cure, le médecin et l'avocat esthoniens recherchent avec raison la clientèle esthonienne, c'est-à-dire en partie celle de leurs collègues allemands; le commerçant esthonien voudrait attirer à lui les clients de son concurrent allemand; l'artisan esthonien ne parle guère en bons termes de ses camarades allemands. Cette jalousie de métier s'est encore accrue et aigrie par ce fait que dans beaucoup de localités les nationalistes allemands ont livré une bataille économique contre les entreprises esthoniennes. A l'époque même où la petite aristocratie allemande bien organisée boycottait les Esthoniens, la plus grande partie des hommes d'affaires allemands vivait sur la clientèle esthonienne.

D'autre part comme le chef d'industrie est dans la plupart des cas un Allemand, de même que les ingénieurs et les contremaîtres, les ouvriers se trouvent partout en compétition avec des Allemands, et un facteur national intervient dans la lutte de classe soutenue par le prolétariat. Cela est d'autant plus naturel et explicable que beaucoup d'ouvriers esthoniens sont venus de la campagne où la lutte était dirigée contre les propriétaires allemands, et, naturellement ils ne l'ont pas oublié. Des liens de parenté unissant les ouvriers des villes, aux paysans et aussi aux classes bourgeoises des villes, les sympathies des

travailleurs sont naturellement tournées vers les Esthoniens.

Partout la lutte sociale prend ainsi très facilement une forme nationale. Les classes bourgeoises de nationalité esthonienne combattent en les seigneurs allemands leurs plus grands ennemis, elles ne peuvent elles-mêmes manifester d'aspirations féodales, car on ne peut bien lutter contre le féodalisme avec des armes féodales. De même les bourgeois esthoniens doivent intervenir en faveur du suffrage démocratique tant qu'ils restent opprimés eux-mêmes par un suffrage censitaire et qu'ils ne peuvent triompher des patriciens allemands malgré leur supériorité numérique. Les intellectuels esthoniens — création de l'époque contemporaine — ne peuvent être aussi conservateurs que leurs adversaires allemands sont obligés de l'être par leur origine. Par suite le travailleur esthonien voit avec sympathie la lutte que mènent les classes bourgeoises de sa nationalité contre la classe allemande dominante. Il a l'impression que la victoire des Esthoniens favoriserait ses intérêts. Il oublie volontiers sa situation pénible et pense que les Allemands sont les premiers responsables de son malheur. On s'explique ainsi que des travailleurs esthoniens aient pris une part très vive au mouvement national de la bourgeoisie esthonienne.

II

LE PEUPLE ESTHONIEN

I. — Développement historique du peuple esthonien

Jusqu'à l'arrivée en Livonie, vers 1186, du moine Meinhard de Brême, de l'Ordre des Augustins, les Esthoniens menaient une vie semblable à celle de leurs voisins. Des historiens rapportent que les Esthoniens étaient un peuple guerrier qui souvent troubla et attaqua les peuples voisins, qu'ils montrèrent une grande activité maritime et auraient même été redoutés comme pirates. Maintes fois, en effet, les peuples scandinaves eurent à repousser les attaques des Esthoniens, qui prirent Sigtuna, la capitale suédoise, et la détruisirent.

Lorsque les moines commencèrent leur œuvre de conversion, ils consignèrent, en hommes avertis, des remarques qui ont été conservées et nous renseignent aujourd'hui sur ces temps depuis longtemps révolus. Henri le Letton donne maints détails sur les Esthoniens. Ses récits sont d'autant plus intéressants qu'il semble avoir connu la langue esthonienne. Grâce à ces documents, on peut

admettre que les Esthoniens, à l'époque de l'arrivée des Allemands dans le pays, avaient déjà atteint un assez haut degré de culture. Ils étaient agriculteurs, éleveurs, pêcheurs ou apiculteurs. Comme marins ils étaient très habiles. Ils vivaient dans des villages, mais nous ne savons rien de l'organisation de ces derniers.

Aucun mémoire esthonien relatif à cette époque ne nous est parvenu. Par contre, le peuple nous a légué un très riche trésor de chants populaires et de légendes. « Pour la beauté et la richesse des chants populaires, déclare Axel Kallas (1), il n'est pas exagéré d'affirmer que le peuple esthonien peut sans crainte se mesurer avec les autres peuples civilisés. Il possède en dehors d'une grande épopée nationale comprenant 19.047 vers, le Kalewipoeg, une quantité innombrable de chants et de récits populaires, de contes et de légendes. Le Dr Jacob Hurt, à lui seul, a recueilli environ 45.000 chants, 10.000 légendes, 52.000 adages, 40.000 énigmes, 60.000 fragments de tout genre; cet éminent folkloriste a publié, en 1906, une partie de ces pièces dont le nombre est à lui seul une preuve de l'affirmation énoncée plus haut. Herder et Ch. H. J. Schlegel avaient apporté au XVIIIe siècle une première contribution à ce travail qui devait plus tard trouver de plus en plus d'adeptes, si bien que tout une littérature populaire esthonienne a été reconstituée.

(1) Estnische Klänge, Dorpat, 1911.

Le Dr F. R. Kreutzwald (1803-1882) réussit à réunir tous les fragments de légende subsistant encore dans le peuple sur le héros national Kalewipoeg et à en faire un tout harmonieux et poétique.

*
* *

Peu à peu les chevaliers allemands qui avaient pénétré dans le pays s'emparèrent des territoires baltiques et les guerriers appartenant à ces ordres religieux, soumirent leurs populations et les réduisirent à une servitude barbare. Les Esthoniens luttèrent avec courage, mais, comme ils avaient affaire à des chevaliers bardés de fer, mieux armés et plus exercés à la guerre, ils furent accablés. Cependant, ils leur opposèrent une résistance qui dura plusieurs siècles avant d'être complètement abattus. Alors, commença une sombre et longue époque de servitude. La race étrangère de l'oppresseur rendit plus lourdes encore les chaînes de l'esclavage. La caste hautaine des seigneurs de la Baltique appelait tout simplement les Lettons et les Esthoniens des « non-Allemands », ce qui équivalait presque pour eux à les appeler des « non-hommes ». Cette attitude vis-à-vis de ces peuples opprimés devait rester la leur jusqu'aujourd'hui.

A de nombreuses reprises et jusque dans les derniers temps, la dureté de la servitude poussa les paysans à de violentes révoltes. Mais celles-ci

furent toujours réprimées dans le sang, et, les pouvoirs publics se tinrent toujours à cet effet à la disposition de la noblesse. Les dernières révoltes des paysans eurent lieu en Esthonie, de 1858 à 1860, c'est-à-dire quarante ans après la prétendue suppression de la servitude. Cela est la meilleure preuve du peu d'allègement que l'affranchissement de 1819 apporta à la vie et aux charges des paysans. Il n'y eut libération que sur le papier : après que les terres des villages eurent été déclarées par le tsar propriété insaisissable des seigneurs, les paysans durent acquitter une corvée plus lourde que jamais. La promesse qu'ils devaient être libres leur apparut comme une ironie et, à la fin, leur désespoir se manifesta par une nouvelle révolte. Naturellement, celle-ci fut noyée dans le sang comme les précédentes. Les seigneurs tenaient ferme à leurs « privilèges historiques », et, apparemment ces privilèges résidaient dans l'oppression et l'exploitation du peuple.

Malgré tout, les Esthoniens ont atteint un degré de culture véritablement supérieur qui, vu les difficultés qu'ils ont eues à surmonter, devrait être considéré comme tout à fait extraordinaire. Ce grand progrès est dû naturellement au fait que la prédominance de la noblesse qui s'opposait à la force intrinsèque de ce développement a fait tourner à sa honte sa perfidie et que les seigneurs, devant la nécessité d'apporter un changement

dans l'exploitation de leurs biens, ont été obligés, dans leur propre intérêt, de prendre des mesures qui adoucirent les relations des paysans avec leurs oppresseurs. Les conditions de la production devenant autres, les rapports entre les paysans et leurs maîtres ne pouvaient demeurer les mêmes. Le capitalisme fit du féodalisme une forme économique naturelle, créa un tout autre état de production et modifia les relations des classes sociales entre elles.

La libération formelle des paysans donna au prolétariat esthonien le droit formel à la propriété de la terre possédée, don nécessaire imposé par le passage de la propriété de la forme féodale à la forme capitaliste. Plus tard s'ajoutèrent la liberté d'action et la liberté de l'industrie qui permirent le progrès matériel et préparèrent un terrain favorable au développement intellectuel. Il est très significatif que le médecin de l'hôpital de Werro, Dr F. R. Kreutzwald (1857-61) ait publié le Kalewipoeg au moment même où les paysans de Mahtra et d'Anija se révoltaient et en même temps que J. W. Jannsen fondait le premier journal esthonien *Perno Postimees*, qui existe encore aujourd'hui et, depuis vingt ans, paraît quotidiennement sous le nom de *Postimees*. Les essais, faits en 1766 par Wilde et en 1821-25 par O. W. Masing pour fonder un journal esthonien, avaient échoué.

Les premières sociétés de chant esthoniennes furent fondées dans les années soixante-dix du

siècle dernier. A la même époque furent créées des sociétés agricoles ayant pour but de favoriser l'exploitation rurale en développant et en améliorant les procédés de culture. Il y en eut bientôt dans toutes les villes.

Une des premières sociétés esthoniennes fut la Société littéraire esthonienne, à Dorpat, qui prit par la suite une grande importance. Cette société réunissait les éléments les plus cultivés de la population et son programme se proposait leur développement. Elle exerça une notable influence sur la presse esthonienne et, en une certaine mesure, sur la jeune littérature. Elle devint par suite le centre du mouvement national esthonien. Comme tel, elle ne tarda pas à s'attirer l'hostilité toute spéciale des cercles aristocratiques et les représentants de ces derniers la dénoncèrent au gouvernement tsariste comme un nid de suspects et de révolutionnaires. La société fut alors dissoute. En même temps et pour les mêmes motifs, l'oppression exercée sur la presse et toute la vie publique esthonienne devint plus forte et, sans cesse, la vis de la servitude et de la russification fut serrée de plus en plus. Mais la vie nationale esthonienne avait déjà pris de solides racines et il n'était plus possible de l'extirper complètement.

Pour ce jeune peuple prenant conscience de lui-même, il convenait, en vue de la poursuite de son développement, que les hommes du peuple de formation universitaire prissent la tête du mou-

vement national de libération. C'est ce que fit, par exemple, le Dr F. Kreuzwald, dont nous avons déjà parlé et que le Dr Fählmann avait précédé dans cette voie. A ceux-ci vinrent constamment se joindre de nouveaux adeptes, si bien que la troupe des combattants augmenta sans cesse et la façon dont les hautes classes allemandes et leurs agents les considérèrent et les traitèrent n'eut pour résultat que de grossir leurs rangs. L'attitude particulièrement revêche des Allemands à laquelle les intellectuels esthoniens se heurtaient à tout moment les fit se ranger du côté du mouvement national et renforcer ainsi l'opposition. Déjà, dans les collèges, les Esthoniens étaient, comme fils de paysans, l'objet d'insultes de la part des fils de seigneurs et durent supporter de si nombreuses vexations que souvent ils se révoltèrent. A l'université, ce fut encore pire.

Les étudiants esthoniens, qui étaient constamment en butte aux plus vulgaires tracasseries des étudiants allemands finirent par prendre le parti des Allemands et se résigner à adopter leurs points de vue et leurs buts, afin de mettre fin à ces querelles. Ceux qui restèrent fidèles à leur origine, non seulement n'eurent rien à attendre de la part des Allemands et de leurs agents, mais encore eurent à affronter toutes sortes de difficultés. Autant qu'il dépendait de ces derniers, les universitaires esthoniens ne trouvèrent dans leur pays aucune possibilité de se faire une situation.

De même que les paysans affamés et les ouvriers sans salaire étaient forcés d'émigrer de leur pays sans industrie, les intellectuels esthoniens durent s'exiler. Beaucoup des meilleurs enfants du peuple furent perdus de cette façon pour la cause nationale.

Cependant une grande partie de ces intellectuels resta dans le pays; plus le peuple prenait conscience de ses droits et plus la classe paysanne dans les campagnes et la petite bourgeoisie esthonienne dans les villes se développaient économiquement et intellectuellement, plus les intellectuels esthoniens sentaient s'affermir le terrain où s'exerçait leur activité et se consolider leur situation. Dans les paroisses où la population paysanne l'emportait sur le reste de la population et avait ainsi la prépondérance pour le choix du pasteur, des pasteurs esthoniens furent nommés; parmi les sacristains qui, le plus souvent, étaient aussi maîtres d'école paroissiale, beaucoup suivirent le mouvement national; les instituteurs primaires se montraient pour la plupart les meilleurs agents de propagande des aspirations esthoniennes; c'est ainsi que le mouvement, qui avait un caractère purement intellectuel et qui ne prenait que timidement en considération les aspirations politiques, prit un développement très satisfaisant.

Les hautes classes allemandes et leurs agents résistèrent énergiquement au mouvement national esthonien dès sa naissance. Ces hautes classes

n'avaient jamais pu comprendre que les « non-Allemands » étaient des hommes civilisés qui attendaient avec impatience la possibilité de se montrer tels.

Il leur semblait tout à fait inouï de voir des hommes ayant une culture universitaire faire cause commune avec des paysans qui, il y a peu de temps, étaient encore serfs. Le mouvement « jeune allemand » ayant été, à leur avis, suffisamment dénoncé comme révolutionnaire et par suite comme suspect, ils croyaient habile de nommer les mouvements nationaux esthonien et letton « jeune esthonien » et « jeune letton », afin de les discréditer en les faisant passer pour révolutionnaires. La noblesse germano-balte jouissant encore pleinement de sa puissance, il lui était possible de dresser très facilement les plus grands obstacles sur la route des Esthoniens et des Lettons. Les agents des nobles étant en même temps agents de l'Etat, les nobles avaient tous les rouages de l'administration à leur disposition. Et comme, grâce à cela, ils avaient toujours pu faire trancher toutes les affaires en leur faveur par le gouvernement central russe, ils avaient également la main libre contre les Esthoniens. Aussi les « Jeunes Esthoniens » furent-ils surveillés et traités sous tous les rapports comme des individus dangereux. Leur correspondance passait par le cabinet noir des seigneurs qui tenaient [illegible] dans leurs mains et dès que la mo[illegible]

considérée par les nobles comme interdite y était découverte, les « Jeunes Esthoniens » compromis étaient arrêtés. Pour ne donner qu'un exemple, M. A. Dido, qui vit à Paris depuis quarante ans comme émigré, fut arrêté sur l'ordre du seigneur d'Oettingen-Lunua; puis jugé par ses « gardes » parce qu'un de ses camarades d'école, Ernest Bark, lui avait écrit de Suisse quelque chose qui parut révolutionnaire à ce seigneur balte. Après une assez longue détention subie pendant l'instruction de l'affaire, Dido fut exilé à Kasan, d'où il se rendit à l'étranger et, depuis, il n'a jamais revu sa patrie. Ce seigneur d'Oettingen joua un rôle analogue à celui de son collègue le baron Pilar de Pilchau, qui était à la même époque juge du district de Pernov. Comme Oettingen à Dorpat, Pilar exerça à Pernov son autorité de la façon la plus violente. Tous deux sont connus comme les persécuteurs les plus haineux des Jeunes-Esthoniens; en 1905 et 1906, ils se trouvaient à la tête de la fameuse expédition disciplinaire dont le tsar les avait chargés contre la révolution. En 1917-18, ils travaillèrent tous deux, côte à côte, pour assurer la « tutelle » allemande sur toute l'Esthonie, c'est-à-dire en faveur de l'occupation allemande, comme « soutiens-nés » du grand-duché baltique sous la couronne de Prusse, afin de mettre en sûreté leurs « privilèges historiques ».

La presse et la littérature esthoniennes, si faibles et si inoffensives qu'elles fussent, furent durement maltraitées par la censure allemande. Des hommes de même caractère que ces censeurs à l'ordre des barons et que les créatures de ces derniers avaient pour mission d'exercer une surveillance rigoureuse sur la vie publique esthonienne et de la tenir en laisse. La vie politique, à peine éclose pourtant, n'était même pas tolérée. Les seigneurs redoutaient, avant tout, qu'une activité politique prît naissance dans les sociétés de chant et dans les sociétés agricoles comme dans les sociétés littéraires et dans les réunions d'instituteurs; partout, à leur avis, on faisait de la politique; et faire de la politique était un crime. Les essais les plus discrets pour étendre les droits du peuple opprimé, pour édifier un système de petite exploitation rurale pour achever l'affranchissement des paysans et obtenir qu'ils puissent jouir des droits civiques, tout était suspect au gouvernement. Aussi se montrait-il sévère pour toutes ces initiatives. On ne craignait pas de mettre en action les pouvoirs publics, mais, dans toutes les parties de la population, le peuple esthonien a fait preuve d'une étonnante ténacité, jointe à une grande modération dans ses besoins, constituant toutes deux le triste héritage de longs siècles de servitude. Cette ténacité, accrue par des peines et des privations sans fin, a beaucoup contribué à faire triompher les Esthoniens de

toutes les attaques et des entraves perfides des seigneurs; elle leur a permis de s'élever rapidement d'eux-mêmes à un degré de culture qui les fait regarder à bon droit aujourd'hui comme un peuple civilisé. Malgré tous les privilèges que la noblesse tirait de l'exploitation du peuple, les paysans ont réussi à atteindre une situation économique dont il est impossible de ne pas tenir compte. Il en est de même, et peut-être à un degré plus élevé encore, pour la bourgeoisie esthonienne, à la tête de qui marchent les intellectuels.

Les temps où la politique, c'est-à-dire la propagande politique, était poursuivie et châtiée par les seigneurs comme un crime, sont passés; le peuple ne se laisse plus traiter comme un mineur.

Jusqu'à la révolution, les droits politiques du peuple esthonien restèrent insignifiants. La première révolution russe, il est vrai, obligea le tsar à faire quelques concessions au peuple ; mais celles-ci n'ébranlèrent en rien la puissance de la noblesse. Dans la Douma d'empire, ce fut elle qui l'emporta et là encore elle put travailler à la conservation de ses privilèges. De plus, toute la Russie, mais particulièrement les pays baltiques, restèrent durant toute la période qui suivit la première révolution, soit sous le régime de l'état de siège, soit sous un régime de « surveillance renforcée » qui, sous un autre nom, était la même chose. Dans ces conditions, il ne pouvait

être question d'exercice de droits politiques qui demeuraient précaires.

Bien qu'on ait voulu discréditer aussi la politique municipale en tant que politique, on doit reconnaître cependant que malgré un suffrage censitaire très restreint qui livrait presque exclusivement les municipalités aux riches, c'est-à-dire aux familles patriciennes allemandes, elle avait réussi, grâce à la prépondérance numérique des citoyens esthoniens, à réaliser de grands progrès. Longtemps le bon plaisir de la police empêcha toute action électorale et seuls les Allemands pouvaient tenir des réunions en vue des élections. Finalement cela dut changer. Il y a vingt ans environ, les Esthoniens commencèrent à agir avec plus de fermeté et très rapidement remportèrent de notables succès. Côte à côte avec la bourgeoisie esthonienne, les intellectuels esthoniens ravirent Reval, la capitale de l'Esthonie, aux Allemands, en 1904. Vers la même époque, ces derniers perdaient également Walk et, en quelques années, les Esthoniens leur avaient repris la plupart des villes esthoniennes. A Reval, de même que dans les autres villes moins importantes, les Esthoniens eurent l'occasion de montrer qu'ils pouvaient administrer les affaires municipales au moins aussi bien que les Allemands.

*
* *

Lors de la fondation des premières sociétés agricoles esthoniennes les grandes lignes de leur programme avaient bien été théoriquement tracées, mais le développement pratique se fit attendre plus longtemps que leurs fondateurs n'avaient tout d'abord pu le penser. Toutes ces tentatives furent faites dans des conditions anormales, le pouvoir central russe et l'administration locale se désintéressant de ces efforts. Pendant que l'Etat s'attachait dans les autres pays à favoriser toutes les initiatives en vue de réaliser une amélioration sociale, ici le contraire se produisait : les efforts des paysans apparurent à la réaction aveugle comme un danger pour l'Etat. Leurs chefs furent tracassés et dénoncés par la noblesse et par l'administration réactionnaire russe. On ne laissa aux sociétés que juste la liberté suffisante pour organiser annuellement des expositions, et encore, les fonctionnaires de l'administration russe intervenaient souvent pour gêner et compromettre leur succès.

Aussitôt après la période révolutionnaire de 1904-1906, ces sociétés purent agir avec plus de liberté. Pour compenser, en une certaine manière, l'état de vasselage politique qui survécut à la révolution, des concessions, faibles d'ailleurs, leur furent accordées dans le domaine économique.

Peu à peu, la classe paysanne esthonienne, avec l'aide des intellectuels, réussit à créer une organisation qui fut appelée à seconder son développement économique. Sans entrer dans les détails, nous donnons ci-dessous une vue d'ensemble de l'activité et de la puissance de cette organisation.

Le nombre des associations ayant un caractère agricole dépasse déjà 90. Presque chaque paroisse a sa société, plusieurs en ont deux. Ces groupements ont institué à Reval et à Dorpat deux unions centrales ayant pour but de coordonner et de diriger les efforts des associations locales. Elles ont des instructeurs payés qui peuvent donner aux paysans des conseils techniques. L'enseignement technique s'étend à toutes les branches de l'économie rurale. Tous les ans les sociétés agricoles organisent des expositions qui parfois n'intéressent que quelques branches de l'économie rurale mais qui, le plus souvent, les embrassent toutes : animaux, machines, instruments, produits agricoles et horticoles en forment ordinairement les principaux groupes. Ces expositions ont lieu depuis plus de trente ans et comme la population s'y intéresse, leur importance va croissant d'année en année. Le nombre des animaux et des objets exposés a atteint dans les plus grandes expositions, à Reval et à Dorpat, le chiffre de 4 à 6.000 et le nombre des visiteurs, pendant les trois jours que dure l'exposition, a dépassé 60.000. Ces manifestations, on le conçoit, par l'intérêt qu'elles

suscitent, redonnent chaque année une nouvelle impulsion à l'instruction technique et à tout ce qui touche à l'agriculture.

De temps en temps, les sociétés se donnent une peine particulière pour mettre en valeur certains produits de leur exploitation dans une de ces expositions. On peut ainsi avoir une vue d'ensemble sur l'état d'une branche de l'agriculture dans tout le pays.

Les hautes classes allemandes ont combattu par tous les moyens en leur pouvoir ces sociétés agricoles et leurs expositions. Là encore, le gouvernement russe ne manqua pas de seconder la noblesse allemande. Les Esthoniens ont cependant réussi à englober toutes ces sociétés agricoles en une vaste organisation économique embrassant tous les petits propriétaires du pays et toutes les branches de l'activité économique paysanne. L'achèvement de cette organisation se fit dans les années qui suivirent la première révolution, lorsque le pouvoir réactionnaire russe, qui jugula politiquement le pays, accorda en compensation une plus grande liberté économique.

La vie économique ayant beaucoup souffert de la guerre, nous prendrons comme exemple les statistiques se référant à l'année 1913, où toute l'organisation fonctionnait normalement. A cette époque, le nombre des coopératives de consommation paysanne était déjà de 115. Vu le temps très court pendant lequel une propagande avait pu être

faite et les difficultés qu'elle avait rencontrées, ce chiffre doit être considéré comme très satisfaisant. A côté des coopératives de consommation, il y avait 17 « sociétés économiques » pour l'achat et la vente en commun des produits agricoles. Les affaires de ces sociétés s'élevaient déjà à 5.000.000 de roubles. Pour subvenir aux demandes de crédit, des sociétés d'épargne et de crédit furent fondées; leur nombre était déjà de 90 en 1915. Plus de 40.000 membres avaient adhéré à ces sociétés. Leurs avances se montaient à plus de 11.000.000 de roubles et leur bilan annuel dépassait 14 millions. De plus 15 banques de crédit mutuel, établies dans les villes, présentaient un bilan annuel de 170 millions de roubles.

Les Esthoniens avaient été amenés à créer ces institutions financières par suite de l'hostilité des établissements bancaires allemands.

Il faut encore signaler comme faisant partie de cette organisation économique 165 sociétés laitières qui donnaient annuellement plus de 60.000.000 de litres de lait. Soixante-deux associations avaient pour but de soumettre les bêtes laitières à un contrôle technique et de s'occuper des améliorations nécessaires; des inspecteurs visitaient et examinaient le bétail. Pour l'élevage du bétail de race, des chevaux et des porcs, des organisations analogues furent fondées. Plus de 400 sociétés s'occupaient de l'achat en commun et de l'usage de locomobiles, de machines à battre, etc. Dans vingt

localités, des sociétés se sont établies pour exploiter la tourbe.

En dehors des deux sociétés centrales agricoles de Reval et de Dorpat, il y a encore deux sociétés centrales de laiterie et deux grandes sociétés d'achat à Dorpat et à Fellin, ainsi que quatre coopératives d'achat des petits commerçants à Reval, Dorpat, Narva et Werro.

A citer encore des sociétés d'apiculture et des sociétés d'encouragement au jardinage.

Nous n'exposons pas ces faits afin de nous en servir pour tirer vanité du but atteint. Nous savons très bien que ces organisations de début ne répondent tout juste qu'au nécessaire. Mais elles n'en sont pas moins la preuve que le peuple esthonien est entré dans la voie du progrès et qu'il entend y marcher sur le même rang que les autres peuples civilisés. L'énergie déployée ici, au milieu des plus grandes difficultés que l'on puisse concevoir, justifie notre espoir d'un libre développement de notre pays dans l'avenir.

II. — Etat de civilisation du peuple esthonien

Pour donner une idée approximative du niveau de culture du peuple esthonien, il faudrait disposer de beaucoup plus de documents que nous n'en avons actuellement entre les mains. Sous la réaction tsariste, on ne pouvait songer à recueillir les matériaux nécessaires pour mener à bien une sem-

blable enquête. Toute évaluation statistique ou toute demande de documents était interdite, ces travaux étaient réservés aux fonctionnaires gouvernementaux, qui se tenaient cependant éloignés de toute préoccupation intellectuelle et se montraient sourds à ses exigences. Il en résultait que les matériaux ramassés tant bien que mal çà et là étaient déjà vieux et sans valeur avant même d'être utilisés et publiés. La période qui suivit la révolution et précéda l'occupation allemande, période trop courte et trop remplie par d'autres tâches pour qu'on pût s'occuper de ces questions, vit négliger les évaluations statistiques ne répondant pas aux nécessités du jour. Nous avons donc peu de chiffres à notre disposition. D'après le recensement de 1897, on comptait en Esthonie 3,4 % seulement d'illettrés — les enfants au-dessous de 10 ans mis à part. En comprenant les enfants, la proportion des illettrés était la suivante :

Russes.....	47 %
Esthoniens.....	19 %
Allemands.....	13 %

Je prie le lecteur de se reporter ici à ce que nous avons écrit plus haut, au sujet de l'extraordinaire trésor de chants et de légendes populaires qui, pendant la longue et sombre période d'esclavage, a été la seule nourriture intellectuelle du peuple, ainsi qu'à ce qui a trait aux débuts de

l'école populaire. Je crois devoir dire ici que ce sont surtout les mères esthoniennes qu'il nous faut remercier si le riche trésor de la poésie populaire nous a été conservé jusqu'à ce jour et si le nombre des illettrés est resté chez nous aussi faible. Malgré le dur travail des corvées à la ferme et de l'entretien de la maison, les mères trouvèrent le loisir de transmettre à leurs enfants ce qu'elles avaient elles-mêmes appris de leurs mères.

Tout en filant à la quenouille le lin, le chanvre et la laine, elles ont appris à lire à leurs enfants; elles y furent d'ailleurs encouragées et poussées en partie par les pasteurs luthériens. Avant même que l'école primaire obligatoire fut instituée, l'Eglise exigeait des fiancés, au moment de leur union, qu'ils sachent lire; ils l'exigeaient surtout de la femme, dont le rôle propre était d'enseigner cet art aux générations à venir. Ce rôle, ce devoir, les mères l'ont rempli avec zèle.

Le riche trésor de notre poésie populaire, aussi bien que le faible pourcentage des illettrés, prouve suffisamment que le peuple est capable du plus grand développement culturel. Ceci est pleinement confirmé par les faits. Dans toutes ses couches, la population se montre avide d'instruction, s'efforce de fréquenter les écoles et affirme ainsi son désir d'élever son niveau intellectuel.

La population des campagnes ne se contente plus, depuis longtemps, de la simple école de vil-

lage qui avait été instituée obligatoirement pour les enfants au cours du siècle précédent, et resta jusqu'à ces derniers temps la seule école obligatoire en Esthonie, car dans les villes baltes il n'y avait pas d'instruction obligatoire. Les enfants des villages devaient entrer à cette école à l'âge de dix ans et pour trois hivers, soit en tout trois cents jours. L'entretien de ces écoles villageoises était assuré par les communes des campagnes et elles étaient ouvertes gratuitement aux enfants. Ces écoles avaient été conçues par les hautes classes allemandes comme un instrument d'évangélisation luthérienne et leur établissement avait été imposé dans ce but aux paysans.

Maintenant, dans presque toutes les paroisses, la population des campagnes a créé, pour faire suite à l'école primaire, une école paroissiale; malheureusement, cette école n'est pas obligatoire et elle ne peut pas être suivie par les classes pauvres de la population. Les écoles primaires supérieures, créées par le Gouvernement russe dans un but de russification et comprenant quatre années de cours, étaient également très fréquentées. Les paysans riches, les commerçants, les artisans, etc., envoyaient volontiers leurs enfants dans ces écoles de la ville pour leur faire donner une instruction plus complète. La majorité des élèves des gymnases pour les deux sexes, des écoles « réales » et des écoles de commerce, sont de nationalité esthonienne.

Après la première révolution, pour lutter contre le danger de la russification, de nombreuses écoles privées furent fondées, dans lesquelles l'enseignement était donné en langue esthonienne; ces écoles étaient généralement entretenues par des sociétés scolaires formées dans ce but. Le nombre de ces sociétés s'élevait à 70. Avant la première révolution, la fondation de semblables écoles était interdite et l'influence du travail de russification accompli par le tsarisme, pesa sur la jeune génération. La révolution rendit possible l'ouverture de ces écoles privées; mais, deux ou trois années à peine après la révolution, les gendarmes du tsar s'appliquaient à anéantir cette victoire. Enfin, la révolution de 1917 parut devoir apporter à ces institutions une pleine liberté de développement. Avec entrain on s'empressa, dans tout le pays, de profiter de ce moment. Mais l'occupation allemande arrêta bientôt ces efforts et mit un terme à ces espoirs.

Les écoles, aussi bien publiques que privées, étaient constamment pleines, malgré le degré élevé de l'enseignement. Quelques années avant la révolution, il y avait en Esthonie plus de 40 écoles secondaires, comprenant des collèges de garçons, des collèges de jeunes filles, des écoles modernes, des écoles supérieures de filles et des écoles de commerce pour les deux sexes. L'enseignement donné dans ces écoles s'étendait sur une période de neuf à dix années. Huit cents élèves

des deux sexes environ sortaient chaque année des hautes classes de ces écoles. La moitié à peu près entraient dans les écoles supérieures. En 1915, le nombre des étudiants esthoniens était de 1.500. Trois cents étudiants sortaient annuellement de ces écoles supérieures. A Dorpat seulement, on comptait, dans les dernières années, plus de 400 étudiants esthoniens. Le nombre de ceux qui travaillaient au Polytechnicum de Riga était d'environ 150. A Petrograd, étudiaient plus de 200 jeunes gens et jeunes filles d'Esthonie. Les autres universités russes que les Esthoniens fréquentaient le plus étaient l'Université de Moscou, la Faculté de droit de Iaroslav, l'Université d'Helsingfors, en Finlande, etc.

Avant la guerre, les Esthoniens et les Esthoniennes allaient aussi parfaire leurs études dans les hautes écoles et universités étrangères, par exemple en Suisse, en France, en Angleterre, en Allemagne, etc. Les écoles professionnelles allemandes étaient notamment très fréquentées. Parmi les étudiants esthoniens, il y avait 16 % de femmes. Le nombre des étudiantes eut encore été plus grand si l'entrée des femmes dans les universités russes n'avait été si difficile. Pour leur permettre d'arriver au même degré d'instruction, de hautes écoles privées furent fondées après la première révolution. Le pourcentage des étudiantes dans les pays étrangers était : en Allemagne de 6 %, en Suisse de 14 %, en Finlande

de 24 %. Le rapport des étudiants esthoniens avec la population totale est de 0,8 pour 1.000, comme chez les Finlandais, et, proportionnellement, l'instruction féminine est beaucoup plus répandue en Esthonie qu'en Allemagne. Chez les Baltes-Allemands, l'instruction des femmes est très faible.

La génération actuelle des classes paysannes a institué l'école primaire obligatoire. Nous renvoyons, à ce sujet, à ce que nous avons dit plus haut de l'organisation primitive de cette école.

Avec ses trois cents jours de classe obligatoires et effectifs, cette école ne peut donner le minimun d'instruction indispensable et avoir une action suffisante. On doit dire, cependant, que l'école communale n'a pas travaillé sans résultat; elle a donné plus qu'on ne pouvait raisonnablement en espérer. Ce résultat est dû surtout au fait que les enfants doivent suivre l'école à partir de dix ans. En outre, l'enseignement de l'école paroissiale, qui se propose de compléter celui donné à l'école primaire, est assez fréquenté depuis vingt à trente ans, ainsi que les écoles primaires supérieures instituées en assez grand nombre par la réaction russe, dans un but de russification et comprenant un cours de quatre années.

La culture populaire repose donc toute entière sur le corps des instituteurs esthoniens. Cette partie active et énergique de la population est comme

le sol du pays. Elle a dû passer par un chemin bien rude et bien difficile. La formation des instituteurs resta, jusque vers 1885, sous la férule des hautes classes allemandes. Les directeurs de l'école d'instituteurs, qui était organisée en internat analogue à un séminaire pour les prêtres, avaient le devoir de donner à leurs élèves une éducation telle que les jeunes maîtres ne pouvaient pas être autre chose que des instruments dociles dans la main de ceux qui voulaient se servir de l'école comme d'un établissement d'abêtissement religieux.

Plus tard, les séminaires furent placés sous la direction de ceux qui songeaient à utiliser l'école dans un but de russification. Beaucoup de jeunes gens ne purent résister à cet enseignement, mais la plupart cependant reprirent leur indépendance, s'émancipèrent et devinrent plus ou moins ce que la nécessité exigeait qu'ils fussent. Le corps des instituteurs se maintint, en somme, si solidement qu'après la révolution de 1917 il se ressaisit aussitôt et, en peu de temps, s'organisa d'une façon exemplaire. Cette organisation a été de nouveau détruite par les autorités militaires allemandes, mais pour un temps très court. Elle s'est reformée après le départ de ces vandales.

Les instituteurs de chaque paroisse forment un groupement local qui est comme la cellule d'une organisation générale. Il existe quatre-vingt-dix groupements locaux de ce genre, correspondant

aux quatre-vingt-dix paroisses. Les groupements locaux des neuf provinces composent les unions provinciales et ces neuf unions provinciales forment l'Association générale des Instituteurs du pays.

L'Association générale des Instituteurs a immédiatement nommé une commission technique à laquelle a été confié le soin de réorganiser l'école. Dans ses grandes lignes, le nouveau plan scolaire était prêt au commencement de la nouvelle année scolaire, en automne 1917. L'idée fondamentale était l'unité de l'enseignement, avec l'école primaire comme base de toute l'instruction. L'école primaire devait être divisée en deux degrés de quatre années chacun; à celle-ci étaient adjointes des écoles spéciales de caractère secondaire, ayant un enseignement de quatre ou cinq années et destinées à préparer la jeunesse aux grandes écoles.

Sous une autre forme aussi, le corps des instituteurs s'occupa, après la révolution victorieuse, de seconder les efforts intellectuels du peuple avec zèle et énergie. A Reval, à Dorpat, à Pernau et dans d'autres grandes localités furent créées des Universités populaires; des cours et des conférences sur des sujets scientifiques furent organisés pour satisfaire le légitime désir de tous ceux qui voulaient s'instruire. L'affluence à ces Universités populaires, ainsi qu'aux cours, était très grande. C'est ainsi qu'à l'Université populaire de

Reval le nombre des auditeurs dépassait déjà dans le premier semestre le chiffre de 500 personnes et celui de 700 pendant le second. Les maîtres caressaient le projet de créer, à côté de l'Université populaire, une école normale supérieure comprenant toutes les branches de l'enseignement.

L'intérêt pris par la population à la création de ces établissements d'enseignement était si vif et si général qu'en un seul jour de fête plus de 25.000 roubles furent recueillis dans une collecte en faveur de l'Université populaire.

Le poing de l'autorité militaire allemande supprima tout cela, sous le fameux prétexte que ce serait l'Etat qui veillerait lui-même à l'instruction publique.

Les meilleures et les plus nobles forces du peuple se révélaient précisément dans ces efforts. C'est ce qui apparut en 1917, lorsque tous les rudes obstacles dressés par les seigneurs et les russificateurs furent surmontés. On oublia à l'instant les maux de la guerre et avec un enthousiasme ardent on se mit à bâtir un joyeux avenir, comme il sied à un peuple qui, enfin, se recrée à la vue de l'aurore de son affranchissement.

Je ne voudrais pas quitter ce sujet, que je suis loin d'avoir épuisé, sans signaler une manifestation intellectuelle caractéristique et particulièrement aimable des dispositions du peuple esthonien, d'autant plus remarquable qu'elle est en rapport intime avec le grand développement dans

ce pays de la vieille poésie populaire, dont j'ai déjà eu occasion de parler, et témoigne de la survivance de son esprit. Il s'agit des fêtes chorales nationales du peuple esthonien.

A peine sorti de la dure servitude, le peuple eut assez d'entrain et d'énergie pour organiser, en 1869, une grande fête chorale à Dorpat, à l'occasion du cinquantième anniversaire de l'affranchissement des paysans d'Esthonie. Depuis, plusieurs de ces fêtes ont été célébrées avec un nouvel éclat, et ont toujours trouvé dans l'âme du peuple un grand écho. Les nombreuses sociétés de chant qui existent permettent de former, à tout moment, les groupes choraux qui participent à ces fêtes.

Comme tout en Russie était garotté et maintenu sous la tutelle de la police, il en était de même de ces manifestations et leurs préparatifs étaient étroitement surveillés. La fameuse Okhrana flairait partout la révolte, mais tout particulièrement chez les peuples allogènes, et les seigneurs allemands étaient empressés à discréditer les Esthoniens. Il fallait, au cours de chacune de ces manifestations, faire allusion à quelque chose qui se rapportât à la Maison impériale. Un jubilé, le couronnement du tsar, la naissance d'un héritier du trône, etc., étaient des événements que l'on ne devait pas passer sous silence. Naturellement, le texte des chants était examiné au point de vue loyaliste, jusque dans ses moindres détails; le programme

était soumis à la censure de la police qui le modifiait souvent. L'hymne impérial ne devait pas être oublié. Et les agents secrets de l'administration, en espionnant ainsi toutes les manifestations spontanées, en essayant de les étouffer ou de les dénaturer, espéraient préserver l'Etat de la ruine. Lors de la dernière fête qui eut lieu à Reval en 1911, la police fit consciencieusement enlever d'un texte de chant, après l'impression, le mot « wabadus » (Liberté) et coller par dessus la phrase « wene kotka tiivad » (Les ailes de l'aigle russe). Le jour de la fête, un contrôle sévère fut fait et, seuls, les chanteurs et les chanteuses qui avaient fait subir à leur texte la correction exigée par la police, eurent le droit d'y prendre part. Au début, avant 1880, on avait autorisé les discours au cours de ces fêtes. Plus tard ils furent interdits. De même il fut défendu aux dernières fêtes qui eurent lieu de chanter le chant national esthonien « Mu isamaa mu ònn ja rôôm » (Mon pays, mon bonheur et ma joie). L'autorité militaire allemande de même jugea convenable d'interdire ce chant en Esthonie, ainsi que toutes les compositions faites sur cette mélodie. A la suite de ces mesures prises par le Gouvernement russe, certains éléments les plus avancés de la population se montrèrent opposés à ces fêtes chorales, parce qu'ils considéraient comme une humiliation et une mortification pour leurs promoteurs et leurs participants d'être obligés de quémander l'approbation de la police, de

se soumettre à son bon plaisir, de feindre fidélité et soumission au tsar pour obtenir la possibilité de les célébrer. Mais l'affluence était si grande qu'on ne prenait pas très au sérieux les méchancetés de la police et qu'on se mettait en devoir, malgré tout, de préparer ces réjouissances.

Le Dr Henri Rosenthal a fait d'une façon complète l'histoire des fêtes chorales esthoniennes dans son livre : « Efforts du peuple esthonien vers la culture », publié à Reval en 1912.

A la première fête chorale de Dorpat, en 1869, prirent part 40 chœurs comprenant 762 chanteurs et 3 orchestres de 48 musiciens; au total, il y eut 810 participants actifs. La première fête et les suivantes durèrent trois jours. En 1894, la cinquième de ces fêtes se tint à Dorpat. Cinq cents chœurs et orchestres y figuraient, auxquels 6.000 participants prêtaient leur concours. A l'occasion du soixante-quinzième anniversaire de l'affranchissement des paysans, la société de chant « Wanemuine », à Dorpat, avait demandé l'autorisation de célébrer cette date par une fête qui eut lieu les 18, 19 et 20 juin, de même que vingt-cinq ans auparavant. A la dernière grande fête musicale qui se tint à Reval en 1911, participèrent environ 12.000 chanteurs et musiciens formant 800 chœurs avec des orchestres. Les machinations de la police empêchèrent cependant une partie des chœurs d'y prendre une participation active. Cette fête se termina par une belle et grandiose

démonstration très imposante bien que de nature tout à fait inoffensive.

Le gouverneur avait bien rayé du programme le chant national esthonien; mais quelques participants ayant entonné celui-ci, les chanteurs et le public firent appel aux autorités pour qu'ils ne soient pas privés de l'entendre; alors, tous les chœurs et le public l'entonnèrent tête nue, au milieu d'un grand enthousiasme, tandis que le gouverneur et ceux qui l'accompagnaient manifestaient leur mauvaise humeur en se couvrant et en s'asseyant. Dans cette démonstration, le peuple avait senti profondément la force du sentiment élevé qui l'animait tout entier.

Ces fêtes chorales sont, d'ailleurs, dans le meilleur sens, de vraies fêtes populaires : les chanteurs tiennent à bien s'exercer auparavant, le peuple s'intéresse aux répétitions des chœurs et y prend part tout entier. Quand le pays jouira, enfin, de son entière indépendance, le peuple esthonien célébrera sa plus grande fête chorale en reconnaissance de ceux qui l'ont aidé à se libérer.

III

LA MISE HORS DU DROIT POLITIQUE DU PEUPLE ESTHONIEN

La noblesse balte a non seulement ravi aux Esthoniens et aux Lettons toutes les richesses matérielles de leur pays, mais elle a essayé de les mettre dans l'impossibilité d'acquérir les biens de l'intelligence, et cela est bien dans la manière allemande. On peut dire qu'elle leur laissa seulement la vie afin qu'ils pussent lui servir de bêtes de somme. Bien que l'affranchissement des paysans eût dû faire des citoyens libres des esclaves qu'ils étaient, on ne les vit obtenir aucun droit civique. Après comme avant, l'Esthonie, la Livonie, la Courlande et l'île d'Œsel restèrent des républiques aristocratiques où la noblesse seule avait des droits politiques. La noblesse de chaque province avait sa propre Diète. Les chefs des seules familles nobles dont les titres étaient régulièrement collationnés pouvaient y prendre part. Pour quelques questions spéciales, les grands propriétaires non nobles étaient exceptionnellement appelés à titre consultatif. Toutes les affaires du pays étaient résolues, dans ces conseils, par les

seigneurs et exécutées ensuite par les agents de la noblesse. Le reste du pays devait observer ces décisions auxquelles il était resté étranger.

Les Allemands des villes n'ont jamais protesté contre cette manière de faire et ils se sont, au contraire, toujours montrés les auxiliaires complaisants de la politique des nobles. D'ailleurs, ils étaient maîtres dans les villes et la noblesse était toute puissante dans les affaires intérieures du pays.

Presque jusqu'à la fin du XIXe siècle, toutes les décisions concernant l'administration de la police, de la justice et des écoles, etc., relevaient de la compétence des Assemblées de la noblesse. Quand, en 1887, le Gouvernement russe entreprit la russification systématique du pays, il remplit la police de fonctionnaires russes, ainsi que les tribunaux et les écoles. Ces institutions furent donc enlevées à la noblesse. Néanmoins, le Gouvernement russe appela à son service de nombreux fils de nobles comme officiers de police.

Comme ce gouvernement avait déjà rogné la part de la puissance politique de la noblesse, il arriva que ces petits pays aristocratiques devinrent de simples provinces russes, administrées par des fonctionnaires russes. Cependant, l'administration intérieure resta intacte au point que l'organisation des « Zemstvos » ne fut pas étendue aux pays de la Baltique. Bien que les Esthoniens et les Lettons eussent souhaité que le système des

« Zemstvos » fut étendu à leur pays, l'ancienne organisation aristocratique principale y resta en vigueur jusque dans ces derniers temps. Le droit privé balte ne changea pas non plus. Les sympathies que le pouvoir russe portait à la noblesse balte sont d'ailleurs nettement indiquées par les dispositions, qui lui sont favorables, insérées dans la loi sur le vote à la Douma d'empire et qui permirent à la noblesse esthonienne d'envoyer à la Douma autant de députés que le peuple.

La noblesse seule était d'ailleurs représentée au Conseil d'Empire; le peuple ne l'était pas du tout. Si le Gouvernement russe avait réussi à faire de ces républiques aristocratiques de la Baltique de simples provinces russes, il n'en est pas moins vrai que la noblesse y avait conservé tous ses privilèges et qu'appuyée sur eux elle était restée la seule classe dominante dans le pays. Sa suprématie économique était restée intacte et l'amoindrissement de ses droits politiques n'avait pas servi à augmenter ceux du peuple. L'Etat russe n'avait diminué ses privilèges qu'autant que cela était nécessaire pour renforcer sa propre puissance. Comme auparavant, le peuple continua à ne jouir d'aucun droit et fut entièrement gouverné par les bureaucrates russes, selon les intérêts des nobles. Pour l'exécution de leurs projets réactionnaires et le maintien du régime tsariste, les Russes trouvèrent en ces derniers un solide appui. Mais aussitôt que le Gouvernement faisait mine de limiter

quelque peu leurs droits et leurs privilèges féodaux en faveur du peuple esthonien, ils en témoignaient leur mécontentement. La noblesse surveillait ses intérêts avec des yeux d'Argus. Non seulement elle voulait que sa suprématie se maintînt intacte dans le pays, mais encore elle ne laissait en rien porter atteinte au caractère germano-balte de cette suprématie.

La Russie avait projeté de russifier complètement les provinces baltiques, de faire de leurs habitants des Russes pour s'assurer, une fois pour toutes, la possession complète de ces pays. Inutile de dire que cette politique imitée de la politique prussienne des Allemands à l'égard des Polonais, que cet essai de dénationalisation n'avait pas eu plus de succès ici que là-bas et était resté sans effet. Bien que les hautes classes allemandes aient constamment agi dans le sens étroitement pratique de la « realpolitik », qu'elles aient volontiers sacrifié les idéals nationaux quand leurs intérêts économiques et politiques y gagnaient, le gouvernement allemand, cependant, donnait des signes d'un certain mécontentement. A cette époque, des protestations s'élevaient en Allemagne et les pangermanistes invitaient même le gouvernement à occuper le pays. Mais, en même temps, les personnes dirigeantes de la noblesse, qui appréciaient hautement la protection du pouvoir réactionnaire russe, entendaient conserver tout entière leur fidélité au tsar. De cette manière une réconcilia-

tion se fit bientôt entre les éléments russificateurs et la noblesse, et celle-ci soutint l'existence du pouvoir central réactionnaire russe. Tout au début de la russification, vers 1890, ses fils s'y prêtèrent de bon gré et acceptèrent des places dans la police chargée de russifier notre province et de brandir le knout, selon les ordres russes, mais avec toute la brutalité du « Junker ».

En Allemagne, on créa sans scrupule une agitation en faveur des « Germano-Baltes soi-disant opprimés » et on essaya de recruter partout des sympathies en leur faveur; en 1906, à Berlin et dans toute l'Allemagne, on plaignait les Allemands des provinces baltiques comme des opprimés et des malheureux; des meetings de protestation étaient organisés. Pendant ce temps, la noblesse germano-balte, avec l'aide des châtieurs du tsar, savourait sa vengeance et faisait disparaître les suspects d'opinions révolutionnaires au moyen de nombreuses exécutions ordonnées par les conseils de guerre. Ces valets des bourreaux, tout en préparant des listes de proscription, se posaient audacieusement en innocentes victimes de la révolution. Il est difficile d'agir plus perfidement.

A propos de ces faits, Auguste Bebel déclarait au Reichstag, le 14 février 1906 : « C'est avec honte que le peuple allemand se détourne de ses représentants en Russie. La noblesse allemande et sa politique sont haïes chez tous les peuples rus-

ses, car elle organise l'oppression la plus odieuse et empêche tout progrès. Ce n'est pas pour la civilisation allemande qu'elle travaille, elle accomplit un triste travail de bourreau, et cela non pas seulement aujourd'hui, mais depuis toujours ».

Le *Vorwœrts*, qui était alors l'organe de combat du prolétariat, stigmatisait comme il convient les agissements de ces seigneurs, le 8 septembre 1907, sous le titre « Bestialité des nobles germano-baltes », et affirmait que leur œuvre constitue « une tâche ineffaçable dans les fastes de l'histoire allemande ».

« L'ombre — écrivait le *Vorwaerts* — dont sont enveloppés les crimes infâmes des junkers allemands de la Baltique, est percée ici par la plus terrible lumière. La contre-révolution enfante, dans les provinces baltiques de Russie, une effrayante terreur. Les junkers allemands qui se sont mis à la disposition du Gouvernement russe comme police d'honneur, pour pouvoir assouvir leur fureur bestiale, sans entrave, contre les malheureux Lettons, s'emportent comme des despotes asiatiques ivres. Ils ont soif de vengeance et de sang. Une épouvantable dette de sang pèse sur la tête de la noblesse germano-balte. Une terrible semence est jetée : malheur à elle, si la récolte vient. Et cependant la presse, dévouée à l'ordre, et le professeur Schiemann, osent nous représenter les gentilhommes allemands des provinces baltiques comme d'innocents agneaux per-

sécutés! Vraiment ces lâches meurtriers, qui torturèrent bestialement leurs victimes innocentes avant de les tuer, sont dignes de la protection de la *Gazette de la Croix*, du *Quotidien allemand*, de la *Post* et des feuilles similaires ».

Un Germano-Balte, M. le professeur Reussner, parlant de la politique de ses compatriotes, ne cache pas que la noblesse balte était prête à reconnaître n'importe quelle souveraineté, à condition que cette souveraineté garantisse le maintien en servitude du peuple. Il écrivait : « Ce côté de l'histoire balte est particulièrement intéressant. Il montre que, pour garder ce droit, les Baltes étaient prêts à se soumettre à n'importe quelle autorité et que si Attila pouvait confirmer leurs privilèges, ils le reconnaîtraient comme leur maître souverain ».

Reussner caractérise leur « mission » en Russie de la façon suivante : « En général, les barons allemands qui se rendirent en Russie accaparèrent les situations les plus en vue et les mieux payées, à la Cour, dans la Garde, dans le Gouvernement, dans l'administration centrale, dans les gouvernements de provinces et particulièrement dans tous les postes administratifs, — en un mot, dans toutes les situations où il était possible d'accéder à l'aide de relations, de protections et d'appuis mutuels. On les trouvait partout où, par une complaisance réciproque, les « Junkers » pouvaient se faire apprécier comme soutiens du trône et où

leur talent de commandement, leur sévérité sans ménagement et leur jugement infaillible suffisaient à les recommander jusqu'à ces derniers temps pour occuper les postes élevés de la police et de l'administration. Ce n'est pas la culture allemande dans ses meilleures œuvres, ce n'est pas la Prusse de Stein et de Hardenberg, ni l'Allemagne de Schiller et de Gœthe que les barons baltes, ces représentants du système despotique, introduisirent en Russie. Attachés à leurs privilèges féodaux jusqu'à désavouer leur propre nationalité, ennemis du bourgeois allemand et de l'esprit religieux allemand, ils vinrent en Russie non en Allemands, mais comme les représentants incarnés de l'esprit de caste avide et du régime du bon plaisir, également prêts à servir le Polonais Sigismond ou le tsar Pierre selon que leurs intérêts leur commandaient de servir celui-ci ou celui-là et pourvu qu'ils soient libres d'étancher leur soif insatiable de domination ».

IV

LE PEUPLE ESTHONIEN EST-IL CAPABLE DE SE GOUVERNER LUI-MÊME ?

En Esthonie et en Livonie, les Germano-Baltes sont naturellement d'avis que la population esthonienne n'est pas encore capable de se gouverner elle-même. Comme on pourrait, pour d'autres raisons que celles qu'ils invoquent, être du même avis, il n'est pas, par conséquent, tout à fait inutile d'examiner de près cette question.

Si les Esthoniens avaient, en effet, besoin, pour se gouverner utilement, de vieux hommes d'Etat éprouvés, de réputation mondiale et versés dans tous les artifices de la diplomatie, d'hommes qui connussent l'art de gouverner « par expérience », la question de l'indépendance esthonienne serait incontestablement en mauvaise posture. Les Esthoniens, certes, ne peuvent pas encore posséder beaucoup d'hommes politiques rompus à la pratique du gouvernement. Il faut cependant déclarer que les hommes nécessaires existent et que même des hommes ayant une expérience du pouvoir sont à la disposition du peuple.

Nous avons déjà eu l'occasion de parler plus haut des intellectuels esthoniens, à un autre point de vue. Il y a parmi eux beaucoup d'esprits possédant les dons les plus variés, une bonne culture générale et aussi parfois une aptitude spéciale au gouvernement qui leur permet de satisfaire aux exigences de la cause publique. Ce que nous disons ici n'est pas une simple supposition et il est aisé de citer à cet égard quelques faits précis.

On sait que la ville de Reval était administrée depuis 1902 par les Esthoniens. L'administration d'une aussi grande ville exige plus que de petites connaissances et que des capacités moyennes. Dès le début, la gestion des affaires municipales dut être assurée dans des conditions particulièrement délicates. Ce fut d'abord la première révolution, à laquelle succéda la réaction la plus violente, puis la guerre mondiale et, enfin, la deuxième révolution. Tout cela a rendu extraordinairement difficile la tâche de la municipalité.

Or, malgré ces difficultés, on doit reconnaître que les Esthoniens ont su très bien administrer la ville de Reval, de même que les autres villes moins importantes d'Esthonie. Pendant les dernières années de la guerre, le ravitaillement en vivres de la population, qui devint rapidement un service très important, n'était pas chose facile; pourtant ce ravitaillement fut toujours si bien organisé qu'en Russie on put prendre, à maints égards, Reval comme exemple. L'administration

municipale esthonienne de Reval a beaucoup fait aussi pour le pays et elle aurait fait plus encore si elle ne s'était heurtée à l'opposition du Gouvernement russe. Beaucoup de ceux qui ont accompli cette œuvre sont certainement capables de tenir une place honorable dans le gouvernement de leur pays.

Les durs temps de la guerre ont mis encore au premier plan d'autres obligations sociales, de nature très diverses, qui ont réclamé de toutes les classes de la société beaucoup de circonspection et de capacité administrative, d'initiative et d'énergie.

Dans les anciennes guerres, tous les devoirs que l'Etat imposait à la population incombaient à la noblesse allemande et à la bourgeoisie allemande. Les Esthoniens en étaient écartés; dans des cas très rares, on demandait à quelques-uns d'entre eux d'y participer. Cela aussi était dans un certain sens une prérogative des hautes classes allemandes. Cette fois il en fut tout autrement. On fit appel à la population civile tout entière, ce fut à elle qu'on s'adressa le plus largement, tandis que les hautes classes allemandes se tenaient complètement à l'écart.

La germanophobie générale, politiquement obligatoire en Russie, eut pour effet de soustraire la noblesse germano-balte et la bourgeoisie allemande à toutes ces obligations. A leur place, ce furent les Esthoniens qui furent chargés de ces

tâches accrues dans des proportions énormes par les événements. La guerre ayant pris une étendue inconnue jusqu'à notre époque, la population habitant dans le voisinage de la zone de guerre fut celle qui en ressentit le plus fortement le contre-coup et à laquelle furent adressés les appels les plus nombreux. Les réquisitions multiples exigèrent la collaboration des organes locaux ; le soin des blessés, l'assistance aux invalides et, avant tout, la protection des familles de mobilisés incombèrent en majeure partie aux organes civils. Bientôt s'ajoutèrent les secours aux réfugiés de guerre qui inondaient le pays. Il fallut songer, en même temps, à l'évacuation de l'Esthonie ou tout au moins au départ d'une grande partie de sa propre population. En outre, les vivres devinrent rares. Il fallut à grand'peine les importer en partie de Russie et les répartir. Des évaluations statistiques durent être faites et une série de mesures administratives furent prises qui réclamèrent autant de travail que de discernement et de compétence.

Les éléments dirigeants de la population esthonienne firent face à toutes les obligations créées par la situation nouvelle dans laquelle la guerre avait jeté le pays d'une façon soudaine et qui les mettaient en présence de tâches nouvelles dont la solution rendait nécessaire la création de nouveaux rouages administratifs et de toute une organisation spéciale. L'organisation qui existait déjà

dut être entièrement refaite et il fallut trouver des personnes capables de la diriger. Cela n'était pas facile, car la guerre avait enlevé beaucoup d'hommes au pays. Cependant on peut déclarer avec satisfaction que le peuple esthonien, grâce à son élite, put répondre à toutes ces exigences. Les nouveaux organes créés à cette occasion fonctionnèrent parfaitement et les agents russes des services d'inspection, aussi bien avant qu'après la révolution russe, durent en convenir.

En dehors du grand effort que fit tout le pays, l'élite esthonienne coopéra aussi activement à l'organisation de l'armée russe. Déjà, avant la guerre, un certain nombre d'officiers esthoniens y occupait toutes sortes de fonctions. Pendant la guerre, leur nombre s'y accrut considérablement, car sur les 200.000 soldats et plus que fournit l'Esthonie, il y en eut un nombre relativement élevé qui, grâce à leur degré de culture, parvinrent facilement au rang d'officier.

La population des campagnes, elle aussi, montra, dans l'administration communale et cantonale, qu'elle avait derrière elle tout un passé d'expérience administrative. Déjà, lors du servage, les communes rurales possédaient une organisation chargée de leur propre administration. Mais celle-ci fut définitivement constituée, après l'affranchissement des paysans, par une loi spéciale relative à l'autonomie administrative des campagnes. Aux agents élus des communes et des cantons

n'incombait pas seulement la gestion administrative de la commune ou du canton, mais encore le fonctionnement d'une juridiction propre aux cantons : les « tribunaux des paysans ». Les fonctionnaires de ces administrations rurales, de même que les juges des tribunaux des paysans, étaient élus, par l'assemblée générale des délégués, parmi les paysans propriétaires nés dans la localité.

Lorsque les autorités allemandes, au printemps de 1918, convoquèrent à Reval et à Riga les présidents ou anciens des « assemblées paysannes cantonales » aux assemblées générales des notables du pays, ceux-ci se présentèrent avec une pleine conscience de leur devoir et donnèrent courageusement une leçon aux seigneurs de la noblesse locale et aux officiers vieux-allemands. Cette attitude énergique prouve nettement que ces classes avaient une maturité politique qui leur permettait de juger exactement les choses publiques et qu'elles possédaient déjà les capacités suffisantes pour régler leurs propres affaires en pleine connaissance de cause.

Nous voyons ainsi comment le peuple esthonien — malgré la double oppression des seigneurs allemands et de la réaction russe — a su se donner une organisation économique pour sa défense personnelle, organisation qui prouve sa capacité à concevoir et à réaliser une vaste action collective.

Les faits que nous venons d'indiquer brièvement permettent déjà de répondre de la solidité du gouvernement autonome que le peuple esthonien a constitué. Un peuple qui se distingue de cette façon dans le domaine de l'organisation montre sa ferme volonté d'atteindre à un plus haut degré de développement, de civilisation et de culture, volonté qui constitue la condition essentielle pour qu'un peuple soit digne de se gouverner lui-même.

Nous en avons aussi d'autres preuves matérielles. Lorsque l'Esthonie, en avril 1917, fut reconnue autonome par le gouvernement révolutionnaire russe, le peuple, après avoir élu une représentation parlementaire, s'est donné une administration propre. Cette administration prit la direction des affaires du pays et créa en peu de temps tous les organes nécessaires au bon fonctionnement des services publics.

L'époque d'activité de l'administration esthonienne fut courte. Lorsque les Bolcheviks russes eurent renversé le gouvernement de Kerenski, en octobre 1917, le pouvoir politique d'Esthonie s'effondra aussi. Les Conseils de soldats et d'ouvriers russes étaient aussi puissants en Esthonie qu'en Russie et le peuple esthonien n'avait pas intérêt à entreprendre une lutte sanglante contre le pouvoir des Soviets.

Mais la courte époque d'activité de l'administration esthonienne suffit cependant à prouver,

comme nous l'avons affirmé, que le peuple esthonien était en état d'avoir un gouvernement national. Ce gouvernement fit occuper tous les postes administratifs par des hommes qualifiés, si bien que les services fonctionnèrent d'une façon tout à fait satisfaisante. Le peuple donna toute sa confiance à la nouvelle organisation. On eut remédié facilement à certains défauts inhérents à toute organisation nouvelle, si on en avait eu le temps, et l'expérience aurait à la longue amené des améliorations.

Nous sommes donc fermement persuadés que le peuple esthonien ne manque pas d'hommes auxquels il puisse confier le gouvernement du pays.

V

LES CONDITIONS DE LA PROPRIÉTÉ FONCIÈRE ET LEURS CONSÉQUENCES

I. — Aperçu général

Nous avons à exposer ici le régime de la propriété tel qu'il existait en Esthonie jusqu'à la révolution et tel que dans une nouvelle organisation politique, sous une couronne ducale, on avait envisagé de le conserver au profit de la noblesse.

Les provinces baltiques, où un régime agraire absolument anachronique est encore en vigueur, attendent au XXe siècle que les conditions de la propriété qui correspondent à la distinction des classes de la population ne rappellent plus la féodalité. La persistance de cet état agraire féodal était la cause de la condition misérable d'une grande partie de la population et de l'état lamentable de la terre. Nous avons donc d'abord à répondre à ces questions : A qui appartient la terre en Esthonie et dans quelles conditions est-elle mise en valeur?

Depuis 1690, le sol est divisé en deux catégories : les « biens nobles » exempts d'impôts et la

terre paysanne soumise à l'impôt. Cette division remonte au gouvernement suédois, qui l'établit dans l'intention d'imposer certaines obligations aux seigneurs vis-à-vis des paysans serfs. Son but était de sanctionner le fait que les propriétaires fonciers n'avaient aucun droit de possession sur les terres paysannes et que la terre paysanne devait rester bien d'usufruit héréditaire. Relativement au droit de propriété, l'édit sur les paysans, de 1804, contenait la stipulation suivante : « Bien que toutes les terres qui sont présentement occupées par les paysans soient la propriété des seigneurs, désormais, cependant, afin que le paysan puisse jouir des fruits du travail qu'il aura consacré à l'amélioration du sol, les terres laissées aux paysans par les seigneurs et chargées d'impôts restent, sur la base des règles générale établies dans la troisième partie, en la complète possession des paysans et de leurs héritiers ».

Mais l'édit de 1804 ne plut pas aux seigneurs. Ils s'y opposèrent et, en quelques années, s'écartèrent à tel point de ses prescriptions que lors de l'affranchissement des paysans en 1819, la noblesse avait pleinement recouvré le droit de possession sur la terre des paysans. Le tsar Alexandre, ce « tsar libéral », donna enfin à cet édit sa sanction définitive par un décret qui faisait la terre paysanne la possession intangible des seigneurs. A cette mesure, prise en violation du droit des

paysans, était jointe une stipulation limitative par laquelle les seigneurs ne devaient livrer la terre paysanne pour sa mise en valeur qu'aux paysans; mais, bien entendu, le seigneur était libre de le faire aux conditions qu'il lui plaisait d'imposer.

Après l'affranchissement des paysans, les seigneurs, méconnaissant complètement ces dispositions législatives, ont fait disparaître des villages entiers et réuni les biens communaux à leurs propres terres, pour les « arrondir ». Lorsque, vers le milieu du XIXe siècle, ce procédé d' « arrondissement de leurs biens » commença de soulever des critiques et d'agiter l'opinion, les seigneurs pour rendre définitive la situation qu'ils avaient créée, eurent recours à des dispositions légales en vertu desquelles ils purent, en les interprétant arbitrairement, tirer encore à eux la sixième partie de la terre paysanne que l'on désigne ordinairement sous le nom de « terres de quote-part ou de sixième part ».

Les chiffres suivants, qui indiquent la superficie des terres nobles et des terres paysannes, montrent quelle était la distribution de la propriété :

ESTHONIE 1900

	SUPERFICIE (en hectares)	% par rapport à la superficie totale des terres.
Terre domaniale.	1.145.128	59,8
Terre paysanne..	775.730	40,2

LIVONIE 1906

	SUPERFICIE (en hectares)	% par rapport à la superficie totale des terres.
Terre domaniale.	2.098.291	60,8
Terre paysanne..	1.347.428	39,2

Ces chiffres s'appliquent à toute la Livonie, c'est-à-dire aussi à la partie lettone de l'ancienne Livonie.

A l'exception des biens nobles et de la terre paysanne dépendant de ces derniers, les propriétaires des 895 biens féodaux devinrent les légitimes propriétaires de tout le pays. La terre exempte d'impôt qui rentre dans ces biens comprend en moyenne plus de 2.400 déciatines (le déc. = 1 ha. 09), sans compter la terre paysanne. Ces 895 grandes propriétés, avec un nombre encore plus grand de biens annexes, de résidences, forment les biens fonciers d'environ 250 familles nobles, d'après les consciencieuses recherches exposées par le Dr Adolphe Agthe, dans son ouvrage « Origine et situation des agriculteurs en Livonie » (1).

Le nombre des fermes (les plus petites y comprises) en Esthonie est d'environ 60.000. Leur grandeur moyenne est de 39 déciatines, dont un cinquième ou un quart est labourable. La terre paysanne est, bien entendu, plus mauvaise ou moins fertile que la terre noble. Mais ce n'est pas seulement parce que, dans le cours des siècles, les

(1) H. Laupp, Tübingen, 1909.

seigneurs ont pris pour eux le meilleur terrain, c'est aussi parce que ce terrain a été mieux travaillé. Le travail des serfs a été employé à le rendre plus fertile. Souvent, d'ailleurs, les propriétés paysannes sont si peu étendues qu'elles ne peuvent suffire à nourrir une famille; plus d'une de ces propriétés sur cinq se trouve dans ce cas. Ces biens, en esthonien « saunad », ne sont, à proprement parler, que de misérables cabanes où des familles de travailleurs agricoles vivent misérablement en se procurant par leur travail de mercenaire un gain misérable et précaire.

II. — LE DÉVELOPPEMENT MATÉRIEL DE LA CLASSE PAYSANNE

Peut-être accusera-t-on de partialité l'exposé des conditions de la propriété agraire que nous venons de faire et, par suite, le considérera-t-on comme faux. Bien que nous n'ayons pas l'intention d'ouvrir une discussion à ce sujet, nous ne croyons pas pouvoir mieux faire que de citer, à l'appui de nos affirmations, quelques auteurs bien connus comme défenseurs des intérêts des seigneurs germano-baltes.

Tornius, dans sa brochure sur les « Provinces baltes » (1) écrit au sujet des possibilités du développement économique des paysans après l'affran-

(1) Extrait de « Natur und Geisteswelt », 542. Leipzig-Berlin, Teubner, 1915.

chissement : « Les décrets du Landtag de 1816, 1818 et 1819, qui supprimèrent la servitude dans les provinces baltes, firent des paysans à la vérité des citoyens libres, mais leur prirent le droit d'usufruit héréditaire sur leurs fermes. Le point le plus important, c'est-à-dire l'assurance de l'existance du paysan par la libre possession de la terre, sans laquelle un développement agraire n'est pas possible — ce point fut laissé de côté. Le droit de propriété foncière resta, après comme avant, au seigneur. A la place des relations patriarcales existant entre lui et ses sujets et transmises de père en fils, fut introduit le contrat de louage entre employé et employeur, lequel, étant conclu la plupart du temps pour moins de trois ans, contraignait le paysan à l'inactivité et par suite tourna naturellement au détriment de l'économie agricole. Le paysan avait, il est vrai, le droit d'acquérir sa ferme, mais combien peu étaient en état de le faire....

« Les rapports entre seigneur et paysan furent encore aggravés par le système de la *corvée*. Car les libres contrats de louage, étant donné le développement rudimentaire de l'économie foncière, reposaient sur la corvée, c'est-à-dire que les paysans domiciliés devaient, pour jouir de leurs terres, servir le seigneur plusieurs jours par semaine, avec ou sans attelage. Que dans de telles conditions le paysan n'ait pu parvenir à aucun bien-être, cela est évident. Aussi longtemps que

la corvée subsista, on ne pouvait attendre une amélioration réelle de la situation économique du paysan. »

M. von Tobien, un docte représentant de la noblesse livonienne, dépeint comme il suit la situation des paysans :

« Des baux à court terme furent la règle, car les propriétaires tenaient pour avantageux de pouvoir examiner après peu d'années s'il n'était pas possible d'obliger les paysans à de plus grands travaux; les paysans, d'autre part, avaient peu de penchant à se lier pour des périodes plus longues. L'extension des terres des propriétaires fonciers, à laquelle il n'était plus apporté aucun empêchement, nécessita de la part des paysans plus de travail et le seigneur put élever ses prétentions à leur égard ».

Cette prise de possession légale de la terre paysanne fut un brigandage habilement calculé et mené aux dépens des paysans, et, la formule « maintenant qu'ils sont affranchis », se révéla comme le moyen le plus efficace pour les asservir et les sucer, après comme avant. Sans terre, le paysan libre était livré à la faim, la terre lui étant nécessaire. Mais seul le propriétaire noble en avait la possession et le paysan ne pouvait en recevoir que de celui-ci. Le contrat de louage entre le seigneur et le citoyen des campagnes désormais libre ne faisait donc que récapituler la somme de travaux et d'obligations unilatéralement fixés au gré

du propriétaire et que le besoin obligeait le paysan d'accepter, qu'il le voulût ou non. Le court terme du bail, comme le remarque très justement M. von Tobien, fut calculé de telle sorte qu'on put, tous les deux ou trois ans, selon les circonstances, exiger de lui davantage. Au début, l'ancienne corvée reçut un nouveau nom, elle s'appela « contrat de travail », mais le paysan se trouva être encore plus durement exploité sous ce nouveau régime, car toutes les obligations qui devaient plus ou moins protéger les serfs avaient complètement disparu au profit du propriétaire. Le paysan affranchi était devenu un libre gibier. Bientôt le propriétaire en vint à un contrat mixte, qui obligeait le paysan à fournir non seulement un travail dans la ferme, mais encore à avoir l'argent nécessaire pour payer le bail. La corvée subsista donc comme contrat de travail et comme partie essentielle du contrat mixte jusqu'à ces derniers temps, bien qu'elle ait été légalement supprimée en 1868. Mais les propriétaires et leurs amis, — disons leurs compagnons de classe, — étaient les exécuteurs de la loi.

Lorsque le propriétaire trouva que pour lui la meilleure affaire était de vendre la terre paysanne, il arriva que le paysan dut payer pour cette terre, qui était pourtant son propre bien, un prix beaucoup plus élevé qu'elle ne valait. Dans le temps même où l'Etat vendait aux paysans la terre paysanne des biens du domaine au prix

de 32 roubles le déciatine et où la terre des grands biens se vendait 46 roubles, les paysans durent payer leur terre aux seigneurs de 70 à 90 roubles le déciatine.

A cela s'ajoutaient encore d'autres charges qui n'étaient pas d'un moindre poids. La terre noble jouissant légalement, en comparaison avec la terre paysanne, de très grands privilèges, elle devait être, *à priori*, d'un prix beaucoup plus élevé, sans compter qu'elle est meilleure et plus fertile que celle-ci. C'est aux paysans qu'incombait la lourde charge de la construction des chemins; ils devaient réparer les routes, entretenir les ponts, enlever la neige l'hiver, etc., alors que les fermes nobles étaient exemptes de toutes ces corvées. Une autre servitude de même nature qui leur incombait était l'entretien des relais de poste qui coûtaient beaucoup aux paysans, bien qu'ils ne s'en servissent guère. Ils devaient également pourvoir à l'entretien des écoles communales et des bureaux de la commune; or, ces deux institutions étaient surtout utiles à la propriété et aux propriétaires, et, pour leur entretien, les biens fonciers n'étaient pas imposés. Les paysans payaient de même des impôts à « la Caisse du Pays », mais ce sont les seigneurs qui disposaient de l'argent. L'église nationale luthérienne était devenue, grâce aux nobles, une institution très coûteuse, et son entretien était pour la plus grande part à la charge des paysans. De nombreux pro-

priétaires se réservaient le droit de choisir les pasteurs que les paysans devaient entretenir.

En outre, dans ses affaires, le paysan avait pieds et poings liés par les privilèges de la terre noble. Le paysan ne pouvait construire sur sa terre ni fabriques, ni brasseries, ni distilleries, ni moulins à vapeur, etc., cela aurait lésé les privilèges de la terre noble et le seigneur ne l'aurait pas permis. De même que les Junkers avaient seuls le droit de fabriquer dans les communes paysannes de la bière et de l'alcool, de même aussi ils avaient seuls le droit de faire vendre ces produits dans les localités. Les paysans ne pouvaient monter aucune industrie semblable ou faire le commerce de ces produits sur leur terre.

Le petit commerce lui-même était un privilège de la terre seigneuriale; les marchés annuels ne pouvaient être tenus que sur cette terre. Aucune construction neuve ne pouvait être élevée sur la terre paysanne. Bref, tout ce qui est, en quelque façon que ce soit, une possibilité de gain était un privilège sacré de la terre noble. Le droit de chasse n'appartenait qu'au seigneur, et ce droit s'étendait même sur le sol que le paysan avait affermé ou acheté. Il en était de même pour le droit de pêche.

Tous ces avantages auraient dû augmenter la valeur du sol seigneurial et lui donner un prix plus élevé que le sol paysan. Cependant les paysans devaient payer leur sol deux fois plus cher.

M. de Tobien (1) fait très justement observer, dans un de ses écrits, que l'achat de plusieurs fermes paysannes dans le but de former de nouveaux grands domaines est une affaire très dispendieuse et sans profit, et qu'elle n'a été tentée par personne. Qui voudrait former une grosse propriété en achetant plusieurs fermes paysannes, paierait deux fois plus cher que s'il achetait un bien noble. Et le bien ainsi constitué ne jouirait d'aucun des privilèges de la terre noble.

Les paysans sont, par conséquent, livrés sans aucune protection légale à l'exploitation du seigneur. La grande masse du peuple, avide de terre, doit donc aller vers celui-ci qui, seul en dispose. Et c'est aux conditions fixées par lui que le paysan est obligé de prendre la terre à bail ou de l'acheter.

Nous avons vu que les méthodes d'exploitation du peuple par les seigneurs, au moyen du monopole de la terre, sont très diverses. Il n'est donc pas facile de s'en faire une idée d'ensemble et de tracer un tableau des sommes qu'annuellement le peuple doit payer aux seigneurs. Comme points de départ, nous pouvons cependant prendre pour base l'étendue de la terre paysanne et le prix moyen que les paysans doivent payer pour elle.

La terre paysanne, qui se trouve considérablement diminuée par le brigandage des Junkers,

(1) Die Agrarzustände Livlands... Riga, G. Lœffler, 1908.

comptait encore à la fin du siècle dernier 1 million 738.870 déciatines. Le prix moyen, demandé par les seigneurs aux paysans, était ou pouvait être fixé à 80 roubles le déciatine ou 212 francs, le rouble valant 2 fr. 65. Cela donne une somme de 139 millions 110.600 roubles ou 367.643.090 francs au change d'avant-guerre. Les paysans restant débiteurs envers les seigneurs ou leurs banques régionales de la plus grande partie de cette somme, cette dette les obligeait à payer chaque année un intérêt de 6 %, dans quelques cas de 5 1/2 ou de 5. A 6 % la somme totale donne un intérêt annuel de 8.346.636 roubles ou 22.118.585 francs. 250 familles nobles tiraient annuellement cette somme des paysans, sans peine et sans effort. Celles-ci n'ont qu'à rendre grâces à leurs ancêtres qui, lors de l'affranchissement des paysans, tinrent opiniâtrement à garder la terre paysanne et dédommagèrent les paysans par la forme nouvelle de sujétion — appelée liberté personnelle — qu'ils leur octroyèrent. Il se trouva un tsar « libérateur » pour légitimer ce brigandage.

Si l'on avait la possibilité d'évaluer également en monnaie sonnante les avantages qui découlaient encore de leurs autres privilèges féodaux, je veux dire des autres moyens d'exploitation du peuple dont ils disposaient, nous obtiendrions vraisemblablement une aussi belle somme et les revenus de leurs terres n'y seraient pas encore compris.

Voilà, à gros traits, les intérêts que la noblesse baltique proclame comme étant ceux de la culture allemande et voilà pourquoi elle s'efforce de soulever l'opinion en Allemagne et d'y gagner des sympathies. L'Allemagne doit soutenir la noblesse balte avec son armée et opprimer politiquement les Esthoniens, afin que cette noblesse puisse poursuivre son œuvre d'exploitation. Les Esthoniens ne peuvent accepter cela de bonne grâce, car ils estiment avoir aussi le droit de prétendre à un libre développement.

Dans les villes baltes, notamment dans les villes et petites villes esthoniennes, les mêmes coutumes régissaient la propriété presque jusque dans ces derniers temps. L'époque n'est pas encore très éloignée où il était encore impossible aux Esthoniens de s'établir dans les villes. Le serf était la propriété du seigneur et comme tel il devait le servir. Les villes étaient donc allemandes et tout Esthonien qui voulait devenir citadin, devenait nécessairement avec le temps un Allemand. La bourgeoisie allemande actuelle d'Esthonie est formée des rejetons des familles patriciennes allemandes implantées depuis longtemps dans les villes baltes. Souvent cette descendance n'est pas très pure et il y a parmi elle beaucoup de « Kadakasaksad », ce qui veut dire « faits de bois ordinaire ». C'est ainsi que les Esthoniens nomment les Allemands non authentiques. Mais ceux-ci se considérèrent en tout cas comme des Allemands

et ils ont recueilli l'héritage de ces familles allemandes; nous les considérerons comme tels.

La propriété immobilière dans les villes, particulièrement ses éléments les plus importants, se trouvent entre les mains de ces classes. Les villes baltes étant depuis des siècles en leur possession, on comprend facilement que ces familles allemandes aient eu l'occasion d'acquérir des immeubles de valeur et de grands morceaux de terrain, de fonder des maisons de commerce, de s'approprier culture et connaissances professionnelles pour pouvoir se maintenir matériellement et intellectuellement dans la situation de classe sociale dominante.

Ces familles, qui précédèrent les Esthoniens et par suite les devancèrent, leur furent toutefois d'un bon exemple. Comme des élèves dociles, dès que ces derniers eurent écarté de leur chemin les obstacles les plus gros, ceux-ci firent tous leurs efforts et se donnèrent beaucoup de peine pour réussir.

La liberté de domicile et la liberté de l'industrie, que le tsar ne put refuser plus longtemps aux sujets de l'empire russe, procurèrent aussi au peuple esthonien, vers le milieu du siècle dernier, une plus grande idépendance d'action. Un grand nombre profitèrent de cette liberté pour échapper aux étroites conditions féodales qui étaient maintenues dans le pays et émigrer en Russie. Çà et là, les paysans esthoniens fondèrent en Russie

plus de trois cents colonies agricoles et le nombre des Esthoniens vivant en Russie est estimé à 500.000. Une autre partie de la population esthonienne se répandit dans les villes du pays, et en peu de temps, pendant l'intervalle de deux générations environ, ces éléments réussirent à leur imprimer un caractère esthonien.

Ces Esthoniens ne se sont pas seulement emparés des métiers et du petit commerce, mais ils règnent sur la petite et la moyenne propriété immobilière ; ils ont déjà pris pied dans le commerce de gros et leur prochaine étape sera le domaine de l'industrie. Plus modestes que les patriciens allemands, plus énergiques et plus intelligents que les autres artisans allemands des corporations, les Esthoniens vont de l'avant assez facilement.

Déjà, à la veille de la première révolution russe, la petite bourgeoisie esthonienne, appuyée sur les intellectuels esthoniens, avait fait tant de progrès dans les villes qu'elle concurrençait déjà les patriciens allemands dans les administrations communales. Toutefois, l'organisation municipale russe n'accordant aux habitants qu'un droit de suffrage censitaire très étroit, les Allemands se sentaient, par suite, en sûreté pour des années. Ils avaient pour eux la tradition, ils avaient en mains tout l'appareil administratif et gardaient les sympathies des employés de la ville. La vie politique

était étouffée par la police; les réunions électorales n'étaient pas autorisées. C'est ainsi que les Allemands purent se maintenir, malgré leur petit nombre, jusqu'en 1900. Mais, en 1902 déjà, les Esthoniens triomphèrent à Reval et les Allemands ne purent obtenir de nouveau l'administration communale que sous la pression de la puissance militaire allemande. Aussi, avant la révolution de mars, les petites villes étaient déjà perdues pour les Allemands. A Dorpat seulement, les Allemands se maintenaient encore, mais ils avaient conscience que là aussi ils devraient céder la place aux Esthoniens. Lorsque la révolution de mars amena le suffrage démocratique, la minorité allemande ne parvint à introduire quelques-uns de ses hommes dans le conseil municipal que grâce à la représentation proportionnelle. Après l'occupation, en février 1918, l'autorité militaire allemande avait éliminé tous les éléments qui n'étaient point à la convenance des Germano-Baltes. Dans les campagnes, la noblesse régna et, dans les villes, les patriciens allemands se comportèrent en souverains absolus. Tous comptaient fermement sur la puissance invincible du militarisme allemand. L'écroulement du pouvoir des Hohenzollern marqua la chute du pouvoir germano-balte.

III. — La question agraire en Esthonie

Dans tous les pays, la question agraire, c'est-à-dire la question de la propriété privée de la terre, est un des problèmes les plus importants de notre époque. Mais qui connaît les conditions de la propriété en Esthonie doit immédiatement accorder qu'ici la question agraire est tout particulièrement brûlante. La solution de cette question n'est pas seulement une condition essentielle de la vie du peuple au point de vue économique, mais elle est encore en étroite relation avec le développement de la culture nationale.

Dans le chapitre sur les conditions de la propriété, nous avons déjà eu l'occasion de toucher à ce sujet, en montrant l'étendue de la grande propriété en Esthonie et combien le peuple souffrait lourdement de la possession exclusive du sol par la noblesse qui est aussi devenue légalement propriétaire de la terre paysanne. S'il y a un endroit où l'on puisse parler du monopole de la terre, c'est bien dans les pays baltes, car là l'existence et la culture de tout un peuple dépendent d'un monopole appartenant à quelques seigneurs. La partie la plus petite et la moins fertile du territoire cultivé est lourdement grevée par le taux très élevé des fermages et par toutes sortes d'impôts et de servitudes que, comme terre paysanne, elle a à supporter. Les biens seigneuriaux, selon

l'organisation agraire actuellement en vigueur, sont indivisibles, intransmissibles au peuple. Les paysans affamés peuvent mourir, la terre seigneuriale ne doit pas être morcelée.

A cela s'ajoute le fait particulièrement grave que la grande propriété foncière est presque exclusivement entre les mains d'individus de nationalité étrangère, qui se montrent hostiles aux aspirations du peuple esthonien. Par conséquent, non seulement il y a perte matérielle pour le peuple par suite de tout ce qu'il doit payer aux propriétaires et aux banques régionales sous forme de bail ou d'intérêt, mais encore il y a perte pour l'individualité nationale et sa culture. La noblesse allemande, en vertu de ses « privilèges historiques », exploite depuis des siècles le peuple esthonien et méconnaît systématiquement ses aspirations à une culture propre. De cette manière, non seulement les fruits du travail des Esthoniens sont perdus pour chacun, mais ils le sont encore pour la nation. La plus-value que le peuple esthonien acquiert par son travail profite aux hautes classes allemandes et a des résultats qui vont directement à l'encontre des intérêts de la culture nationale esthonienne.

En décrivant les conditions de la propriété, nous avons vu qu'il n'y avait pas actuellement plus de 60.000 exploitations paysannes en Esthonie. Un tiers environ de ces exploitations sont trop petites

pour offrir des moyens d'existence suffisants aux familles de leurs possesseurs. Vingt mille fermes ont une étendue suffisante pour permettre leur lotissement. Mais ce lotissement ne donnerait pas satisfaction au peuple qui a besoin de terre. Or, il faut répondre à ce besoin du peuple si on ne veut pas qu'il dépérisse par suite de la misère dans laquelle il végète et que son développement culturel soit arrêté. Il faut augmenter le nombre des fermes paysannes et on ne le peut sans porter atteinte à la grande propriété. La solution de la question agraire en Esthonie n'est possible que si l'on accorde de la terre à ceux qui en veulent et en ont besoin.

On peut objecter qu'il y a encore en Esthonie beaucoup de terres incultes qui pourraient être mises en rapport. Mais les conditions particulières qui tiennent à l'organisation agraire actuelle empêchent de les faire valoir. Le payement des loyers et des annuités de rachat auxquels s'ajoutent encore les impôts et les taxes, mettent les paysans hors d'état d'utiliser, autrement qu'il ne l'est jusqu'ici, le sol non cultivé. Cela n'est pas possible sans des travaux de mise en valeur très coûteux. Or, comme les paysans doivent remettre aux propriétaires ou à leurs banques tout le produit de leur travail, soit sous forme de loyer, soit sous forme d'intérêts, il leur est absolument impossible de mettre de côté l'argent nécessaire pour ces travaux d'amélioration. Cette tâche se trouve rester

en suspens jusqu'à ce qu'une meilleure organisation agraire rende possible de l'accomplir.

De plus, il convient d'observer que la plus grande partie des terres incultes, c'est-à-dire des forêts, des landes, des tourbières, etc., qui pourraient être cultivées, appartient aux grands propriétaires et que les paysans n'auraient pu y toucher alors même qu'ils auraient été économiquement en état de le faire. Mon opinion est que la question agraire ne peut être convenablement résolue sans que les révolutionnaires portent la main sur le dogme de la propriété privée. L'essai révolutionnaire fait par les Bolchevistes en Esthonie, tendant à liquider la grande propriété sur la base des décrets promulgués par le gouvernement des soviets russes, en automne 1917, était à cet égard un acte révolutionnaire nécessaire. Mais il était politiquement imprudent, car il souleva les propriétaires et les incita à chercher du secours autour d'eux, ce qui amena bientôt l'occupation de l'Esthonie par les forces de police allemandes. On comprend très bien que, dans ce cas, les seigneurs aient, contre la volonté du peuple, désiré et imploré l'aide allemande comme leur unique salut; mais on comprend aussi que le peuple se soit prononcé contre l'aide allemande, contre la protection allemande et y soit resté opposé. La situation du problème agraire, à la suite de l'occupation allemande, s'est trouvée ramenée de nouveau à la conception féodale.

Ce n'est pas ici le lieu de discuter théoriquement la question agraire, et cela n'est pas indispensable parce que sa solution, selon la conception socialiste, ne peut pas être actuellement envisagée comme possible. Pour la résoudre conformément à cette dernière, je suis d'avis qu'il faut non seulement donner de la terre aux hommes, mais d'abord trouver des hommes d'un esprit suffisamment mûr et cultivé. L'homme, avec sa volonté, ses conceptions, son état psychologique, est lui-même un facteur plus important à considérer que la terre dans le problème de la propriété du sol. La meilleure volonté socialiste de quelques-uns ne peut réaliser l'ordre socialiste si le peuple n'est pas suffisamment développé pour le vouloir aussi.

En Esthonie, le développement du peuple n'a pas encore atteint ce degré. Ni les travailleurs agricoles, ni les différentes couches de la classe paysanne n'y sont préparés. Les connaissances techniques aussi bien que les connaissances intellectuelles ne sont pas assez avancées.

Et je ne crois pas me tromper en déclarant que si une expérience communiste des Bolcheviks avait été tentée en Esthonie, le manque de personnalités capables de prendre la direction de cette œuvre aurait rendu impossible toute bonne gestion technique et commerciale des grandes entreprises agricoles.

Par suite, il ne peut pas encore être question en Esthonie de la réalisation de l'idéal socialiste, mais seulement de supprimer ce qui reste du féodalisme, ce qui est possible, et de déblayer la route pour faciliter au peuple esthonien son développement naturel. Il faut d'abord songer à lui procurer des conditions de vie acceptables, qui permettent à ses capacités naturelles de s'affirmer et répondent à ses légitimes aspirations.

La solution agraire dans sa forme définitive n'est donc pas encore possible en Esthonie. De grands peuples plus avancés que nous dans la civilisation doivent nous précéder et nous les laisserons volontiers nous montrer le chemin. Mais ce qui est absolument indispensable en Esthonie au point de vue pratique, s'il appartient au peuple de décider de son destin et de son avenir, c'est de prendre des mesures qui permettent aux paysans de rester dans leur pays et de consacrer leurs forces au sol national. Ces mesures doivent également envisager les moyens de rendre possible le retour des Esthoniens dans leur pays, émigrés qui désirent rentrer dans leur patrie. Bien entendu, nous devons partir de ce principe que l'organisation agraire féodale doit être jetée complètement par dessus bord et qu'il faut chercher à établir des conditions telles que le paysan puisse rester en possession de tout le produit de son travail après s'être acquitté des impôts et des obligations qu'il a envers l'Etat et la commune. De

cette façon seulement, il sera possible aux paysans de constituer le capital nécessaire à l'exploitation agricole et à la fertilisation du sol esthonien. Le sol ingrat de l'Esthonie pourra être transformé alors en bonne terre cultivable. Mais pour que cela se réalise, la terre ne doit pas continuer d'être un monopole entre les mains des seigneurs; elle doit prendre un caractère tel que la spéculation sur les terrains devienne impossible.

Depuis la guerre, les conditions d'existence s'étant aggravées, il est indispensable de chercher à ramener le coût de la vie à un taux moins élevé et de faciliter le ravitaillement de la population. La suppression de la rente foncière est un point qui doit être pris en sérieuse considération. Sur le sol libéré de la rente foncière, la production alimentaire se fera à meilleur compte et non seulement on obtiendra ainsi la culture du sol dans de meilleures conditions, mais on parviendra à triompher aussi des difficultés de logement.

Naturellement le sol ne suffira pas à donner à tous une habitation et à procurer à chacun un revenu agricole suffisant. Le détail de ce qui devra être fait pour y parvenir n'est pas ce qu'on envisage ici et ce n'est pas ce qui est le plus important. Le règlement pratique peut prendre des formes très différentes, selon ce que les circonstances matérielles paraîtront exiger. En tout cas, la réforme agraire doit rendre possible en Esthonie la fertilisation plus grande du sol, afin que la

production puisse se faire d'une façon plus intense et à meilleur compte. Si cela ne pouvait être atteint, le peuple devrait recommencer à porter ses anciennes chaînes.

Nous voulons espérer que l'on réussira cependant à faire faire à la question agraire un pas important en Esthonie et à lui donner une solution définitive, en extirpant complètement le féodalisme et en lui donnant tout son développement. Non seulement des raisons d'existence économiques rendent cette solution nécessaire, mais encore des raisons politiques et nationales qui intéressent la vie de toute la nation. La solution de la question agraire est certainement la question vitale pour le peuple esthonien.

VI

LA CULTURE BALTE

D'une culture balte spéciale réalisant un ensemble de goûts et de dispositions, possédant un caractère propre il ne peut naturellement être question. Nous ne voulons essayer ici que de définir à grands traits l'état particulier de la culture et de fixer la nature des rapports qui existent à cet égard entre les différentes classes de la population dans la mesure où ces différents facteurs ont eu une répercussion sur le développement de la société et de la culture esthoniennes. Ces caractéristiques sont, bien entendu, la résultante de l'évolution historique de notre pays et pour être bien comprises elles doivent être examinées en tenant compte des conditions générales dans lesquelles vit la population. Ceci posé, nous allons d'abord examiner quelle était la situation de la haute classe germano-balte au point de vue de la culture générale.

I. — Les hautes classes allemandes baltes au point de vue de la culture

Les hautes classes germano-baltes ont hérité d'une culture très ancienne. Depuis des siècles, elles ont eu toutes les possibilités de s'instruire et ont joui des conditions les plus favorables pour s'approprier commodément et librement la science de leur époque. La noblesse germano-balte, et les familles de patriciens allemands des villes baltes ont été élevées à bonne école et le milieu dans lequel elles ont vécu et où grandissent leurs enfants ne peut être regardé comme inculte. Ces classes comptent d'ailleurs parmi elles des personnalités d'un vaste savoir et jouissant d'une réputation mondiale.

Beaucoup d'entre eux ont tiré profit d'une bonne culture technique; beaucoup sont versés dans les sciences. Mais, en général, on doit dire que, malgré les moyens mis à leur disposition, on ne constate pas chez eux de tendance bien marquée à acquérir une instruction plus complète.

Et encore, ce qu'ils possèdent est moins, à proprement parler, une véritable culture qu'une éducation mondaine. Les filles de la noblesse sont élevées en dames dans les pensionnats où l'instruction féminine est tout à fait discréditée. La maxime de l'impératrice allemande : « Eglise, Cuisine, Enfant » y règne; mais là non plus on

n'acquiert aucune connaissance approfondie. La cuisine est laissée au personnel des cuisines, l'enfant aux bonnes et aux institutrices et l'église au pasteur.

Au point de vue du progrès général, la culture des hautes classes est sans profit parce qu'elle reste pour les autres parties de la population une lampe sous le boisseau. La lampe éclaire leur activité égoïste, mais pour le peuple elle reste complètement cachée. A l'égard de la culture du peuple et de ses exigences, ces classes agissent selon le principe connu : « Qui est valet doit rester valet; science est puissance ». Cela, les seigneurs le savent très bien, aussi ont-ils souci d'empêcher le plus possible le peuple d'acquérir les moindres connaissances pour qu'il n'atteigne pas à la puissance. Ce n'est pas sans raison que l'Association allemande des étudiants « Livonia », qui est le plus important des « korps » de la noblesse dans les pays baltes a pris pour devise « Que tout reste comme par le passé! » Toute la jeunesse studieuse allemande vit et agit dans ce sens.

Qu'on se représente un groupe de jeunes gens qui se préparent à la vie avec ce mot d'ordre : Que tout reste comme par le passé, et qu'on considère combien l'idée que tout progrès est mauvais inculquée dès le début à la jeunesse est déplorable. Ailleurs, au contraire, on est habitué à voir la jeunesse, et plus particulièrement la jeunesse

universitaire, s'enthousiasmer pour la liberté, pour la liberté de l'esprit comme pour la liberté politique du pays et du peuple. Ici, parmi les jeunes hommes des classes germano-baltes, rien de semblable; toute cette jeunesse est imprégnée de l'esprit réactionnaire.

Ce contraste apparaît aujourd'hui nettement dans tout ce qu'il a de fâcheux. Depuis trente ans beaucoup de Russes étudiaient à Dorpat. Tandis que la jeunesse universitaire de nationalité russe, esthonienne, lettone, etc., qui menait depuis des années un combat ininterrompu contre le gouvernement réactionnaire pour la liberté et le progrès, souffrait dans les cachots, aspirant à voir la délivrance de leur pays du joug des tsars, la jeunesse universitaire germano-balte persistait dans son mot d'ordre : « Que tout reste comme par le passé ». Cette jeunesse ne conçoit la liberté et ne trouve son plaisir que dans le boire. Déjà les élèves des gymnases ont leurs réunions secrètes où ils tâchent de se procurer un avant-goût de la libre « Burschenschaft ». Vienne cette liberté et toute la vie du jeune étudiant se passera à boire. Et, en même temps, cette jeunesse universitaire acquiert l'idée présomptueuse — si elle ne se l'est pas appropriée déjà dès la maison paternelle — qu'elle forme une haute race d'hommes qui n'ont rien de commun avec la plèbe. C'est de ces cercles que sort le mot : « L'homme ne commence qu'avec l'étudiant », mot qu'un seigneur d'Essen

a encore complété par celui-ci : « L'homme ne commence qu'avec le baron ».

Dans les têtes de ces jeunes gens, il n'est point de place pour un idéal ou pour le moindre sentiment humain. Ils ne vivent que pour les intérêts égoïstes de leur caste. C'est pourquoi la jeunesse universitaire de Dorpat était divisée en deux camps : d'un côté il y avait ceux qui luttaient pour le progrès, pour la renaissance politique de la Russie par la révolution; de l'autre, les étudiants allemands avec la devise de leur « Livonia » : « Que tout reste comme par le passé! »

Non seulement à l'intérieur même de cette classe, mais parmi ceux qui n'en font point partie, on paraît satisfait de ce que le temps a fait pour en assurer la destinée comme caste dominante et qu'il en ait maintenu la situation privilégiée. Le nouvel esprit trouve toutes les portes fermées. Le professeur Adolphe Harnack, un Balte, ne serait pas toléré comme professeur de théologie à Dorpat; on le tient ici et dans l'église balte des campagnes pour un libéral impie.

Le savoir et la culture de la noblesse balte ne servent donc que ses intérêts étroits de classe et, dans la mesure seulement où elle peut les utiliser pour tenir le peuple dans l'ignorance de la servitude. Par la culture de cette classe seigneuriale, la puissance du féodalisme acquiert vis-à-vis du peuple opprimé une force plus grande et son intérêt

est de ne laisser introduire aucun changement dans cet état de choses.

La vraie culture n'est point celle-ci. Elle éveille partout une vie nouvelle, plus haute; elle est par sa nature même créatrice de progrès. La culture particulière des hautes classes germano-baltes, au lieu de produire ce souffle de vie, d'animer l'existence des hommes, ne répand que des germes de mort. Elle n'est propre qu'à servir la réaction. Mais il appartenait à cette culture, étant donné son caractère, de fournir au tsarisme les gouverneurs, les agents et les policiers dont il avait besoin. Si le tsarisme en tant que pierre angulaire du féodalisme s'est écroulé, la ruine de tout ce qui reste de féodal et que maintient la noblesse balte dans les formes actuelles de la vie sociale est encore plus certaine. Une culture qui s'accroche ferme à ces institutions, vouées indubitablement à une chute prochaine, ne peut nécessairement servir pour se maintenir, que les formes sociales qui peuvent assurer la persistance des hautes classes. Il n'est donc point surprenant que les hautes classes germano-baltes aient cherché un nouveau point d'appui pour renforcer leur action réactionnaire.

Ces classes n'ont aucun droit à affirmer qu'elles travaillent au progrès de la civilisation et à réclamer de ce chef le droit à une existence privilégiée. Elles travaillent, au contraire, à le retarder, et

c'est pourquoi elles doivent être énergiquement combattues.

II. — Les hautes classes baltes sont les adversaires de l'instruction du peuple

Maîtresse du pays, la noblesse allemande était moralement obligée de veiller à ce que les Esthoniens aient leur juste part de la civilisation générale et puissent la suivre pas à pas. Non seulement elle en avait le devoir politiquement, mais encore elle en possédait matériellement les moyens. Or, quelle fut son action à cet égard?

Le gouvernement suédois essaya de créer une école populaire esthonienne. Mais cela ne pouvait se réaliser qu'après entente avec la noblesse toute puissante. Or, celle-ci était opposée à tout enseignement. A son avis, les bêtes de somme que les hommes étaient pour elle n'avaient besoin d'aucune culture. L'école aurait occasionné des dépenses à la noblesse et en même temps retiré des bras à ses domaines. Lorsque le pays passa à la Russie, les efforts entrepris à grand'peine pendant l'époque suédoise en faveur de la fondation d'une école populaire esthonienne furent complètement arrêtés. Plus d'un siècle s'écoula avant que la noblesse en vint à créer une école populaire. C'est seulement au milieu du siècle dernier que les mesures relatives à la création de ces écoles

furent prises après les sanglantes révoltes des vilains, qui rappelèrent aux seigneurs que l'affranchissement des paysans de 1819 n'était resté qu'une fiction. En outre, les paysans pensaient que la noblesse les privait des droits et libertés que le tsar leur avait concédés, en faussant l'interprétation des oukases impériaux.

Vers 1860, des écoles rurales furent peu à peu établies dans tous les villages et leur fréquentation fut déclarée obligatoire pour les enfants de 10 à 13 ans pendant trois hivers et chacune de ces périodes scolaires était de cent jours. Les communes rurales avaient à leur charge l'entretien de ces écoles ; elles étaient ouvertes aux enfants gratuitement. Les seigneurs ne participaient aucunement à leur entretien, en dehors des dons volontaires faits par l'un ou l'autre d'entre eux, mais auxquels personne n'était tenu.

L'école communale était destinée à élever les enfants des paysans dans « la crainte de Dieu et la soumission envers l'autorité », ce qui veut dire envers les seigneurs propriétaires fonciers. Les hautes classes estimaient qu'à cet égard tout n'était pas pour le mieux dans la classe paysanne et, par suite, elles pensèrent qu'il était nécessaire d'apprendre au peuple à lire à l'école parce qu'on pourrait ensuite le tenir plus sûrement en bride à l'aide d'une littérature d'édification créée dans ce but. A côté de cette éducation de la jeunesse, les maîtres d'école avaient encore le devoir d'agir sur

les adultes dans le même sens, par des lectures et des exercices religieux qui avaient lieu les samedis et dimanches soirs. Naturellement, le développement de la jeunesse prit plus tard une orientation indépendante et les plans de la noblesse réactionnaire furent déjoués.

La noblesse et le clergé réactionnaires, à qui étaient confiés la direction et le contrôle de l'école, ne pouvaient naturellement pas eux-mêmes s'occuper de l'enseignement; ils eurent besoin pour cette besogne de maîtres d'école et ils se trouvèrent dans la nécessité de les prendre parmi les fils du peuple lui-même.

Dans les séminaires, on se donna, il est vrai, la peine la plus grande pour faire de ces maîtres des instruments convenables de réaction. Mais, avec le temps, on y réussit de moins en moins. Vers 1870 ou 1880, les instituteurs avaient déjà la réputation de chercher à pervertir le peuple et de l'empoisonner par un enseignement matérialiste ou une doctrine socialiste et, en tout cas, d'insuffler à la jeunesse un esprit de rébellion. Mais il ne fallait plus penser à fermer cette dangereuse institution qui empoisonnait le peuple. La population avait pris goût à l'école, elle réclamait des écoles supérieures et déjà elle envoyait ses enfants dans les écoles des villes et même à l'Université. Ce mouvement s'accentua et, de plus en plus, des instituteurs prirent à cœur leur devoir envers la jeunesse et donnèrent résolument

aux enfants du peuple, avides de savoir, plus qu'il ne plaisait aux seigneurs de permettre de leur apprendre. Dans l'école misérable du village, une fente fut bientôt ouverte, par laquelle pénétra un rayon de lumière, et qui fatalement s'agrandit.

Le point de vue auquel se placent les classes germano-baltes vis-à-vis de l'instruction du peuple est très bien caractérisé par une anecdote que l'on attribue au baron Pilar de Pilchau. Ce seigneur avait trouvé utile de faire à un jeune maître, trop zélé selon lui, l'observation que sans doute il devait instruire les enfants, mais qu'il devait s'abstenir de les rendre habiles. « Pas trop de calcul : la table de Pythagore rend le peuple insolent. » Le baron Pilar n'est pas un aimable seigneur quelconque, mais le gouverneur de la Livonie, un chambellan du tsar, membre du Conseil d'empire, et il est aujourd'hui un actif défenseur du rattachement du duché baltique à la couronne royale de Prusse. L'opinion d'un tel seigneur est concluante. Mais le jeune instituteur, comme tous ses collègues, avait dans tout le pays un maître plus puissant que le baron Pilar : c'était l'esprit du temps, la puissance du progrès humain. Une commune aspiration vers la science se faisait sentir chez l'instituteur et chez l'élève. Et c'est ainsi que, dans le court temps passé à l'école, on enseigna et on apprit plus de choses que les seigneurs féodaux ne l'avaient projeté; un minimum d'instruction était ainsi donné qui pouvait

fournir une base solide pour le développement ultérieur d'une culture personnelle.

Si insuffisante que fut l'école de village et quelles qu'aient été les conditions précaires de son fonctionnement, elle n'en apprenait pas moins aux enfants à lire, à écrire et à calculer. On devait penser que les milieux dirigeants du pays reconnaîtraient que ces connaissances élémentaires étaient également indispensables à la jeunesse des villes et qu'il était nécessaire de créer dans chaque ville une école primaire obligatoire. Mais il n'en fut rien, et cela n'est pas encore envisagé aujourd'hui.

Ce n'est pas tout.

Dans les villes, l'instruction obligatoire ne faisait pas seulement défaut, il manquait aussi des salles de cours pour pouvoir donner à tous les enfants l'enseignement primaire qu'ils auraient dû recevoir. Les patriciens allemands des villes baltes, qui ont dominé ces cités pendant des siècles et les ont administrées jusqu'à ces tout derniers temps, n'ont rien fait pour que les enfants en âge d'aller à l'école trouvent une place dans les salles de ces écoles. Chaque automne, des centaines d'enfants sont renvoyés parce qu'il n'y a pas de place pour eux.

Les plus petites écoles des villes s'appellent écoles élémentaires. Elles ont trois ou quatre classes. Elles ne sont ouvertes qu'aux enfants payants. Les parents très pauvres des enfants qui les fré-

quentent doivent souvent acheter les livres et le nécessaire de classe dont ils ont besoin; la municipalité ne donne aucune fourniture scolaire et n'accorde pour ainsi dire aucun secours. Dans de pareilles conditions, il est évident que relativement peu d'enfants peuvent suivre l'enseignement jusqu'aux dernières classes. Un très grand nombre d'entre eux quittent l'école après la première année, beaucoup après la seconde. C'est ce qui fait aussi que le manque de place dans les classes, quand ce n'est pas le manque de salles elles-mêmes, ne se fait pas sentir davantage; mais il est clair qu'avec une école primaire obligatoire comprenant un enseignement de huit années, ce manque de place deviendrait plus grave et constituerait un empêchement radical à toute instruction populaire. Bien que les municipalités aient été incapables de satisfaire à ces nécessités scolaires, cela n'empêchait pas les seigneurs germano-baltes de déclarer emphatiquement qu'ils étaient les soutiens de la culture et qu'ils avaient rempli une mission civilisatrice d'une importance incommensurable.

En présence de tels faits, on doit dire franchement que les municipalités n'ont pas été à la hauteur de leur tâche et n'ont pas tenu compte des exigences de l'époque.

Sans doute il y a des cas où les fonctionnaires de l'enseignement dans les villes et les maîtres reconnaissaient que le peuple avait besoin d'un

tel enseignement et réclamaient aux municipalités patriciennes allemandes l'ouverture de nouvelles écoles populaires; mais ces administrations y opposaient brutalement une fin de non-recevoir. Qui connaît la situation, accordera que les Esthoniens, dès qu'ils reçurent l'administration des villes, commencèrent à améliorer cette situation intolérable. C'est ainsi, par exemple, que la municipalité esthonienne de Reval, dans le court espace de douze années, de 1902 à 1914 — durant les années de la première révolution la chose était aussi difficile que pendant les années de la guerre — fit construire plusieurs maisons d'écoles et ouvrir plusieurs écoles. Mais il était impossible de rattraper tout le temps perdu dans ce bref intervalle. Si la guerre n'avait pas tout interrompu, la situation à Reval serait déjà grandement améliorée à ce point de vue. En tout cas, pendant l'automne de 1917, à l'instigation de la municipalité socialiste, les conditions se trouvèrent si favorablement changées qu'au début de cette année scolaire tous les enfants en âge d'aller à l'école purent y trouver place. Bien entendu, cette municipalité a immédiatement pris à sa charge tous les frais scolaires dans les écoles populaires et adopté différentes mesures pour donner aux enfants des familles très pauvres les moyens matériels de fréquenter l'école.

Au reste, l'administration municipale de Reval, dont la majorité à cette époque était socialiste, a

donné à l'instruction obligatoire une importance qu'elle n'avait jamais eue auparavant. Toutefois, la municipalité bourgeoise esthonienne avait déjà dispensé les parents pauvres des frais scolaires.

Avec de la bonne volonté les administrations allemandes auraient pu, à Reval aussi bien que dans les autres villes, mener cette œuvre à bien et, dans une époque de calme, beaucoup mieux et plus sûrement, certes, que parmi les troubles de la guerre et les bouleversements de la révolution. Cela prouve que les hautes classes allemandes, malgré les prétentions qu'elles affichent, ne portent aucun intérêt à l'instruction et à la culture. Et cela n'est pas seulement vrai pour ce qui concerne l'école populaire, ainsi que nous allons le voir.

III. — L'Esthonie
n'a pas d'écoles professionnelles

Le manque d'écoles professionnelles de toute nature s'est fait sentir depuis longtemps en Esthonie. Il n'existe aucune école d'agriculture, ni aucune école technique, bien que de semblables institutions soient nécessaires au relèvement de la situation matérielle du pays. Le peuple, exploité, tenu loin de toute formation intellectuelle, ne pouvait pas les fonder : matériellement et politiquement, il n'en avait pas les moyens. L'obligation en appartenait à ceux qui, pour son malheur, tenaient le sort du pays entre leurs

mains. Les représentants provinciaux de la noblesse n'ont rien fait pour subvenir à ce pressant besoin et les villes esthoniennes n'ont pas fait plus dans ce sens. Les gens qui voulaient avoir une éducation technique devaient aller en Russie, en Finlande ou à l'étranger.

Les artisans, en Esthonie, sont en partie libres et en partie organisés en corporations. Ni les uns, ni les autres n'ont fait le nécessaire pour relever matériellement l'art professionnel. Dans quelques villes, des corporations locales ont institué des écoles du dimanche tout à fait primitives, qui ne sont ouvertes qu'à leurs apprentis; les autres n'ont pas le droit d'y entrer. Toute l'impulsion donnée au monde ouvrier dans ces dernières années est venue de Petrograd et de Moscou, et les nouveaux procédés ou les nouvelles méthodes de travail ont été puisées par les travailleurs esthoniens dans la littérature allemande. Dans les années qui suivirent la guerre franco-allemande, des ouvriers allemands vinrent en Esthonie et apportèrent dans quelques corps de métiers de nouvelles idées et de nouvelles méthodes, au grand dépit des corporations allemandes du pays. Les ouvriers allemands immigrés restèrent pour la plupart en dehors de ces corporations; l'esprit de ces dernières était si étroit que les ouvriers allemands de l'Empire ne pouvaient pas s'y sentir à l'aise. Il faut dire que les hautes classes germano-baltes ne laissèrent pas seulement en friche l'esprit

des « non-Allemands », comme elles se plaisaient à dénommer avec mépris les Esthoniens et les Lettons, mais encore celui de leurs propres ouvriers et de la petite bourgeoisie. Le *Journal de Reval*, organe allemand de Reval, dans un article sur la population allemande en Esthonie, écrivait, le 7 octobre 1905, que le nombre des Allemands pauvres était plus grand qu'on ne le croyait généralement et que la culture de ces nécessiteux laissait beaucoup à désirer. « Combien d'entre eux, demandait-il, peuvent dans les conditions présentes de l'instruction, apprendre à comprendre suffisamment leur langue maternelle pour lire un livre ou un journal allemand, ou pour écrire une lettre dans leur propre langue? »

Ceci n'est nulle part plus juste qu'en Esthonie. Cette classe de travailleurs, qui mène une existence pauvre et bornée, vit dans une atmosphère intellectuelle dont on ne se fait aucune idée en Allemagne. Elle vit, dans le vrai sens du mot, des miettes qui tombent par hasard de la table copieusement servie des seigneurs de la classe dirigeante. Les lumières de la civilisation n'ont pas encore trouvé ici leur chemin.

IV. — L'art et la littérature

A l'extérieur, on laisse volontiers entendre que l'Esthonie, grâce aux hautes classes allemandes, est un pays où les beaux-arts ont pris un grand

développement. L'exposition balte de Berlin était installée de façon à faire adroitement resplendir ce mensonge comme une vérité. Je demande à tous les Allemands de l'Empire, de bon sens et sincères, qui ont aujourd'hui l'occasion de visiter et de connaître ce pays, si ce que je dis ici et ce que je vais dire encore de la situation générale en Esthonie est vrai ou faux.

Sous le rapport de l'art, la situation de l'Esthonie n'est pas meilleure que celle où nous avons vu qu'elle se trouve au point de vue de la culture. Quelques familles nobles très riches possèdent sans doute des œuvres d'art de grande valeur et des collections artistiques rassemblées par de rares amateurs, appartenant à la noblesse, se rencontrent également dans quelques maisons. Ainsi, par exemple, une belle collection de précieuses peintures et d'objets d'art se trouve en la possession du seigneur de Liphard, à Ratshof, près de Dorpat. Elle pourrait être pour la célèbre ville universitaire de Dorpat un ornement et une joie des yeux, d'autant plus que ni l'Université, ni la ville ne possèdent rien de semblable, en dehors de la collection de peinture du musée et du cabinet d'antiques de l'Université. La collection de Ratshof n'est naturellement pas ouverte au public, pas plus que celles des autres seigneurs du pays et que leurs bibliothèques. Elles ne sont visibles que pour les membres de leur classe. Aucun de ces seigneurs n'est encore assez pénétré des idées mo-

dernes pour consentir à ouvrir ses trésors d'art et sa bibliothèque au peuple. Les villes d'Esthonie, en général, n'ont pas encore constitué de bibliothèque municipale, ainsi qu'on a soin de le faire dans les autres pays. Des sociétés allemandes possèdent, il est vrai, de belles bibliothèques, mais elles ne sont ouvertes qu'à leurs membres. Les Esthoniens ont commencé à fonder des bibliothèques populaires, mais les administrations allemandes ont plus entravé que favorisé ces efforts et la réaction tsariste a de plus rendu la vie de ces bibliothèques extraordinairement difficile.

Il y a peu de collections artistiques dans les villes d'Esthonie. Reval possède, sous le nom de Musée provincial, quelque chose qui mérite plutôt le nom de collection de curiosités que celui de musée.

Dans les vieilles églises de la ville, à l'Hôtel de ville, etc., on trouve des restes du passé qui témoignent du sens artistique et de l'art chez le peuple esthonien. Mais ces temps sont depuis longtemps écoulés et on les a laissés fuir sans qu'ils aient agi sur les œuvres des artisans. Au lieu de favoriser la culture artistique, on l'a entravée.

V. — Education et hygiène

Je voudrais parler un peu de la question capitale de l'hygiène en Esthonie et inviter le lecteur à juger, d'après les conditions hygiéniques actuel-

les, du degré de culture de ceux à qui le pays est redevable de la situation présente. On voudra bien nous accorder que, précisément, la façon dont on considère tout ce qui a trait à l'hygiène est propre à caractériser la valeur des classes dirigeantes d'un pays.

Il n'est pas douteux que les hautes classes ne se sont pas particulièrement distinguées en cette matière. Tout au contraire. Les conditions hygiéniques en Esthonie sont à ce point déplorables qu'elles défient toute critique. Elles sont restées rudimentaires et il règne partout une négligence générale. Dans ce pays plat, tout est laissé aux soins de Dieu et des puissances de la nature, même pour ce qui est des précautions qu'il était du devoir de la noblesse de prendre et des obligations qui lui incombaient. Il n'y a de médecins installés par les nobles que dans quelques paroisses; il n'y a pour ainsi dire pas d'hôpitaux, ni d'asiles. La ville même de Reval n'a encore, à proprement parler, aucun hôpital, la municipalité esthonienne n'a fait monter que quelques baraques pour les contagieux. L'hôpital projeté n'a pu être terminé, la guerre est venue en empêcher l'achèvement. A Dorpat, il y a une vieille maison arrangée en hôpital et qui ne convient pas du tout à cette destination. Cette ville parvient à se tirer d'affaire grâce à l'aide qu'elle trouve dans les cliniques universitaires, mais le besoin d'un hôpital s'y fait vivement sentir, car ces cliniques ne

peuvent recevoir, pendant les vacances, qu'un nombre très restreint de malades.

La ville universitaire de Dorpat, qui compte 70.000 habitants, ne possède aucune machine hydraulique, aucune canalisation établie d'après les règles de l'hygiène, aucun tramway. Les soins aux nourrissons, l'assistance maternelle, etc., sont inconnus dans toute la ville. On peut dire que les conditions hygiéniques à Dorpat sont déplorables. Une grande partie de la ville qui se trouve à un niveau inférieur est presque chaque année inondée par l'Embach. L'eau souterraine est si haute que puits et fosses sont mis en communication et sont continuellement infectés. L'eau des puits est, par suite, encore plus mauvaise que l'eau de la rivière dans laquelle se déversent les égouts de la ville. Bien que l'eau de la rivière contienne toutes sortes de germes infectieux et soit trouble, une grande partie de la population pauvre s'en sert pour les usages domestiques.

La plus grande partie des habitants logent dans des logements d'une pièce, sans cuisine. Beaucoup vivent dans des caves. Plus d'une famille doit habiter dans des logements qui ne possèdent qu'une seule pièce. Dans la plupart des maisons comprenant des logements d'une pièce, les cabinets se trouvent dans la cour et ils sont le plus souvent utilisés par plusieurs familles. Il est compréhensible que, dans de telles conditions, la propreté soit extraordinairement rare, que porte

et portail soient ouverts aux maladies et aux épidémies, et que la mort y fasse sans cesse une riche récolte. Dans les autres villes d'Esthonie, l'état de l'hygiène n'est meilleur que là où les conditions du sol déterminent une situation naturelle plus favorable.

Et Dorpat est une ville qui a été administrée sans interruption, jusque dans les tout derniers temps, par les familles patriciennes allemandes. C'est la fameuse ville universitaire où ont enseigné des savants célèbres du pays et de l'Empire allemand.

Pourquoi les nobles germano-baltes se sont-ils donnés si peu de peine pour améliorer les conditions hygiéniques de cette ville?

Grâce à une meilleure situation physique, Reval possède un réservoir d'eau potable presque naturel. L'eau vient du lac, qui se trouve sur le Lasna mägi, au-dessus de la ville. Mais le lac est très vaseux, l'eau, par suite, est trouble, la ville n'ayant encore installé aucun appareil filtrant. Avec cette eau vaseuse, les habitants reçoivent souvent dans leurs cuisines des têtards et autres petits animaux aquatiques, ce qui évidemment n'est pas très hygiénique. Bien que disposant de ce réservoir d'eau naturel, la ville de Reval ne possède pas encore de canalisation qui desserve toutes ses parties. A travers ses quartiers très peuplés et relativement anciens, les eaux d'évacuation coulent dans des fossés ouverts, qui empestent

l'air et se déversent dans la mer, précisément aux endroits où sont installés des établissements de bain. Les habitants doivent donc se baigner là où l'eau est continuellement souillée par les égouts.

En 1917, Reval comptait environ 170.000 habitants, mais n'avait encore que deux ou trois rues qui fussent sillonnées par un pauvre tramway à chevaux. Des quartiers importants sont coupés par la ligne de chemin de fer, et les passants doivent traverser les voies pour passer d'un côté à l'autre de la ligne; il n'y a ni souterrains pour les voitures, ni passerelles pour les piétons.

Le quartier de la noblesse, où se trouve la cathédrale, est situé au milieu de la ville sur une hauteur, comme une forteresse. Les pentes de cette colline forment un fourré d'orties où toutes sortes de mauvaises herbes croissent en abondance, de même qu'aux environs d'une ruine dans un désert : quelle barbarie!

On me répondra : « Oui, mais Reval était administré depuis 1902 par les Esthoniens; pourquoi ceux-ci n'ont-ils pas changé cet état de choses? » A cela je répliquerai : « Sans doute, les Esthoniens, dans mainte occasion, n'ont été que les élèves trop dociles de leurs prédécesseurs; mais on ne peut justement leur reprocher de n'avoir pas éliminé ou réformé en un si court espace de temps tout ce que les Allemands avaient fait mal ou avaient négligé de faire pendant des généra-

tions et qui s'était perpétué jusqu'aujourd'hui. Il faut tenir compte aussi du fait que pendant la première révolution, l'autorité tsariste avait rétabli les Allemands à l'Hôtel de ville et que pendant la guerre il fut impossible d'entreprendre aucune réforme. Néanmoins, la municipalité esthonienne a accompli en ces quelques années d'importants travaux de déblaiement ou de voirie et a préparé maintes améliorations ».

J'en appelle ici encore aux Allemands de l'Empire qui se trouvent actuellement en Esthonie : ma description est-elle juste ou non?

VI. — Causes de cet état de choses

Vu cette situation et ce qu'il y a d'inconciliable entre de tels faits et le progrès général, on se demande quelles raisons ont pu, chez les hautes classes germano-baltes, motiver une pareille attitude, une telle répugnance pour la civilisation et cette indifférence à l'égard des intolérables conditions hygiéniques dans lesquelles se trouvait la ville et contraire au caractère et aux habitudes du peuple allemand.

En Allemagne, une distinction doit cependant être encore faite entre les classes dirigeantes et le peuple, qui se trouve dans une situation identique à l'égard des hautes classes. Là aussi, des plaintes se font entendre à propos des obstacles que rencontrent la vie et l'éducation du peuple de la part

de ces classes. L'école primaire y est encore un instrument destiné à dominer, à diriger et à régler l'instruction populaire conformément à leur esprit et à l'intérêt de leur caste. Bien entendu, chez les hautes classes baltes la pression est beaucoup plus forte parce que la résistance est beaucoup plus faible. D'autres raisons s'ajoutent encore aux précédentes. Les hautes classes allemandes ne sont pas sans s'apercevoir de leur faiblesse relative par suite de leur infériorité numérique vis-à-vis de la masse des populations non-allemandes. En effet, celles-ci risquent de devenir pour les Allemands, dans les luttes sociales du temps de paix, d'autant plus dangereuses que les possibilités de développement qui leur sont données seront plus grandes. Par suite, ces hautes classes ont un intérêt tout particulier à tout faire pour empêcher le plus possible le développement des non-Allemands. Elles prévoient nettement leur ruine. Pour vivre, pour pouvoir se maintenir, il leur faut l'afflux constant d'une force vive toujours renouvelée. Or, leur propre source de vie se trouvant tarie et leur décroissance numérique étant constatée, tandis que l'augmentation des non-Allemands est d'ores et déjà assurée et deviendra plus certaine encore avec l'affermissement de leur avenir, les Allemands n'ont ainsi rien à attendre de l'établissement de conditions normales d'existence et aucun profit à en retirer. Le non-Allemand progressera avec d'autant plus de force et d'intelligence qu'il

sera plus et mieux armé pour la vie. Voilà pourquoi les hautes classes allemandes s'efforcent de contenir le progrès du savoir et de la culture; c'est leur arme principale dans la lutte pour leur existence. Avec une bonne formation, les non-Allemands l'emporteraient sur les Allemands d'une façon plus certaine encore que leur grande majorité ne leur permet déjà de le faire. Ceci explique pourquoi ce mot est si répandu ici : « Pour le peuple, pas d'instruction! »

Voilà les motifs pour lesquels les hautes classes sociales en Esthonie sont opposées à l'ouverture d'écoles et à tous les efforts qui ont pour but d'instruire le peuple; c'est pour ces raisons que les villes baltes n'ont encore aucune école obligatoire, aucune bibliothèque publique, aucun cours de perfectionnement, aucun musée, etc.

Naturellement, une politique aussi hostile à la culture ne peut pas être poursuivie sans dommage pour les basses classes allemandes. Aussi ces classes s'enfoncent-elles toujours plus profondément dans une ignorance épaisse. Les éléments éclairés, qui se rencontrent maintenant parmi elles, se tournent de plus en plus vers les Esthoniens. Ils prennent conscience que leurs ancêtres étaient des Esthoniens, qui, sous la pression politique, économique et sociale, se sont attachés à la bourgeoisie allemande et durent partager son sort. Les petites classes bourgeoises germano-baltes ne possèdent, au contraire, de leur propre chef ni

élan, ni initiative pour aller de l'avant. A côté de la puissance politique et matérielle aussi bien qu'intellectuelle de leurs hautes classes, celles-ci ont une conscience encore plus précise de leur faiblesse et elles n'ont aucune envie de lutter pour leur propre développement. Pour le faire, elles devraient se solidariser avec les non-Allemands, mais bien peu, parmi elles, sont capables d'avoir ce courage.

Cet aveuglement, propre à toutes les classes en décadence, est particulièrement manifeste chez les Germano-Baltes. En délaissant méthodiquement toute culture, ils veulent atteindre le peuple, les non-Allemands ; mais les Allemands sont eux-mêmes atteints, et plus gravement encore.

VII

LA NOBLESSE ET SA POLITIQUE

I. — La fidélité au Tsar de la noblesse balte

Il a été dit beaucoup de bien en Allemagne de la noblesse balte et ceux qui l'ont louée n'ont pas manqué de mettre en évidence combien cette noblesse est restée fidèle au tsar, de faire remarquer qu'elle a donné à l'empire russe une série d'hommes d'Etat éprouvés, et à la dynastie des Romanov un nombre égal de loyaux serviteurs. Cela n'est réellement pas une exagération, c'est la vérité; plus encore, c'est l'aveu de quelque chose de tout à fait naturel. Le tsarisme était la réaction personnifiée et il ne pouvait s'appuyer que sur ces classes qui étaient essentiellement réactionnaires. Or, en Russie, il n'y a pas eu et il ne reste pas de classe plus réactionnaire que la noblesse balte.

Par conséquent, si cette noblesse servit la réaction russe avec tant de zèle, c'est qu'elle servait en même temps sa propre cause. Elle savait très bien que la chute du tsarisme signifierait sa pro-

pre chute. Soutenir le tsarisme, c'était défendre sa propre situation. Il s'ensuivit que beaucoup de bombes et de coups de revolver de terroristes politiques furent dirigés précisément sur ces fidèles serviteurs des tsars. Un grand nombre de gouverneurs, et des plus mauvais, de chefs de la police, de colonels de gendarmerie et d'autres créatures de la réaction étaient tirés du sein de la noblesse balte. Il suffit de rappeler les noms de von Plehwe, von Wahl, von der Launitz, von Munich, etc., et de tant d'autres dont les noms se présentent à l'occasion de la contre-révolution de 1906-1907, von Rennenkampf, von Sivers, von Böckmann, von Bröderich, etc. Ils se signalèrent ignominieusement comme d'énergiques adversaires de la révolution et méritèrent bien du tsarisme en décomposition.

Pendant la contre-révolution, toute la coterie des junkers fut debout pour découvrir et faire emprisonner les gens qui avaient pris une part quelconque au mouvement révolutionnaire. Des descentes de police furent faites dans tout le pays balte, avec l'aide active de la noblesse et du clergé. La presse germano-balte annonça avec enthousiasme les faits héroïques que la fille d'un prêtre avait accomplis en dénonçant des révolutionnaires lettons. Ces hautes classes offraient à ceux qui étaient à la tête de ces expéditions policières des listes de proscription toutes préparées, d'après lesquelles les exécutions locales étaient commandées.

Des communes tout entières étaient victimes de ces dénonciations ou de ces brutalités policières; en présence de femmes et d'enfants, les châtiments corporels les plus hideux étaient infligés à des époux, des pères, des frères, pour la joie des nobles présents. Après l'exécution, on obligeait l'engeance des paysans à baiser les bottes des officiers nobles.

La guerre terrible éclata ! L'Allemagne était maintenant l'ennemie de la Russie et, pour faire flamber l'enthousiasme guerrier, on avait besoin, en Russie, d'une germanophobie. La presse nationaliste russe de la couleur des *Novoïé Vrémia*, flaira chez les Allemands-Baltes des sympathies traîtresses pour l'Allemagne et s'en plaignit publiquement. Le soleil des grâces tsaristes s'était détourné de la noblesse balte. A juste titre, la noblesse s'indigna et ses représentants profitèrent de toutes les occasions pour déclarer bien haut leur fidélité au tsar.

Le baron de Foelkersam, le représentant de la noblesse lettone à la Douma russe, déclara, le 8 août 1914, au nom des Allemands-Baltes : « Les Allemands des provinces baltes, fidèlement dévoués à la Maison des Tsars, sont constamment prêts à la lutte pour le trône et la patrie. Non seulement nous consentons sans réserve aux crédits de guerre, mais nous sommes prêts, comme nos ancêtres l'ont constamment été, à sacrifier

notre bien et notre sang pour l'unité et la grandeur de la Russie ».

Le gouverneur de la province de Livonie, représentant de la noblesse de cette province au Conseil d'Empire, le baron Pilar von Pilchau, fit le même jour, au Conseil d'Empire, la déclaration suivante : « Il se pourrait aussi que, dans les provinces baltiques comme en Pologne, nous eussions à résister à l'ennemi envahisseur. Nous sommes à ce sujet fermement décidés, aujourd'hui comme dans le cours des deux siècles passés, à rester immuablement unis à la Russie. Toutes nos pensées, nos sentiments, nos émotions et nos meilleurs vœux vont maintenant et toujours à nos troupes victorieuses et au chef couronné de notre armée ».

Le 5 août 1915, ce même seigneur disait à la même place : « Je ne peux que répéter les déclarations que j'ai faites il y a un an à cette même tribune : Nos pensées, nos sentiments et nos meilleurs souhaits sont concentrés sur les armées victorieuses de Russie et leurs chefs. Les traditions que nous ont transmises nos ancêtres, loyaux serviteurs de la Russie, sont pour nous sacrées et inoubliables. Avec la même loyauté et le même zèle, nous voulons, nous et nos descendants, servir l'Empire et la Maison bénie des Tsars ».

Personne ne doute du sérieux de la fidélité témoignée par la noblesse à l'égard du tsar. Et qui voudrait aussi trouver à redire à ce que la

noblesse porte maintenant ses sympathies d'un autre côté? Il n'y avait que le tsarisme réactionnaire qui put et voulut protéger les intérêts de la noblesse. Le tsarisme étant tombé, la Russie et la famille couronnée des tsars n'importent plus en rien à la noblesse. Autrefois le pays balte était une partie inséparable de la Russie. Aujourd'hui, la noblesse déclare avec la même conviction que le pays balte ne peut prospérer que sous la couronne de Prusse!

En Allemagne, on parle de la domination des junkers en Prusse. Cette domination rend bien légère à la noblesse balte la séparation d'avec la Russie et lui fait oublier tous ses serments pathétiques, même ceux de date la plus récente. La Russie va manifestement à la démocratie; la noblesse n'y a donc plus aucun avenir. Sous la protection de la couronne de Prusse, et avec l'aide des junkers prussiens, la noblesse balte espère rétablir de nouveau sa puissance réactionnaire. Dans la presse patriotique allemande, on trouve souvent des articles en contradiction avec le soi-disant loyalisme de la noblesse balte le cœur frémissant à l'égard du tsar. On y lit que les Germano-Baltes attendaient depuis bientôt quarante ans, le moment où leur délivrance serait accomplie par le soldat allemand qui, enfin, vient de venir.

La noblesse, si fidèle au tsar, ne savait-elle rien de ces souhaits ardents? Qui le croirait! Mais les

braves Allemands n'en font aucun reproche à la noblesse : « Elle a été condamnée à ce mensonge de fidélité », dit M. E. Heilmann, un socialiste. Mais je pense que la noblesse était assez habile pour tenir, comme toujours, « deux fers sur le feu ».

Et l'on peut dire que les gens de la *Novoïé Vrémia* n'avaient pas si grand tort d'accuser les Germano-Baltes de trahison envers leur pays.

II. — Le projet d'état des Junkers baltes

Les anciennes tentatives faites par les chauvins de l'Empire allemand et des provinces baltes pour provoquer la guerre et entraîner l'Allemagne dans une lutte contre la Russie afin de lui arracher les provinces baltes, échouèrent devant la prudence des dirigeants de la politique impériale allemande.

Avant tout, ceux-ci n'étaient pas assurés de leur supériorité. L'impérialisme allemand ne s'était pas encore suffisamment développé pour oser ouvrir la danse infernale de la guerre mondiale. Le Chancelier de Fer tint ce dessein d'affranchir les frères de race allemande des pays baltes et la plus ancienne colonie allemande comme une politique de professeurs vivant en dehors de la réalité; il ne cacha pas ce qu'il pensait de ces avant-postes germano-baltes de la civilisation et les déclara incultes. Les successeurs de Bismark jusqu'à

Bethmann-Hollweg ne se laissèrent pas davantage entraîner à la guerre. Mais, néanmoins, on continua d'y pousser. Un flot d'écrits et d'articles anonymes furent publiés pour recruter des sympathies en faveur des frères de race allemande opprimés habitant les pays baltes. Une réponse à ces pamphlets parut en 1891, à Erlangen, dans laquelle était caractérisée avec justesse cette excitation à la guerre : « Les pamphlets baltes sont remplis, pour la plupart, d'éclats de haine sauvage contre la Russie; c'est une explosion de mensonges grossiers, de calomnies empoisonnées qui défigurent la vérité de la façon la plus criarde. Le peuple russe tout entier, ses plus hauts fonctionnaires, tout est livré de la même façon au caprice effréné et à la volonté la plus désordonnée d'écrivains insensés; tout est tendancieusement dénaturé et contient d'ignobles mensonges. Ces seigneurs visent-ils à l'arrachement des provinces? Cela pourrait paraître, mais nous avons des raisons d'en douter. Ils ont, avant tout, en vue leur propre intérêt.

« L'Allemagne, vers laquelle ils se tournent, doit simplement leur donner le moyen de réaliser leurs privilèges et de les préserver de nouveaux dommages. Pour atteindre ce but, ils n'hésiteraient pas un moment — cela ressort nettement de leurs mémoires — à susciter une guerre mondiale et à précipiter l'Allemagne contre la Russie. Ils sont un danger et une source de malheurs,

aussi bien pour l'Allemagne que pour leurs propres provinces. Le plus merveilleux de tout cela est qu'ils font parade de leur origine allemande, s'en vantent et parlent beaucoup, dans leurs mémoires, de leur amour pour l'Allemagne. Leur manière d'agir est à la fois traîtresse à leur nouvelle patrie, la Livonie, et à leur pays maternel. Ils sont semblables à des gens sans patrie, abandonnés, qui outragent, décrient et trahissent leur patrie actuelle, la Russie. D'autre part, ils veillent à ne pas se comporter en Allemands. L'Allemagne doit être bien satisfaite d'une telle lignée et d'une telle clientèle! »

Cette résistance, faite par une politique prudente, fut brisée en 1914. Une violente propagande commença avec des hommes nouveaux, de nouveaux buts et de nouveaux moyens. L'impérialisme s'était développé entre temps au point qu'il pensait pouvoir déchaîner l'incendie mondial à son profit. Des écrivains politiques prêts à entrer en campagne essayèrent de prouver que pour cent raisons concluantes les pays baltes devaient devenir une partie de l'Allemagne ou bien que l'on ne pourrait y conjurer « le danger russe ».

Au début de la guerre, les seigneurs germano-baltes avaient perdu les bonnes grâces du pouvoir russe ; d'ailleurs, le mouvement démocratique s'annonçait et la révolution s'accélérait de plus en plus; le féodalisme était sérieusement en danger : raisons suffisantes pour entonner de nouveau les

vieilles lamentations sur l' « abandon et la ruine des martyrs germano-baltes ». Ces féodaux s'entendaient et s'entendent toujours très bien à laisser leurs intérêts matériels à l'arrière plan. Non, pas d'intérêts matériels : l'idéalisme pur pousse ces seigneurs à suivre cette politique....

Le fait que la révolution ne pouvait s'arrêter devant les portes de leurs châteaux, donna lieu à une intervention énergique de leur part et ils eurent recours à toutes sortes de machinations. La révolution fit table rase de leurs privilèges et plus tard liquida leurs propriétés. Leurs biens sacrés étaient en danger, la grande propriété, « base de la civilisation », leur était ravie. C'était un excellent prétexte pour solliciter la protection militaire allemande. Dès que cette protection si impatiemment attendue fut donnée au pays, la noblesse entreprit ouvertement de rétablir son ancienne domination sous un nouveau masque. L'autorité militaire allemande était déjà gagnée à ces buts par le lien d'un même sang et d'une même chair. Dès que celle-ci se sentit le pied ferme sur la terre d'Esthonie, ses chefs commencèrent leur travail de restauration des vieilles institutions de la noblesse, qui tombaient en ruines ou se pétrifiaient. On exhumait les stipulations du traité de Nystadt, que Pierre Ier avait conclu avec la noblesse (1710-1721) et on affirmait bravement que, dans ce traité, les droits que possédaient alors les noblesses esthonienne et lettone avaient été internatio-

nalement garantis pour tous les temps. Une partie même de la presse socialiste allemande adopta cette manière de voir et par suite contribua, de son côté, à renforcer l'attachement de la noblesse au système féodal et à enhardir les seigneurs, aussi bien en Allemagne que dans les pays baltes. La presse vieille-allemande et conservatrice reproduisait les impressions de M. E. Heilmann, qui visita l'Esthonie au début de 1918 comme représentant de la social-démocratie, et faisait remarquer le droit des hautes classes allemandes dans les pays baltes. Qu'on se représente ce fait : des gens qui ont reconnu au gouvernement allemand le droit de violer la neutralité de la Belgique réellement garantie par un pacte international, c'est-à-dire aussi par l'Allemagne, — ce qui n'a provoqué chez Bethmann-Hollweg que ce mot indigne : nécessité ne connaît point de loi! — se présentant audacieusement pour rétablir les droits moyenâgeux de la noblesse balte et voulant baser ces droits sur le traité de paix de Nystadt, sous prétexte que ce traité, et avec lui les droits de la noblesse, ont été internationalement garantis pour tous les temps. Depuis, deux siècles ont passé; la face sociale du monde a complètement changé. Les peuples, sur la tête desquels les seigneurs du temps de Pierre Ier ont établi leur domination, étaient alors des peuples esclaves auxquels aucun droit n'était reconnu et qui vivaient complètement sous la puissance de la noblesse. Mais

aujourd'hui ce sont des peuples libres qui se trouvent en présence de cette noblesse égoïste et leur conscience juge autrement ce que celle-ci considère comme ses droits. Est-ce bien l'affaire de ces seigneurs de faire valoir que c'est leur classe qui a fait don aux Esthoniens et aux Lettons de la liberté et les a rendus citoyens libres? La conséquence logique de ce fait est qu'ils devraient reconnaître que le citoyen libre a avant tout le droit de ne plus être traité en ilote. Citoyens libres, les Esthoniens et les Lettons le sont, non par la grâce de la noblesse balte, mais malgré elle; ils ne reconnaîtront jamais les clauses sur lesquelles des maîtres, depuis longtemps disparus, se sont mis d'accord pour leur asservissement. Le peuple esthonien ne se laissera plus placer sous la tutelle de la noblesse balte. Conscient de son développement intellectuel, politique et matériel, il se sent le droit et l'aptitude de décider lui-même de son avenir et est résolu à donner à son pays une structure et une organisation démocratiques. Il ne veut plus, en aucun cas, se laisser dominer, asservir et exploiter au XXe siècle par une classe privilégiée qui ne représente pas plus de 0,25 % de la population, et qui, par surcroît, est de nationalité étrangère et a par conséquent des intérêts opposés à son développement.

Il était donc tout à fait naturel que des époques de révolution marquassent, avant toutes choses, un changement dans l'ordre légal. Quelle est la

cause de toutes les révolutions, sinon l'obligation d'apporter des modifications fondamentales à un état de choses devenu trop vieux et trop étroit? Cette vérité n'est cependant pas reconnue par la noblesse balte, qui continue à s'appuyer sur ses droits historiques. Mais qu'en est-il de ces droits eux-mêmes? Il s'agit d'une promesse de Pierre Ier tendant à protéger les privilèges de la noblesse autant que ceux-ci sont en accord avec le bien de l'Etat. Mais ces privilèges ne sont pas conciliables avec le bien de l'Etat. Cette promesse n'était pas un engagement de droit. Dans le cours des deux siècles que dura la domination russe, ce droit de la noblesse n'a jamais été pris et défendu sérieusement. Le gouvernement russe n'a pas négligé, dans le cours des temps, de s'emparer morceau par morceau des droits de la noblesse, et certes nullement au profit du peuple esthonien.

Depuis le couronnement d'Alexandre II, le pouvoir tsariste n'a plus tenu sa promesse de maintenir ces droits et, de haut en bas, l'administration du pays fut peu à peu russifiée. Il ne resta plus aux nobles que les restes misérables de leurs privilèges, sans qu'ils puissent sérieusement se révolter contre ce nouvel état de choses. En ce qui concerne l'exploitation du peuple, ils gardaient leur situation de maîtres et c'était pour eux la chose essentielle. Naturellement, la dernière révolution a ébranlé profondément leurs

droits et apporté à maints égards un changement complet. Non seulement il devint tout à fait naturel chez le peuple de penser que la noblesse devait désormais renoncer à ses droits, mais le gouvernement provisoire de Russie le comprit aussi et la noblesse même ne fut pas assez insensée pour ne pas reconnaître cette nécessité, au moins en partie. Le gouvernement provisoire répondit aux justes revendications du peuple, il concéda au pays une large autonomie et réunit l'Esthonie et le nord de la Lettonie, comme leurs populations le souhaitaient depuis longtemps. En conséquence, tous les territoires habités par une population esthonienne furent unifiés et ainsi le terrain se trouva préparé pour l'établissement d'une organisation démocratique.

Des représentants de la noblesse avaient été convoqués pour l'élaboration de ces nouvelles dispositions. Le baron Pilar de Pilchau, le baron Meyendorff et d'autres seigneurs connus d'Esthonie et de Lettonie ont donc apporté leur concours lorsque l'Esthonie reçut l'autonomie et que l'administration du pays fut confiée à des organes démocratiques. Ils ont préféré à ce moment ne pas se targuer de leurs « droits historiques ». Bien plus, la noblesse esthonienne a abandonné presque sans résistance aux nouveaux organes administratifs les droits et fonctions qu'elle détenait jusque-là, autant qu'ils se rapportaient à l'administration du pays; elle a donc reconnu en fait les fondements

juridiques de ce nouvel état de choses. En Lettonie, des réformes importantes étaient de même en préparation. Mais les troupes allemandes ont occupé le pays, et la noblesse revient maintenant à la charge avec ses « droits historiques ».

Elle veut aujourd'hui voir reconnaître les « assemblées de la noblesse », qui représentent seulement les nobles et les grands propriétaires, comme les seuls organismes compétents et que ces assemblées soient considérées comme les institutions constitutionnelles du pays; elle demande que le Conseil National d'Esthonie tel qu'il est établi d'après le décret d'autonomie du 12 avril 1917 qui a dissout les institutions de la noblesse, soit supprimé en sa faveur et que le peuple soit de nouveau politiquement asservi.

Son plan est de réunir en un Etat autonome les trois provinces historiques : Esthonie, Lettonie et Courlande, et de lier cet Etat par une union personnelle et par des traités particuliers à la Prusse et par suite à l'Allemagne. Par une union personnelle et par une convention militaire, les seigneurs veulent s'assurer la « protection allemande ». Les troupes allemandes resteront dans les pays et protégeront les droits moyenâgeux de la noblesse, qui seront de nouveau rétablis pour toujours. Celle-ci espère que cette protection ne sera pas moindre que celle accordée par les tsars pendant les deux derniers siècles et la couronne

prussienne lui paraît assez solide pour sauvegarder ses plans réactionnaires.

Les seigneurs baltes ne souhaitent pas une union intime avec l'Allemagne. Ils veulent posséder une organisation propre. D'après eux, celle-ci ne regarde que le roi de Prusse et la noblesse balte. Le peuple allemand et ses assemblées constitutionnelles n'ont rien à voir dans les affaires intérieures du duché balte, de même que les Esthoniens et les Lettons. Naturellement, ces seigneurs désireraient voir établir cette organisation aujourd'hui plutôt que demain, et, aussi longtemps que les officiers vieux-allemands régneront dans le pays balte, cela serait simple et facile.

L'union des trois provinces contre la volonté des Esthoniens et des Lettons est souhaitée par la noblesse, parce que ses intérêts sont les mêmes dans chaque province. Elle sait très bien qu'unie elle sera plus puissante. Les intérêts des patriciens allemands dans les villes commerciales peu importantes de la Baltique ne sont cependant pas les mêmes, mais la bourgeoisie allemande des pays baltes n'ayant jamais été capable d'avoir une politique propre n'a pas su profiter de leur divergence. Elle a toujours été une suivante fidèle de la noblesse, elle l'est encore aujourd'hui. Avec l'union des trois provinces, la noblesse compte aussi sur un antagonisme, dans cet Etat, entre les Esthoniens et les Lettons. Elle voudrait « diviser pour régner » et toutes ses manœuvres témoi-

gnent de son intention de mettre ce principe en pratique.

Dès le début de l'occupation, l'autorité militaire allemande, d'accord avec la noblesse, a rétabli les institutions féodales qui avaient été supprimées en partie par les mesures de russification du gouvernement tsariste et en partie par la révolution; ces institutions ont été restaurées comme les seules autorités constitutionnelles. Non seulement les assemblées de la noblesse furent rétablies, mais encore tous les organes administratifs en dépendant, jusqu'aux gardes champêtres. Le propriétaire de tout domaine, le surintendant qui s'occupe de sa gestion, disposaient en Esthonie d'un important pouvoir de police. Afin de présenter tout cela sous un meilleur jour et de paraître tenir compte des exigences de l'époque, on cherchait à cacher cette situation sous le voile du nationalisme. Mais pour en arriver à ce travestissement, on devait avoir recours à la démagogie et à la violence.

Nous nous rappelons encore tous comment, en avril 1918, fut lancé télégraphiquement de Riga à travers le monde la nouvelle que le Conseil d'Etat uni d'Esthonie, de Livonie, de l'île d'Oesel et de la ville de Riga avait pris unanimement la décision d'unir les trois provinces et de prier l'Empereur allemand, comme roi de Prusse, d'accepter la couronne ducale balte. D'après cette dépêche, les Assemblées de ces pays, à Reval et à

Riga, avaient pris des résolutions analogues. Les seigneurs cherchaient à faire croire à l'étranger que ce n'étaient pas seulement eux seuls, mais les Esthoniens et les Lettons, qui étaient partisans de l'établissement d'un nouveau duché allemand placé sous la couronne du roi de Prusse. Dans ce but, les seigneurs firent le simulacre d'élargir le recrutement de leur Assemblée de la noblesse, afin de la faire passer pour une véritable Assemblée générale du pays; on manda à Reval, puis à Riga, par l'intermédiaire de l'autorité militaire allemande, comme représentants du peuple esthonien, quelques personnes prises parmi les présidents des assemblées paysannes cantonales esthoniennes; elles devaient avoir l'honneur de siéger à côté des seigneurs et le droit de décider du sort futur du pays. Quelques seigneurs d'origine esthonienne, depuis longtemps germanisés, avaient également été appelés comme représentants de la population esthonienne des villes. On avait naturellement choisi des créatures dociles parmi les présidents des assemblées cantonales. Mais, malgré toute la peine qu'on avait prise, on essuya un dur échec.

Les présidents des assemblées cantonales se révélèrent hommes politiques mûrs à tout point de vue. Ouvertement et loyalement, ils déclarèrent qu'ils n'avaient pas été choisis par le peuple, mais commandés pour cette assemblée par les autorités, qu'ils n'avaient pas le droit de prendre

part à de si importantes décisions au nom du peuple esthonien et n'entendaient pas y participer. Aussitôt après avoir fait ces déclarations, ils voulurent quitter la salle; mais les soldats allemands en occupaient la sortie et ne leur permirent pas de partir.

Comme l'Esthonie et la Lettonie, grâce à l'autorité militaire allemande, étaient coupées du monde et que, seules, les nouvelles de l'extérieur qui plaisaient à cette autorité réussissaient à lui parvenir, les détenteurs du pouvoir croyaient possible d'empêcher le monde de savoir comment les braves paysans esthoniens avaient déjoué leurs calculs.

La façon dont les seigneurs baltes, aidés par l'autorité allemande, cherchaient — au moyen de la plus basse démagogie et de la force la plus brutale — à constituer un mouvement d'opinion en faveur de leur Etat, à flatter les esprits et à faire pression sur eux, est si caractéristique que nous pensons ne pouvoir mieux faire que d'en publier les preuves documentaires, afin que le lecteur puisse juger par lui-même.

III. — La démagogie de la noblesse

Nous voulons montrer rapidement, dans ce qui va suivre, comment la noblesse agit en Esthonie pour falsifier la volonté du peuple esthonien et

tromper le monde sur la véritable opinion régnante chez les Esthoniens.

La preuve la plus frappante d'une telle conduite nous est fournie par l'histoire de l'organisation et de la convocation de la Diète de Livonie (*Landesversammlung*) à Riga et de la session que cette diète y tint.

a) *Description du mode d'élection des délégués esthoniens à l'Assemblée lettone et exposé des débats de cette Assemblée par les Esthoniens ayant été appelés à y participer* (1) [traduction littérale de l'esthonien].

Les élections à la Diète de Livonie, projetées par le Conseil des nobles lettons, furent hâtivement préparées sans que rien fut communiqué auparavant sur cette assemblée et sur son but. Institution et convocation furent faites par le Conseil des nobles lettons qui siégea à Riga le 22 mars.

L'assemblée devait se composer de trente-deux représentants des grands propriétaires, trente-deux représentants des communes, sept représentants de la noblesse et huit du clergé (pris notamment parmi les premiers pasteurs des paroisses lettones), de dix représentants des villes (il n'est pas certain que ces derniers ne furent pas plus

(1) Extrait des documents annexés à une protestation adressée le 3 juillet 1918 au gouvernement allemand par la Délégation d'Esthonie à Copenhague.

nombreux). Le bourgmestre devait, dans chaque ville, être choisi comme représentant. Celui-ci, comme on le sait, était nommé par l'autorité militaire allemande ou sur la proposition de celle-ci par les conseils municipaux qui avaient été renouvelés dans les villes où ceux-ci étaient allemands avant la révolution, comme à Dorpat et à Fellin. Il devait y avoir aussi un représentant de l'Université, mais autant que l'on sache aucun représentant ne fut désigné par l'Université de Dorpat. Les paysans devaient être représentés par des présidents des assemblées cantonales (ou *anciens*), à raison de quatre délégués par district, quelle que fût l'étendue du district. Les districts étaient divisés par les chefs de district en quatre circonscriptions et chacune de ces circonscriptions devait élire un représentant. Dans le district de Dorpat, les ordres furent envoyés le 29 mars et Kambya, Röngu, Wara et Jögewa désignés comme centres d'élections. Les élections devaient avoir lieu le 3 avril.

Les présidents des assemblées cantonales, réunis par ordre, déclarèrent à Kambja, Röngu et Wara qu'ils n'avaient pas été choisis par les assemblées de paysans pour décider des questions de politique générale intéressant le pays et le peuple, mais qu'à cet effet avait été légalement élu, l'année précédente, le Conseil national esthonien, auquel on devait permettre de se réunir. Ils se récusèrent. A Jögewa seulement, malgré les

protestations des anciens des cantons, il fut procédé aux élections sous la pression de celui qui les dirigeait, le chef du district, von Oettingen, et, là, l'ancien du canton de Laius fut élu. A Jögewa, de même qu'ailleurs, on essaya de présenter des candidats étrangers appartenant aux classes cultivées et connaissant plusieurs langues; mais il ne fut pas permis de les élire et il fut ordonné de ne choisir de représentant que parmi les anciens des cantons proposés comme candidats. Dans les trois circonscriptions où les élections avaient échoué, de nouveaux ordres parvinrent, le matin du 7 avril, pour procéder le même jour à un nouveau scrutin. Von Oettingen dirigea encore ces assemblées d'électeurs, d'abord à Wara, puis à Röngu.

Dans la circonscription de Wara fut élu l'ancien du canton de Luunja, Annok, et dans celle de Kambja, Lampmann, l'ancien du canton de Kongota. A Röngu, cette fois encore, personne ne fut élu et von Oettingen nomma de sa propre autorité, comme délégué, Huik, l'ancien de ce canton; il ordonna, en outre, à l'ancien de Kirepi, Ottas, de se présenter à Riga comme remplaçant, dans le cas où il serait nécessaire de compléter le nombre des délégués.

En général, beaucoup d'anciens des cantons ne purent se présenter aux secondes élections, vu l'heure tardive à laquelle l'ordre leur parvint. Ottas était connu pour ses sentiments germano-

philes et Huik comme un homme sans scrupule. Ottas avait, auparavant, pris part à la pétition en faveur de l'occupation allemande.

Dans le district de Werro, et en partie aussi dans celui de Dorpat, on ne fit pas savoir dans quel but l'Assemblée de Riga était convoquée. Dans le district de Werro, on avait annoncé qu'elle était convoquée pour régler la question des approvisionnements.

b) *Déclaration des Esthoniens ayant pris part à l'Assemblée de Riga*

Le 8 avril 1918, nous reçûmes, à Dorpat, du conseiller d'Etat von Oettingen qui était chef de district, des billets de chemin de fer de première classe pour nous rendre à Riga. En même temps, il nous fut ordonné de quitter le soir même Dorpat. A Riga, des chambres étaient retenues pour nous à l'Hôtel du Commerce.

Les représentants élus des anciens des cantons pour le district de Dorpat étaient les suivants : Lampmann, du canton de Kongota, circonscription de Kambja; Annok, du canton de Luunja, circonscription de Jögewa, qui firent ensemble le voyage. De grands propriétaires et d'autres délégués partirent en même temps. A Riga, on nous indiqua nos appartements et on nous avertit que le soir même, le 9 avril, une première réunion devait avoir lieu dans les salles de la « Petite

Guilde ». Avant la séance du soir, le pasteur Jürmann vint pour tâcher de savoir quelle position les anciens des cantons pensaient prendre. Il expliqua qu'il était impossible de rester sous la domination de la Russie, cela ne répondant pas aux intérêts de l'Esthonie et que celle-ci n'était pas suffisamment forte pour adopter une forme de gouvernement indépendant; on ne pouvait pas se retourner du côté de la Suède, vers laquelle les souvenirs du bon vieux temps attiraient encore vivement les sentiments des Esthoniens, parce qu'elle était neutre et ne voulait pas prendre position contre l'Allemagne, qui était prête à nous annexer; l'Angleterre était trop loin pour nous aider, il ne restait qu'à se rendre à l'Allemagne.

A 9 heures eut lieu, dans la salle de la « Petite Guilde », la première réunion à laquelle tous les représentants assistèrent. Parmi les anciens des cantons esthoniens, Toom seul, de la commune de Polli, n'était pas encore arrivé.

Les anciens des cantons esthoniens ne pouvaient entrer en rapport avec les Lettons parce qu'aucun Esthonien ne comprenait le letton et que quelques-uns seulement connaissaient la langue allemande; on ne savait pas quel était le nombre de ces Lettons et combien, parmi eux, parlaient allemand.

Les représentants élus des cantons étaient les suivants :

District de Dorpat : A. Annok, de Luunja; K. Asper, de Laius; Lampmann, de Kongota.

District de Fellin : J. Pöld, de Leebiku; J. Eigo, de Wana-Wöidu; H. Wasmann, de Imawere.

District de Werro : D. Raudsepp, de Wana-Koiola; J. Niggols, de Rasina; H. Haide, de Nursi; P. Koemets, de Mana-Antsla.

District de Pernov : T. Puust, de Tori; J. Mättik, de Reiu; Mitt, de Woltweti.

En plus de ces représentants élus des cantons, se trouvaient dans l'assemblée, Huik, l'ancien de Röngu, désigné comme représentant dans la circonscription de Röngu par le chef de district von Oettingen; puis le bourgmestre de Dorpat, Brock, et les avocats choisis par le conseil municipal, A. Lieven et R. Tarrask; enfin, le bourgmestre Kestner, de Werro, et d'autres bourgmestres. Parmi les grands propriétaires étaient présents : le conseiller baron Stael-Holstein, du district de Pernov; le conseiller baron Stackelberg, de Körde; le conseiller von Oettingen, de Kurema; von Sievers, de Wana-Kuuste, et un autre von Sievers, appartenant à un autre district; un autre baron Stackelberg, puis von Bergmann, du district d'Alatskiwi, et beaucoup d'inconnus. Comme ecclésiastiques esthoniens, on comptait le pasteur Jürmann et le pasteur von Falck, de Kanepi. Il n'y avait aucun représentant du clergé orthodoxe. Enfin, se trouvaient là également Undritz, le fils du fermier de la propriété de Pilka, l'étudiant

Link et l'ancien de la commune de Kirepi, Ottas, qui manifestement n'avaient pas été élus et ne représentaient personne.

Le président de la réunion préliminaire fut le conseiller baron Stael-Holstein, que quelqu'un proposa le lendemain comme président de la réunion officielle ou publique et qui fut élu sans opposition. Celui-ci fit une déclaration en langue allemande, qui fut ensuite traduite en letton et en esthonien; pour cette langue, ce fut le pasteur Jürmann qui se chargea de la traduction. Le président mit alors en discussion la question de la séparation de l'Esthonie d'avec la Russie, et tint lui-même un long discours en faveur de la solution de cette question dans le sens affirmatif, c'est-à-dire en faveur de la séparation. Il fit connaître que l'Assemblée des Représentants d'Esthonie ou du Gouvernement de Reval (à laquelle auraient pris part, sauf erreur, douze présidents d'assemblées cantonales, dix-huit grands propriétaires et d'autres délégués) s'était prononcée unanimement pour le détachement de l'Esthonie de la Russie.

Les anciens des cantons esthoniens prirent la parole sur cette question et déclarèrent que celle-ci ayant une grande importance, ils voulaient auparavant, en discuter entre eux. Le pasteur Falck allait et venait, de temps en temps, parmi les anciens des cantons esthoniens pour les exhorter à s'unir avec les Allemands et, ainsi, à

résoudre immédiatement la question. D'après la déclaration du président, la décision qui devait être prise n'avait pas force d'engagement pour la réunion du jour suivant. Un délégué letton s'exprima avec véhémence pour que la question fut résolue dans le sens affirmatif, comme l'avait recommandé le baron Stael-Holstein. Différents délégués allemands parlèrent aussi dans ce sens. Les délégués esthoniens continuaient à vouloir se consulter entre eux. Sur ces entrefaites, on fit savoir que les membres du Conseil National, qui devait être créé, seraient élus en assemblée publique. Les candidats furent désignés par les Allemands et leurs noms inscrits à la machine à écrire sur des feuilles de papier qui furent distribuées. Ils avaient choisi parmi les Esthoniens des anciens de cantons, comme par exemple Eigo, de Wanna-Woidu; Niggols, de Rasina; Mättik, de Reiu; mais ceux-ci se récusèrent. Dans le district de Dorpat fut présenté, comme candidat, Huik, ancien de l'assemblée cantonale, qui était le délégué désigné par von Oettingen et, vraisemblablement, dans le canton de Dorpat, l'avocat R. Tarrask fut aussi présenté comme délégué des Esthoniens. La séance dura environ deux heures.

Au retour à l'hôtel, des Allemands, comme par exemple le pasteur von Falck, puis Jürmann, Tarrask et Link se joignirent aux anciens des cantons et essayèrent de démontrer aux Esthoniens qu'ils devaient voter pour la séparation

d'avec la Russie, car, dans le cas contraire, l'Allemagne retirerait immédiatement son armée et les Bolcheviks russes pénétreraient aussitôt, par Pskov, sur leur territoire. Ils faisaient valoir, d'après les paroles du pasteur von Falck, qu'alors cela irait mal pour les Esthoniens qui se seraient attirés la haine des Allemands. D'autres présentaient la chose sous le même jour ou bien encore d'une façon tout à fait différente, en déclarant que si les Esthoniens se séparaient de la Russie, les Allemands verraient qu'ils ont confiance en eux et retireraient leur armée pour que le pays puisse se développer librement, mais que si les Esthoniens ne se séparaient pas de la Russie, les Allemands y verraient, d'après les paroles de Tarrask, une preuve de méfiance de la part de l'Esthonie et y maintiendraient une grande armée, puisqu'ils considéreraient les Esthoniens comme des ennemis. L'étudiant Link, plein de zèle, déclara qu'il avait été récemment en Allemagne et invita à venir s'entretenir avec lui de son voyage ceux que la chose intéressait. Les anciens des cantons esthoniens prièrent, enfin, qu'on les laissa seuls, afin qu'ils puissent échanger leurs vues. Une consultation eut lieu entre eux. Ils furent unanimement d'avis qu'ils n'avaient pas le pouvoir de décider de la question du sort de l'Esthonie, mais qu'il fallait donner au peuple lui-même ou à la représentation élue par lui, le Conseil national esthonien, la possibilité d'exprimer la volonté du

peuple esthonien, et qu'il ne pouvait aucunement être question de réunir le peuple esthonien au peuple letton et à la partie lettone du pays balte, comme la Courlande et la ville de Riga l'avaient souhaité.

Cette opinion était aussi celle des anciens des assemblées cantonales paysannes, qui avaient pris part aux réunions et au vote, après avoir exprimé leurs vues et recommandé de ne pas se départir de cette règle de conduite. Cette idée avait été exposée de différents côtés, plusieurs l'avaient notée par écrit. Enfin, on tomba d'accord pour faire oralement une déclaration à l'assemblée au nom de tous les représentants esthoniens et d'en remettre le texte au moment propice, afin qu'elle fût insérée sans modification ni altération dans le procès-verbal de l'assemblée. Tous les anciens des cantons, y compris Huik, qui prit part à la délibération, mais à l'exception d'Ottas, qui était absent, signèrent ce projet de déclaration.

Le matin du 10 avril, les anciens des assemblées cantonales esthoniennes eurent encore, dans leurs appartements, plusieurs entretiens, auxquels assista Toom, l'ancien de Polli, du district de Pernov; celui-ci fit complètement sien le point de vue de ses collègues.

Le baron Stackelberg, le pasteur Jü[illegible] l'étudiant Link et un conseiller, vraisemb[illegible] ment de Sievers, revinrent à la charge [illegible]

essayer de faire prévaloir leur point de vue et d'y gagner les anciens des cantons esthoniens; mais ils n'eurent aucun succès. Après ces pourparlers infructueux, on se rendit de bonne heure au château du gouverneur, où la séance devait commencer à 10 heures. Il fallut attendre encore une demi-heure au moins que les grands propriétaires et les pasteurs qui essayaient de nouveau d'amener les anciens des cantons à adopter la décision qu'ils voulaient imposer, eussent terminé leurs dernières manœuvres.

Enfin, l'assemblée fut ouverte par l'autorité militaire allemande de Riga, qui était représentée par un général accompagné de deux officiers. Le général déclara que le jour précédent l'Esthonie s'était unanimement séparée de la Russie. Il rappela que toutes les décisions devaient être prises en toute indépendance et que chacun devait exprimer librement sa pensée. Il fit ensuite procéder à l'élection du président de l'assemblée. Le baron Stael-Holstein, dont la candidature fut proposée par un Allemand, fut appelé à cette fonction et le général fit part de ce choix à l'assemblée en langue lettone et en langue esthonienne. Le baron Stael-Holstein tint alors un long discours pendant toute la durée duquel les membres de l'assemblée restèrent debout. Ce discours, dans lequel le président exprima ses remerciements pour l'aide et le secours prêtés par les armées allemandes, fut ensuite traduit en letton, puis en esthonien par

le pasteur Jürmann, car la plus grande partie des anciens des cantons, comme il a été dit plus haut, ne comprenaient pas du tout l'allemand. Il arriva que ceux qui comprenaient cette langue s'empressèrent d'adopter les propositions qui leur étaient faites en allemand avant que ceux qui ne la comprenaient pas aient pu en prendre connaissance.

Le président de l'assemblée mit en discussion la question de la séparation de la Lettonie et de la Russie, et proposa de la résoudre dans le sens affirmatif. Alors quelqu'un prit la parole, vraisemblablement un Allemand, puis un Letton, qui parla avec beaucoup de vivacité en faveur de la séparation, ce à quoi on applaudit. Après que ces discours eurent été traduits en esthonien, l'ancien de canton Kœmets se leva et déclara que les anciens des assemblées cantonales esthoniennes ne pouvaient prendre part à cette assemblée et à la discussion des questions soumises à leur décision, puisqu'ils n'appartenaient pas à cette région, mais à une partie du pays esthonien, qu'ils n'avaient pas été élus pour prendre de résolutions de cette nature, n'ayant reçu aucun mandat de l'Esthonie ni de son peuple. Ils rappelèrent qu'il appartenait seulement aux représentants élus de l'Esthonie unifiée de se prononcer à ce sujet et qu'on devait permettre à ces derniers de se réunir. Kœmets, appuyé par les autres délégués des cantons, exprima le désir de donner lecture de la déclara-

tion qu'ils avaient rédigée dans ce sens, afin qu'elle figurât au procès-verbal; mais le président répondit à ce dernier qu'il n'avait qu'à présenter verbalement ce qu'il désirait faire connaître à l'assemblée. Les anciens des cantons ayant maintenu leur demande, malgré la fin de non-recevoir qui lui était opposée, le président proposa une suspension de séance d'une dizaine de minutes pour délibérer s'il fallait laisser lire ou non cette déclaration. Pendant cette suspension, les anciens furent pris à parti par les autres membres de l'assemblée et chacun d'eux dut faire face à plusieurs adversaires. On leur demandait pourquoi ils n'avaient pas reçu pleins pouvoirs du peuple quand on les avait délégués, et puisqu'ils ne croyaient pas devoir exprimer leur opinion comme représentants, pourquoi ils n'exposeraient pas leur point de vue personnel. Les anciens des assemblées cantonales esthoniennes répondirent que s'ils pouvaient affirmer personnellement qu'ils étaient partisans de rompre tous liens avec la Russie, ils ne croyaient pas cependant avoir le droit de le faire au nom du peuple esthonien et qu'ils n'étaient pas venus pour faire connaître leurs opinions personnelles. Après une suspension d'une demi-heure environ, la séance fut reprise et il fut permis à Koemets de faire sa déclaration en langue esthonienne. Le président n'en traduisit en allemand que quelques phrases, bien que les anciens des cantons y eussent annexé une tra-

duction complète en allemand. Un d'eux, qui comprenait l'allemand, déclara que le président avait très imparfaitement rendu le contenu de la déclaration. Du reste, cette déclaration ne fut pas ensuite traduite en letton. Les anciens des assemblées cantonales esthoniennes firent alors savoir qu'ils quittaient l'assemblée et se dirigèrent vers la porte. Déjà quelques-uns d'entre eux avaient atteint la sortie lorsque le baron Stael-Holstein s'écria qu'au nom de l'autorité militaire allemande il ne permettait pas que l'on sorte de la salle. Les anciens des cantons, contraints par la force de rester, firent alors connaître qu'ils ne prendraient pas part au vote. Le baron Stael-Holstein répliqua qu'ils devaient voter pour ou contre et mit aux voix la question de la séparation de la Lettonie et de la Russie. Pendant le vote, les anciens des cantons restèrent assis, tandis que les autres représentants se tenaient debout. Le président prononça quelques paroles en allemand, puis on commença d'élire les membres du Conseil d'Etat. Les députés esthoniens déclarèrent de nouveau qu'ils ne prendraient pas part aux élections et ne se laisseraient pas élire; ils demandèrent, en même temps, que toutes leurs déclarations fussent consignées dans un procès-verbal. Le secrétaire répondit que la déclaration qu'ils avaient déjà présentée étant signée de leurs noms, il n'y avait pas lieu d'en faire mention dans un procès-verbal. Du reste, il ne fut pris que des

notes au crayon et aucun procès-verbal ne fut dressé.

Il arriva que quelques anciens des cantons, déjà proposés par les Allemands à la réunion préliminaire, furent quand même élus : Mattik, du district de Pernov; Niggols, du district de Werro; Pöld, du district de Fellin; Huik, du district de Dorpat. Mattik était parti; ceux qui étaient restés rappelèrent de nouveau leur manière de voir et déclarèrent qu'ils n'acceptaient pas l'élection. Le président répondit qu'ils étaient élus et qu'il ne laisserait pas procéder à un nouveau vote. Parmi les élus se trouvaient également Tarrask, Undritz et Ottas; ce dernier fut désigné comme remplaçant du délégué de Fellin, bien qu'il n'appartint point à ce district.

Les anciens des cantons esthoniens demandèrent encore une fois que toutes leurs protestations fussent enregistrées, mais le président et le secrétaire ne prêtèrent aucune attention à leur demande et ce dernier leur objecta qu'ils avaient déjà présenté une déclaration écrite qui servirait à établir le procès-verbal de la séance. Le procès-verbal de l'assemblée resta inachevé. La séance se termina vers midi.

Après le déjeuner, le baron Stackelberg vint procéder à un interrogatoire; il demanda qui avait rédigé la déclaration, et si ce n'était pas Olesk; il était d'avis que ce ne pouvait pas être l'œuvre des anciens des cantons. Il dit également que s'il

se trouvait quelqu'un parmi eux pour affirmer que la déclaration écrite avait été préparée à l'avance, elle leur serait rendue et qu'ils ne seraient pas inquiétés, mais que, dans le cas contraire, ils pourraient avoir à s'en repentir, car l'autorité allemande n'aurait alors aucun ménagement à prendre à leur égard. Il leur suggéra d'agir sur le peuple, de faire des réunions pour travailler l'opinion et de faire prévaloir le même point de vue auprès de leurs autres collègues. Les anciens des cantons répliquèrent qu'ils ne pouvaient pas organiser de réunions pour la bonne raison que cela était défendu. Le baron Stackelberg répondit qu'il en référerait à l'autorité militaire. Le soir même, au moment où les anciens des cantons voulurent partir, le baron Stackelberg annonça qu'il en avait conféré avec l'autorité militaire allemande et que celle-ci avait permis de tenir des réunions. Huik et Ottas restèrent à Riga, tandis que les autres partirent. Toom resta aussi. On ne sait pas si ce fut de sa propre volonté. Après la grande assemblée on n'a plus revu ni Link, ni Undritz. D'après des renseignements privés, la seconde question portée à l'ordre du jour aurait été la question de l'annexion à l'Allemagne.

DÉCLARATION
des Anciens des assemblées cantonales esthoniennes à l'Assemblée lettone, tenue à Riga le 10 avril 1918

Nous soussignés, représentants des anciens des cantons des quatre districts esthoniens, convoqués par ordre dans une ville étrangère, notifions ce qui suit :

« 1° Considérant que les habitants des communes esthoniennes nous ont élus en vertu de la loi communale de 1866, que cette loi ne donne pas le droit aux présidents des assemblées cantonales de paysans de décider eux-mêmes au nom des habitants des questions qui concernent l'organisation de l'Etat et l'administration de notre pays, ou de déléguer des représentants dans quelque institution que ce soit pour trancher de telles questions, nous ne pouvons nous considérer comme les représentants légaux et dûment qualifiés de la population esthonienne pour résoudre les questions posées.

« Nous croyons n'avoir ni le pouvoir ni le droit de prendre des décisions ayant valeur obligatoire pour le pays et pour le peuple, d'autant plus que la loi électorale de 1866 a été modifiée le 22 juin 1917 et que de nouvelles administrations communales et de nouveaux anciens de cantons ont été légalement élus à notre place. En conséquence, nous ne prenons part à aucun des votes par lesquels on veut décider ici de l'avenir du peuple esthonien ou d'une partie du pays esthonien.

« 2° Les quatre districts de l'ancien gouvernement d'Esthonie sont rentrés dans l'unité politique du pays

esthonien, qui a été légalement établie d'après les frontières ethnographiques du peuple esthonien et conformément aux aspirations séculaires du peuple esthonien. Le peuple esthonien tout entier possède maintenant, conformément à la loi promulguée le 30 mars-12 avril 1917, sa représentation légale, qui est le Conseil National esthonien.

« Comme on se propose aujourd'hui de déclarer à nouveau valables les anciennes frontières des gouvernements, de sorte qu'une partie du peuple esthonien serait unie politiquement au peuple letton, alors que les deux peuples ont été unanimes à reconnaître qu'il valait mieux qu'ils restent séparés et échangent leurs opinions ou prennent leurs décisions entre eux et dans leur propre langue, nous exigeons résolument ici, comme membres du peuple esthonien ne voulant pas aller à l'encontre des vœux de nos mandants, que l'unité politique esthonienne de l'ancien gouvernement d'Esthonie et de la partie septentrionale de l'ancien gouvernement de Lettonie soit maintenue dans l'avenir et que la représentation légale de tout notre peuple et de l'ensemble de notre pays, le Conseil national provisoire esthonien, élu conformément à la loi du 30 mars-12 avril 1917, puisse continuer sans obstacles son travail.

« 3° En sa qualité de représentant légitime du peuple esthonien, le Conseil national, s'appuyant sur le décret rendu par le Gouvernement russe, qui accorde aux peuples le droit de disposer eux-mêmes de leur sort, a décidé que l'Esthonie devait être, dans l'avenir, un Etat démocratique indépendant. Nous n'avons aucune raison de douter que cette décision corresponde aux

désirs de la majorité du peuple esthonien et nous n'avons pas le droit de la modifier ici au nom de notre peuple. En conscience, nous ne pouvons qu'affirmer qu'elle satisfait le peuple esthonien plus que toute autre manière de résoudre le statut futur de notre pays. Toute autre solution, quelle qu'elle soit, serait contraire à la volonté de l'énorme majorité du peuple esthonien.

« 4° Le peuple esthonien veut vivre librement, en dehors de tout parti et en relations amicales avec les autres pays, suivant sa propre organisation politique. Nous pouvons l'affirmer.

« Quant à la nature des relations que l'Esthonie veut avoir avec l'Allemagne ou avec quelque autre Etat voisin de la mer Baltique que ce soit, la population esthonienne doit en décider par l'organe de la représentation qu'elle s'est donnée librement et en toute indépendance.

« Quant à nous, élus fortuitement par les anciens des cantons, nous n'avons pas le droit ici, dans un pays étranger, de prendre une résolution qui aurait force de loi comme étant l'expression vraie de la volonté du peuple. C'est ce que, selon notre conscience, nous devons affirmer publiquement.

« Considérant comme notre devoir sacré de faire connaître publiquement tout ce qui a été dit ci-dessus, nous avons le ferme espoir que le puissant peuple allemand, dont les troupes, conformément au traité de paix russo-allemand, aident en ce moment à rétablir l'ordre dans le pays, ne verra aucun danger pour ses intérêts politiques et nationaux dans les efforts que fait le peuple esthonien pour acquérir l'indépendance,

mais qu'au contraire le peuple allemand et ses organes politiques aideront à réaliser dans les provinces baltiques le principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, principe que le peuple russe devenu libre a reconnu. Dans ce cas, les troupes allemandes, en quittant notre pays, emporteraient non seulement la gratitude de la population pour avoir été les protectrices de l'ordre et de la sécurité publics, mais l'Empire allemand laisserait pour toujours dans les cœurs esthoniens le souvenir d'un puissant protecteur des petites nations et d'un créateur d'Etats libres, conformément aux désirs de leurs peuples.

Ont signé les représentants des districts suivants :

District de Tartu (Dorpat) : Aleksander Annok, de Luunja; Karl Asper, de Laius; Lampmann, de Kongota.

District de Viljandi (Fellin) : Juhan Pöld, de Leebiku; J. Eigo, de Wana-Wöidu; H. Vasman, de Imawere.

District de Võru (Verro) : Daavet Raudsepp, de Wana-Koiola; Julius Niggols, de Rasina; Jaan Haide, de Nursi; Peter Koemets, de Wana-Antsla.

District de Pärno (Pernov) : Tönes Puust, de Tori; Jacob Mattik, de Reiu; Mitt, de Woltweti; Toom, de Polli; J. Huik, de Röngu.

L'Assemblée du pays de Reval

Une « Diète » nationale esthonienne se réunit par ordre, le 9 avril 1918, au château de Reval. Elle se composait de représentants nommés par l'autorité allemande.

Avaient été convoqués : quinze délégués des paysans (anciens d'assemblées cantonales), un représentant de Port-Baltique qui apparemment fut considéré aussi comme un représentant de paysans, seize grands propriétaires, quatre représentants de la noblesse, six représentants du clergé et dix des villes.

Le lieutenant-général de Seeckendorf ouvrit la séance et mit en discussion les deux questions suivantes :

1° La séparation d'avec la Russie;

2° L'élection de quatorze délégués au « Conseil du pays baltique uni ».

Le baron Dollingshausen fut élu comme président de l'assemblée. Il ouvrit la discussion sur le premier point.

L'ancien du canton de Waikna, Tonkmann, qui prit la parole, déclara : « On a l'intention de discuter ici des questions politiques; or nous, anciens des cantons, nous n'avons pas pouvoir, d'après la loi de 1866, pour prendre des décisions politiques. Il est possible que ce droit appartienne,

d'après la loi, aux grands propriétaires, mais je prie les maires de ne pas prendre part au vote qu'on va émettre ».

L'ancien de Keila, Tähe, dit de même : « Les anciens des assemblées cantonales ont été réunis ici par ordre, sans qu'on leur ait fait connaître dans quel but. Nous n'avons donc pu, chez nous, nous enquérir de l'opinion du peuple et nous n'avons pas le droit de prendre quelque décision que ce soit au nom de ce dernier ».

Le pasteur Hahn, un Allemand, répondit : « Si vous n'avez pas reçu pleins pouvoirs du peuple, vous avez votre conscience suivant laquelle vous devez agir. Moi non plus je n'ai pas été élu par le peuple, mais je sais ce que le peuple veut et plus tard je lui ferai savoir la décision de ma conscience ».

Tähe répliqua : « Les paroles de M. le Pasteur m'affermissent dans ma décision; moi aussi je veux agir d'après ma conscience et ma conscience me dit que je ne dois pas prendre part au vote. Si la vôtre vous permet de prendre des décisions au nom du peuple, la mienne ne me le permet pas ».

L'ancien d'Esna, Septer, ajouta : « Je me range entièrement à l'avis de mes collègues qui pensent que nous n'avons pas le droit de décider ici au nom du peuple. En ce qui concerne la séparation d'avec la Russie, le point de vue du peuple est connu : il ne veut pas rester sous la domination russe ».

L'avocat Keerd, agent allemand, vint à la rescousse et insinua : « Vous dites que, d'après la loi, aucun droit de décision ne vous appartient. Mais qui a publié cette loi? le Gouvernement russe. Le gouvernement n'existe plus, donc la loi n'existe plus. Actuellement, nous avons provisoirement comme gouvernement le Gouvernement allemand. Celui-ci nous donne le droit de décider de ces questions. Vous n'êtes responsables devant personne ».

Tähe reprit : « Si nous prenions ici des décisions de ce genre, nous deviendrions traîtres à notre peuple et nous ne pourrions plus réapparaître dans notre pays ».

Le baron Schilling, propriétaire foncier allemand, crut devoir dire : « Si je donne ma voix, je ne la donne d'une façon absolue qu'en mon nom. Que vous ayez une arrière-pensée ou non, cela est tout à fait indifférent. La question est posée de la manière suivante : « voulez-vous faire connaître votre opinion personnelle? » Vous n'avez pas besoin de vous prononcer au nom du peuple ».

Tonkman et Tähe déclarèrent de nouveau qu'ils ne pouvaient pas prendre part au vote. Tähe répéta qu'il ne voulait pas passer pour traître à ses compatriotes.

Von Brevern, l'ancien député allemand de la Douma, interrompit : « Faites connaître le nom de l'homme qui parle ici de cette manière, il faut

lui en faire rendre compte en justice. Je propose de clore la discussion ».

Le président fit alors observer : « Ici, chacun a le droit d'exprimer ses pensées; que la discussion continue ».

Le délégué allemand, faisant fonction d'interprète, ayant déclaré que : « le Gouvernement allemand considère tout membre qui ne vote pas comme sujet du Gouvernement russe », Tonkman répondit : « Je maintiens mon point de vue et je ne peux pas parler au nom du peuple. Si nous voulons prendre parti, nous ne le pouvons que comme personnes privées ».

Le baron Schilling reprit : « Il n'est question que de savoir si nous voulons rester sous la domination russe ou non; là seulement est la question ».

A nouveau Tähe objecta : « Ici il n'est pas seulement question de la séparation d'avec la Russie, mais aussi, comme il ressort du procès-verbal de l'assemblée de la noblesse, d'une annexion à l'Allemagne et cette question nous ne pouvons pas la trancher ».

Une voix du côté allemand s'écria : « Il ne s'agit pas d'une annexion à l'Allemagne ». Dellingshausen mit alors au vote la question de la séparation d'avec la Russie. Tähe, ayant demandé qu'on permît aux anciens des cantons de se consulter avant le vote, Dellingshausen répondit :

« Non, cela le Gouvernement allemand ne l'a pas autorisé ». Les anciens demandèrent alors qu'on inscrivît au procès-verbal qu'ils votaient à titre privé et non comme représentants du peuple ou comme fonctionnaires.

Dellingshausen assura qu'il serait fait mention de cette observation au procès-verbal.

On procéda au vote et la séparation d'avec la Russie fut votée à l'unanimité.

Pour ce qui a trait au second point, l'élection des représentants au Conseil de l'Etat baltique, les anciens des cantons demandèrent le droit d'élire entre eux leurs quatre délégués, ce que le président leur refusa. Ils proposèrent leurs candidats, auxquels les propriétaires opposèrent les leurs, qui furent également élus. La plupart des votes eurent lieu par bulletins, les autres par acclamation. Au total : quatre anciens de cantons esthoniens, quatre représentants de la noblesse allemande, quatre représentants allemands des villes et deux représentants allemands du clergé furent élus. Afin de donner le change sur cette prétendue « représentation du pays » créée dans de pareilles conditions, et afin de conférer en même temps l'autorité nécessaire au Conseil de l'Etat baltique et à ses décisions en le couvrant de l'assentiment du peuple, une campagne fut entreprise pour recueillir des signatures en Esthonie. Tous les moyens furent employés pour atteindre ce but. Parmi les documents relatifs à cette

tentative, nous reproduisons ici, comme particulièrement caractéristique, la circulaire suivante :

a) *Circulaire portant la signature du secrétaire du corps de la noblesse allemande d'Esthonie*

Très Révérend Pasteur,

Le 12 avril, le Conseil national balte à Riga a pris les décisions historiques que vous connaissez. S'il n'y a pas le moindre doute que ces décisions répondent à la volonté de la grande majorité de la population d'Esthonie de même qu'aux intérêts de tout le pays, il apparaît cependant désirable de susciter de nouvelles déclarations, et cela parmi toutes les classes de la population esthonienne, afin que, par ces déclarations, les décisions du Conseil de l'Etat baltique rappelées ci-dessus se trouvent expressément ratifiées. Comme j'ai reçu de personnes compétentes une invitation à agir dans ce sens, je me permets d'adresser cette demande à de très nombreuses personnes, de toutes conditions, sans distinction de nationalité, pour qu'elles nous aident de leurs conseils et de leurs actes à remplir le grand devoir qui nous incombe présentement. Pour cette raison, je vous prie, M. le Pasteur, de bien vouloir mettre votre autorité éprouvée au service de cette grande œuvre.

Il y a lieu de ne point perdre de vue les points suivants :

1° Il est préférable, en général, de répartir le travail, c'est-à-dire de s'adjoindre les personnes sûres et

actives qui jouissent de la confiance du peuple, en première ligne les Esthoniens, mais si cela est nécessaire, les propriétaires également, et de leur confier le soin de recueillir les signatures;

2° Il faut appuyer particulièrement sur l'argument de propagande suivant : l'avenir du pays est décidé depuis la résolution prise par le Conseil de l'Etat baltique. Du vote obligatoire actuel dépend la question de savoir si nous conserverons une administration militaire avec toutes ses duretés, ou si nous obtiendrons une administration autonome;

3° Chaque déclaration doit, autant que possible, ne porter que des signatures de personnes appartenant à un district bien défini : propriété, commune, village, partie d'une paroisse, paroisse, bourg, etc., par exemple, ou de membres d'une société déterminée;

4° Le nombre des signatures a une importance décisive;

5° Le bureau central s'appelle « Office de renseignements » ou « Teadete büroo », à Reval, Schniedestrasse, 29. Cet office donne tous les renseignements, reçoit les notices et les déclarations déjà signées. Tous les écrits adressés à ce bureau doivent être remis aux commandants de place, qui ont reçu des instructions à ce sujet;

6° Il faut se hâter. Les déclarations auxquelles il est fait allusion doivent, autant que possible, être remplies dans les quatorze jours; cependant on est prié de ne pas considérer ce dernier délai comme ne pouvant pas être prorogé.

Si vous ne deviez pas, M. le Pasteur, tenir pour possible de rechercher et d'instruire personnellement les

personnes de confiance auxquelles il est fait allusion, je vous prierais d'indiquer à l'Office d'information des personnes sûres et de nous retourner les déclarations esthoniennes ci-annexées. L'Office se chargera de donner suite à l'affaire.

Le 23 avril 1918.

Avec l'expression de ma constante considération,

Votre tout dévoué,

Otto SCHULMANN.

***

Comme manifestations caractéristiques de l'action entreprise par la noblesse pour recueillir des signatures, nous citerons les quelques faits suivants.

Sur l'ordre du pasteur von zur Mühlen, d'Hapsal, le propriétaire du bien de Kiltsi, le seigneur von Hunnius, affichait, dans le moulin à vapeur et la carderie de laine de la propriété, une feuille destinée à recevoir les signatures. Tout paysan qui ne voulait pas signer était renvoyé avec son grain. Les personnes qui recueillaient les signatures étaient autorisées à porter des armes à feu.

Le seigneur Merling, propriétaire du bien de Kiiu, ayant fait connaître qu'une réunion publique aurait lieu dans le but de faire de la propagande pour recueillir des signatures, les habitants décidèrent de ne pas prendre part à cette réunion. Lorsque la nouvelle en vint aux oreilles de Mer-

ling, celui-ci fit arrêter par des soldats allemands de la place de Kolga le secrétaire de la commune et le menaça de dix ans de travaux forcés pour propagande anti-allemande. Plus tard, le secrétaire fut remis en liberté, mais resta sous la surveillance de la police.

Comme l'autorité militaire allemande et les milieux germano-baltes d'Esthonie redoutaient le jugement de l'opinion publique, leurs représentants ont fait le nécessaire pour couper complètement l'Esthonie de l'extérieur et empêcher qu'on eut connaissance de ces actes.

La correspondance postale avec l'étranger et même avec l'Allemagne fut complètement interdite dans les premiers temps qui suivirent l'occupation de l'Esthonie par les troupes allemandes. Dans la suite, la correspondance fut placée sous la surveillance de la censure, mais en réalité les relations avec l'extérieur restèrent chose impossible. La fermeture de la frontière était si complète que les journaux berlinois, comme le *Berliner Tageblatt* ne pouvaient pénétrer en Esthonie s'ils contenaient des articles sur la question esthonienne ne correspondant pas aux tendances de l'autorité militaire allemande en Esthonie.

VIII

RUSSIE ET ESTHONIE

Russes et Esthoniens

Il peut paraître singulier à un étranger qu'un aussi petit peuple que les Esthoniens ait commencé de prétendre à l'indépendance politique alors qu'il devait sembler d'une politique avisée de rester uni avec la Russie comme par le passé. Comment les Esthoniens en sont-ils venus à abandonner cette manière de voir ?

Les antipathies des Esthoniens vis-à-vis de la Russie ne sont pas de date récente, elles remontent loin dans le passé. Elles étaient surtout dirigées contre le tsarisme, autrement dit le tsarisme symbolisait tout le mal. Et on peut déclarer que le mouvement révolutionnaire dirigé contre le tsarisme avait frayé le chemin à des relations sympathiques entre le peuple russe et les Esthoniens. Mais cela n'est pas allé assez loin pour que l'image sombre du passé se fût complètement dissipée quand le tsar fut précipité du trône. Loin de là, on doit dire que le cours de la révolution a sou-

levé d'autres difficultés qui n'étaient pas propres à changer les antipathies en sympathies.

Lorsqu'on essaie de trouver les raisons de l'antipathie des Esthoniens à l'égard de la Russie, on voit que si les fautes commises par le tsarisme contre le peuple esthonien y entrent pour une grande part, le tsarisme n'est pas seul coupable, et que, d'une façon évidente, les cercles dirigeants du peuple russe en sont également responsables.

Il ne faut pas négliger également certains facteurs ethniques. A ce sujet, les deux peuples s'en sont allés chacun de leur côté. Ils sont totalement étrangers l'un à l'autre par la langue aussi bien que par les mœurs et les traditions. En outre, des facteurs politiques interviennent d'une façon tout à fait décisive.

Le peuple esthonien ne pouvait pas rester indifférent alors que son sort devenait de jour en jour plus misérable sous la domination russe. Après deux siècles, la légende du bon vieux temps suédois vivait encore et ce bon vieux temps apparaissait dans l'imagination d'autant plus enviable que la Russie traitait le peuple avec moins de ménagement : l'autorité russe ne fit rien pour gagner les sympathies du peuple. Et, cependant, elle aurait pu très facilement y parvenir. Au lieu de restreindre en faveur du peuple la puissance de la noblesse féodale, d'accorder au peuple des droits politiques, d'améliorer quelque peu ses conditions d'existence et d'empêcher les plus grossières

atteintes portées aux droits de l'homme, l'autorité russe a non seulement maintenu la suprématie de la noblesse, mais elle l'a soutenue de toute façon, au grand dommage du peuple, et a ratifié l'oppression et l'exploitation la plus ouverte.

Pour la culture du peuple, le Gouvernement russe a fait en Esthonie aussi peu de choses que dans la Russie même. S'il retira l'école des mains des hautes classes allemandes, ce ne fut pas du tout pour servir la culture du peuple, mais pour utiliser l'école comme moyen de russification.

A l'exemple de ce que fit l'Allemagne dans la Pologne prussienne et dans les anciennes provinces danoises, la Russie essaya de russifier par force ses peuples allogènes. Les créatures politiques du tsarisme ne voyaient pas d'autre moyen de parvenir à intéresser les peuples à l'Etat que de les dénationaliser. Certes, elles savaient parfaitement que ces peuples n'étaient pas satisfaits de l'autorité russe. Aussi pressentaient-elles que ces pays n'étaient pas très solidement attachés à la Russie. Pour assurer à l'Etat la possession de cette bande de territoires limitrophes du grand empire, on voulut par la force métamorphoser leurs populations en Russes. Alors on russifia l'école. Sans doute, ces créatures auraient dû comprendre que l'école populaire esthonienne n'était pas du tout au même niveau que l'école populaire prussienne et que pour cette raison déjà il était impossible d'entrevoir la réalisation de la russification du

peuple par ce moyen. Mais elles ne comprirent pas cela.

Il arriva que ce ne furent pas des pédagogues, mais des créatures politiques, qui dirigèrent l'école, créatures tenues pour capables de se servir de l'école comme moyen de dénationalisation.

En Esthonie, la chose avait été confiée au prince Chakhovskoï. Celui-ci fut, en 1885, gouverneur d'Esthonie et il régenta le pays comme un vice-roi de Chine. Pour gagner la faveur populaire, il attisa, en démagogue, le mécontentement du peuple contre la noblesse et le clergé luthérien, mais dans le but exclusif de poursuivre plus facilement l'exécution de ses plans de russification. A cet effet, il favorisa un journal esthonien, soi-disant comme organe germanophile, mais qui avant tout avait mission d'exalter tous ses actes en faveur de la russification. Ce journal avait à Reval son censeur particulier, placé directement sous les ordres du gouverneur, tandis que le reste de la presse esthonienne était soumis à la censure, à Dorpat. Ce dictateur fut sans pitié vis-à-vis des Allemands, il supprima toutes leurs vieilles institutions et russifia non seulement la police, l'administration, la justice, mais encore l'administration municipale dans les villes et les campagnes, et aussi l'école. Il fit apposer, le plus haut possible, dans les rues des villes des noms russes; il obligea les commerçants à mettre des enseignes russes et força même à rédiger en russe les inscriptions

faites pour présenter les produits aux expositions agricoles. Il fit russifier les noms des communes et était prêt à prendre toutes les mesures coercitives en son pouvoir pour hâter la russification.

Depuis longtemps, le peuple désirait ardemment des réformes. L'administration, la police et la justice, institutions féodales, pesaient lourdement sur le peuple, qui avait la naïveté de croire que le tsar voulait améliorer sa situation, mais que les puissants seigneurs s'y opposaient. On prenait le dictateur pour un libérateur et on caressait de grands espoirs. Le peuple croyait pouvoir attendre de la réforme judiciaire droit et justice contre la noblesse.

La justice russe eut certainement ses avantages. On peut dire que les juges russes s'efforcèrent de garder une certaine impartialité. Mais comme ils ne comprenaient pas un mot d'esthonien et qu'ils ne pouvaient suivre les affaires plaidées en cette langue, leurs bonnes dispositions restaient souvent sans effet. On ne nomma point de juges esthoniens, parce qu'on ne pouvait pas attendre d'eux qu'ils accomplissent avec assez de soumission l'œuvre de russification. Le juge était donc instruit des affaires dans la mesure seulement où son interprète voulait bien les lui faire connaître. D'ailleurs, l'interprète était généralement un homme sans culture juridique, qui était incapable de rendre exactement en russe ce qu'il entendait en esthonien. La nouvelle justice fut plutôt pour

le peuple un malheur. De plus, les juges furent secrètement avertis qu'ils devaient veiller dans les procès entre paysans et propriétaires à ce que les premiers n'obtiennent pas trop souvent gain de cause. La Cour suprême fit observer à certains tribunaux de district que les seigneurs étaient trop fréquemment condamnés dans des procès avec des paysans. Dans l'administration et dans la police, il arriva bientôt que les partisans des seigneurs occupèrent, comme par le passé, les postes importants et que ceux-ci virent leurs intérêts sauvegardés comme autrefois, avec cette seule différence que leurs mandataires soutenaient maintenant leurs intérêts en russe au lieu de le faire en allemand. Au début, les seigneurs se raidirent contre la russification ; mais, lorsqu'ils s'aperçurent que le gouvernement était intraitable à ce sujet, ils cessèrent leur opposition et apprirent le russe avec application. En fait, le gouvernement n'avait apporté aucun changement essentiel. Les privilèges dont jouissaient les seigneurs restèrent intacts.

Pour donner à grands traits une image des souffrances qu'endura le peuple esthonien durant la période de russification, qu'on nous permette de citer encore quelques faits.

Les bureaux des administrations communales paysannes furent transformés en services administratifs complètement dépendant de l'organisa-

tion chargée de la russification. Comme les anciens des communes et des cantons, qui sont élus par les paysans ne comprenaient pas le russe, il leur était impossible de contrôler exactement ces services. Le secrétaire de mairie devint ainsi une personnalité d'autant plus puissante qu'il s'entendait mieux à rester en bons termes avec les fonctionnaires russes.

La russification des écoles secondaires et de l'Université a eu, jusqu'à un certain point, pour effet de démocratiser l'école, mais cela d'une façon toute imprévue. Comme les instituteurs russes étaient plus fonctionnaires que pédagogues, les élèves furent davantage abandonnés à eux-mêmes et leur fierté d'écolier, à laquelle les instituteurs allemands veillaient avec zèle, baissa beaucoup. Les nombreux étudiants russes qui vinrent à Dorpat après la russification de l'Université, exilés là, en partie, comme des éléments politiquement sûrs, donnèrent naturellement à la jeunesse universitaire de Dorpat un caractère tout à fait nouveau. Si les corporations allemandes d'étudiants avaient autrefois régné sur les Universités et leur avaient imprimé leur caractère, ce fut au tour des Russes de leur donner la physionomie d'institutions démocratiques. Le corps des étudiants allemands fut bientôt mis au pied du mur et les Esthoniens, Lettons et tous ceux qui avaient été opprimés autrefois par les Allemands, purent désormais respirer librement.

Bien qu'on ait dit aussi, du côté allemand, que la russification de l'école avait été méthodiquement révolutionnaire et que le gouvernement avait systématiquement soulevé le peuple contre les hautes classes allemandes, ce n'est pas exact. La campagne poursuivie à l'instigation du gouverneur Chakhovskoï, à Reval, par le journal esthonien dont il a été parlé, n'avait aucun caractère révolutionnaire. L'école vivait uniquement dans l'atmosphère des idées révolutionnaires. Le caractère strictement policier de la surveillance avait contribué à créer cet état d'esprit en faisant haïr l'autorité. Les instituteurs-fonctionnaires n'avaient qu'une très faible influence morale sur les élèves. Les instituteurs allemands, comme soutiens de l'esprit conservateur, étaient parvenus à intéresser les élèves des écoles secondaires à l'état de chose existant et cela, au point que, pour la plus grande part, ils avaient demandé avec la corporation d'étudiants « Livonia » que tout restât comme par le passé.

Les instituteurs russes ne purent rien faire de semblable. La jeunesse, par suite, devint de plus en plus accessible à l'esprit de liberté. Toutes les mesures furent prises, toutefois, par le gouvernement pour laisser l'esprit réactionnaire agir à sa guise; mais le contraire de ce qui avait été prévu se produisit.

L'école normale d'instituteurs de Dorpat était pire qu'une caserne de policiers. Elle était organi-

sée en internat et les élèves y étaient surveillés jour et nuit; après 5 heures, aucun normalien ne pouvait quitter la maison. Et cependant les élèves de cet établissement furent les premiers, à Dorpat, en 1905, à mettre aux fenêtres le drapeau rouge.

C'est en 1885, que commença pareillement la russification de l'école primaire dans les villages. L'esthonien fut remplacé par la langue russe, comme seule langue d'enseignement. Peu de temps avant la révolution, cette prescription était si rigoureusement appliquée qu'il était absolument interdit aux instituteurs d'échanger un seul mot en esthonien avec les élèves. Qu'on se représente ce que pouvait être l'instruction donnée dans ces conditions à des enfants qui, jusque-là, ne savaient pas un mot de russe et qui, depuis leur entrée à l'école, n'entendaient plus parler que le russe, bien qu'ils ne dussent pas y passer plus de cent jours chaque année pendant trois hivers. Ils ne comprenaient pas un mot. De quelle valeur pouvait être un tel enseignement? Comment le maître peut-il éduquer des enfants s'il ne peut s'adresser à eux que dans une langue étrangère dont ils ne comprennent aucune syllable?

Mais les hommes qui dirigeaient l'œuvre de russification n'avaient pas pour but d'instruire ni d'éduquer.

L'ancien directeur d'école Wiljew, en Lettonie, dans une brochure écrite pour faire connaître aux

instituteurs les méthodes et les buts de l'école primaire, tels que ce directeur les concevait, donnait les principes suivants :

« La matière la plus importante de l'enseignement de l'école primaire est la langue russe. Tout le reste ne doit être enseigné qu'autant que cela peut servir à l'enseignement de la langue russe. Par exemple, il est bon d'exercer les enfants au calcul, parce que le maître peut employer à ce propos toute une série de nouveaux mots russes. Dans ce but, il faut mettre également à profit la géographie. La gymnastique est de même une bonne chose, car les enfants y trouvent un emploi plus vivant de la langue russe.... » Toutes les préoccupations de l'instituteur russe étaient résumées dans ce mot : la langue russe, et toute autre matière se trouvait subordonnée à l'enseignement de cette dernière.

Aucun instituteur esthonien ne fut placé dans les écoles secondaires. Les instituteurs esthoniens furent envoyés en Russie et des maîtres russes qui ne comprenaient aucun mot de la langue maternelle des enfants en Esthonie, furent placés dans les villes esthoniennes. La bureaucratie scolaire s'employa avec zèle à faire appliquer ce système à l'école primaire.

Le droit des communes de désigner leurs instituteurs était pratiquement rendu nul par le droit des inspecteurs primaires à confirmer dans leurs emplois les instituteurs élus par les communes;

l'inspecteur pouvait purement et simplement refuser sa ratification, sans qu'il ait besoin de motiver son refus.

Toute l'administration scolaire se trouvait entre les mains de Russes, dont l'entrée en fonctions n'avait qu'un but : la russification du peuple esthonien. Tous les moyens, sans exception, qui pouvaient conduire à ce résultat étaient bons. L'histoire russe, la géographie russe, la littérature russe étaient à côté de la langue russe les matières préférées de l'enseignement; les écoliers n'apprenaient rien de leur patrie, de leur histoire, de leur littérature; la langue esthonienne était interdite.

Cet état de choses pesait si lourdement sur la culture esthonienne et était devenu si intolérable que toute la population esthonienne fut unanime, en 1905, à réclamer pour la langue esthonienne tous ses droits. Mais bientôt la réaction releva de nouveau la tête. Peu après la révolution, le peuple ne vit pas d'autre moyen que de fonder des écoles privées. Il prit ainsi à sa charge deux sortes de dépenses : à côté de l'entretien de l'école publique, il dut pourvoir aux frais de ces nouvelles institutions en faisant appel aux ressources privées. Mais l'autorité scolaire en vint très vite à poursuivre ces écoles privées esthoniennes par tous les moyens, afin d'obtenir leur fermeture, et même ne recula pas devant la violence pour y parvenir.

La Russie tsariste ne fit donc rien pour le bien du peuple esthonien. Le devoir politique de la

Russie aurait été de veiller à ce que ce peuple put atteindre des conditions de vie dignes de l'homme. Mais la Russie favorisa les oppresseurs des Esthoniens, consolida les privilèges de la noblesse jusque dans les tout derniers temps et, de cette manière, manifesta ouvertement qu'elle ne voulait en rien aider le peuple esthonien. A cela il convient d'ajouter encore les violents essais de russification qui furent poursuivis sans interruption.

Nous avons montré plus haut qu'on impute tous ces méfaits au tsarisme. Mais qu'aurait été le tsarisme sans la bureaucratie russe? autrement dit, aurait-il été possible, sans l'aide des Russes eux-mêmes? Le tsarisme ne pouvait se maintenir que grâce aux fonctionnaires russes. Or, que fit le public russe, l'opinion publique russe, pour que nous, Esthoniens, nous recevions justice? Et pourquoi la presse russe ne se détacha-t-elle pas du tsarisme? La froide indifférence de l'opinion publique russe à l'égard du peuple esthonien, qui ne possédait aucun droit, a affligé les Esthoniens et leur a fait voir de plus près que toute la Russie faisait cause commune avec le tsarisme.

Dans les livres scolaires russes on trouve encore aujourd'hui des notions sur les Esthoniens et l'Esthonie, qui prouvent que le pays et ses habitants sont restés aussi ignorés du public russe que si l'Esthonie avait été située dans l'Afrique inexplorée. Leurs auteurs se plaisent à peindre l'Esthonie et les Esthoniens comme plongés dans la bar-

barie la plus profonde. Or, lorsque les soldats russes entrèrent dans le pays, ils le prirent déjà pour l'Allemagne et crurent que les Esthoniens n'étaient qu'une autre espèce d'Allemands. Et comme la culture esthonienne se montrait d'un niveau comparativement plus élevé, elle leur paraissait impossible à concevoir dans les limites de la Russie.

D'autre part, des Russes influents se sont plaints amèrement que l'Esthonie ne formât pas encore une terre russe et que le peuple ne fut pas assez fortement russifié.

Toutes ces conséquences retombent sur le peuple russe tout entier, c'est-à-dire que ce n'est pas seulement le tsarisme, mais aussi le peuple russe qui a mérité les antipathies des Esthoniens.

Cette disposition de l'esprit public russe à notre égard devint plus claire encore après la révolution, quand, après la chute du tsarisme, l'Esthonie, en effet, ne vit pas se réaliser ce qu'elle attendait en toute équité. Tous attendaient la liberté, mais les gouvernements révolutionnaires de Lvov et de Kerenski n'apportèrent en Esthonie que des modifications insignifiantes et ne firent que continuer la politique panslaviste. Sans doute, par la loi du 12 avril 1917, le pays reçut une certaine autonomie; mais l'administration resta entièrement russe et à la place du gouverneur tsariste, le gouvernement révolutionnaire plaça

un commissaire qui prit possession des bureaux de l'ancien gouverneur et remplit ses fonctions d'une manière toute différente. En fait, l'organisation dans les villes fut bien peu changée. Lorsque le conseil municipal de Reval, nouvellement élu, eut pris, en septembre 1917, la décision de considérer comme langue officielle la langue esthonienne, le gouvernement de M. Kerenski alla chercher dans la collection des lois un vieil article, datant de la période la plus mauvaise de la russification, qui décidait que dans les villes baltes le russe devait être la langue officielle et qu'à côté de lui l'allemand pouvait être employé dans certains cas, mais que jamais il ne pouvait être fait usage de l'esthonien ni du letton. Naturellement, les Esthoniens sourirent de cette sagesse du Gouvernement révolutionnaire, ils ne revinrent pas sur leur décision et les conclusions qu'on pouvait tirer d'une semblable mesure ne se firent pas attendre. Ce ne fut pas la seule fois que le gouvernement se rendit impopulaire et ridicule par de telles mesures. Des négligences, qui paraissaient systématiques, y contribuèrent encore davantage.

L'été passa, la nouvelle année scolaire approchait et le ministre de l'Instruction publique ne laissait rien prévoir d'une réforme scolaire prochaine. On devait penser que le nouveau gouvernement désirait s'en tenir à l'ancienne politique scolaire de russification. Les anciens fonctionnai-

res étaient restés en place et s'apprêtaient à recommencer la nouvelle année sur l'ancien mode.

Il en était de même dans tous les services publics. Malgré l'autonomie, la haute administration, la poste, les chemins de fer, etc., semblaient devoir rester russes comme par le passé. La révolution n'avait eu également que bien peu d'influence sur l'esprit du public russe en Esthonie. Celui-ci garda vis-à-vis des Esthoniens la même attitude hautaine qu'autrefois. Les « conseils d'ouvriers et de soldats » étaient même en Esthonie complètement russes et ils se comportèrent dans le pays comme s'ils étaient seuls à décider de tout. Les Esthoniens et leurs vœux furent ignorés. Il n'était pas question pour eux d'égalité de droit. Bien plus, on pouvait remarquer que partout les sujets de la grande nation russe trouvaient tout naturel d'être considérés comme appartenant à un peuple dominateur. Instituteurs, juges et fonctionnaires russes trouvaient complètement injustifié le désir des Esthoniens de voir se développer l'école esthonienne, la justice esthonienne, etc. Ils se plaignaient d'une « persécution nationaliste » et déclaraient qu'ils allaient perdre leur situation et être sans ressources. Nulle part on ne rencontrait l'idée que le peuple esthonien ne faisait que revendiquer ses droits les plus élémentaires. Les russificateurs trouvaient légitime d'assurer leur existence matérielle par la russification du peuple esthonien.

Depuis le début de la guerre, l'Esthonie était nécessairement une lice ouverte aux soldats russes. Cette circonstance a aussi beaucoup contribué à troubler davantage encore les rapports entre les Esthoniens et le peuple russe. Psychologiquement il est facile de comprendre que le peuple ait été attribuer les mœurs sauvages des soldats non à la guerre, mais au caractère russe. D'ailleurs, en temps de paix, le soldat russe n'est pas un homme de salon; la guerre l'a rendu complètement farouche et la soldatesque s'est comportée d'une telle manière dans le pays qu'on attendait partout avec impatience l'heure où ces sauvages compagnons se retireraient.

Il y a encore une autre cause qu'il ne faut pas négliger pour bien comprendre l'antipathie des Esthoniens à l'égard des Russes et de la Russie : c'est le service militaire. Les recrues esthoniennes étaient arrachées tout d'un coup à leur vie ordinaire, emmenées isolément ou par petits groupes en Russie, puis enfermées dans les casernes avec des hommes parlant une langue qui leur était étrangère. Non seulement dans une telle situation ils étaient malheureux moralement, mais les Russes, bien que pour la plupart moins instruits que les Esthoniens se plaisaient à les maltraiter, à se moquer d'eux à cause de leur langage et de leur prononciation, et les supérieurs ne se souciaient point de tout cela. C'est ainsi que les malheureux soldats esthoniens conçurent en Russie

le dégoût de tout ce qui est russe. Des centaines de milliers d'Esthoniens durent endurer ces souffrances dans les casernes russes et ne rapportèrent chez eux aucun souvenir agréable de cette époque.

Si l'on tient compte de tout cela, on comprendra facilement pourquoi les Esthoniens ne veulent plus entendre parler de la souveraineté de la Russie. Un peuple qui a autant souffert et qui dans son développement n'a rencontré que des obstacles au lieu d'encouragements, désire prendre enfin en mains son organisation politique et être l'arbitre de sa propre destinée. Il a dû subir de la part des Russes et des Allemands trop d'injustices pour ne pas désirer ardemment être affranchi des uns et des autres. Les blessures que nous avons reçues sont encore cuisantes. Elle guériront d'autant mieux qu'aucun charlatan étranger ne s'imposera à nous comme guérisseur. A cet égard ce qui s'est produit chez les Finlandais est assez instructif.

Le socialisme finlandais a tout espéré de la révolution russe; la victoire de la démocratie russe devait signifier aussi, pour la Finlande, justice et libre possibilité de développement. Mais les Finlandais s'aperçurent bientôt, après la victoire de la révolution, que la Russie voulait s'immiscer comme auparavant dans les affaires finlandaises. Le socialisme finlandais ne tarda pas à tirer de ce fait toutes ses conséquences; il revendiqua pour la Finlande l'indépendance complète et considéra que son propre développement serait assuré au

mieux si aucune puissance étrangère n'avait à intervenir dans les affaires finlandaises.

Il ne m'appartient pas de parler ici de l'effort tenté par les classes bourgeoises pour rétablir, avec une monarchie, un régime réactionnaire. La grande masse du peuple finlandais est restée étrangère à ces entreprises. Quoi qu'il en soit, la Russie et ses institutions sont aussi peu populaires chez les Finlandais que chez les Esthoniens.

IX

ORIENTATION POLITIQUE DU PEUPLE ESTHONIEN

Nous nous sommes exprimés longuement sur nos sympathies et nos antipathies à l'égard de la Russie, nous nous contenterons ici de résumer brièvement ce sujet.

Les deux cents années de domination russe sur l'Esthonie prouvent nettement que non seulement la Russie laissa le peuple esthonien dans une situation politique intellectuelle et économique injustifiable, qu'elle le maltraita injustement et impudemment et ne fit rien pour gagner ses sympathies, mais encore qu'elle ne sut pas utiliser et exploiter le pays et ses ports remarquablement propres au commerce et au transit, comme il aurait été de son propre intérêt, aussi bien que de celui de l'Esthonie, de le faire. Elle ne traita le pays et ne s'occupa de ses intérêts économiques qu'en marâtre. Dans la politique suivie par la Russie relativement aux tarifs de chemins de fer, les intérêts de l'Esthonie furent méconnus et la politique douanière russe entrava de façon décisive le développement de la vie économique esthonienne.

En ce qui concerne les intérêts particuliers du peuple esthonien, non seulement la Russie ne lui a pas prêté l'aide qu'elle aurait dû lui prêter, mais elle a fait systématiquement échouer tous ses efforts.

En sacrifiant dans son aveuglement réactionnaire les intérêts du peuple aux intérêts de la noblesse, l'autorité gouvernementale russe a empêché le développement intellectuel et économique du peuple esthonien et a essayé de l'étouffer complètement par les méthodes de russification. Il est compréhensible que ce n'est pas de cette manière qu'un gouvernement peut gagner les sympathies d'un peuple; aussi la Russie ne s'est-elle pas attirée celles des Esthoniens.

Des partis et des groupes réputés libéraux ou démocrates, tels que les socialistes révolutionnaires et les socialistes démocrates de toutes tendances, envisagent les efforts du peuple esthonien vers l'indépendance avec si peu de compréhension qu'ils les discréditent de la manière la plus honteuse. Il est inutile de parler des partis de droite, cadets, impérialistes russes et autres qui ne peuvent pas encore prendre leur parti de la ruine de la Russie. Tout cela prouve que le peuple esthonien a toutes les raisons de redouter, dans l'avenir, de la part de la Russie un mouvement d'orgueil chauviniste. Non seulement la réaction politique est possible en Russie, mais avec elle le chauvinisme national triompherait et de nouveau

celui-ci mettrait immédiatement en péril le développement naturel du peuple esthonien. Au reste, la Russie se trouve actuellement dans un état chaotique qui suffit à lui seul à empêcher toute communauté entre elle et l'Esthonie. Voilà les motifs pour lesquels les Esthoniens ne souhaitent pas de relations politiques intimes avec la Russie. Ils ont la ferme conviction que leurs intérêts peuvent être sauvegardés en les conservant en leurs mains propres sans nouer quelque lien politique que ce soit avec la Russie. Par suite, tous les efforts accomplis en vue de réunir l'Esthonie à la Russie d'une manière quelconque sont inadmissibles au point de vue des intérêts esthoniens.

Mais cela ne veut aucunement dire que les Esthoniens nourrissent des sentiments hostiles à l'égard de la Russie et que des relations amicales avec elle soient impossibles. Cela n'est pas du tout le cas. L'Esthonie se fera un devoir d'entretenir avec la Russie des rapports de bon voisinage et de prévenir tout désaccord économique, d'ailleurs elle est elle-même particulièrement intéressée à entretenir de bons rapports avec la Russie.

Par contre, l'opposition des Esthoniens aux Allemands et à l'Allemagne est très profonde, elle est motivée par les fautes historiques des Allemands, et les événements récents n'ont fait que la rendre plus aiguë.

Les tentatives faites par la noblesse germano-balte contre le peuple esthonien trouvèrent dans

les milieux influents de la vieille Allemagne un chaleureux écho. Pendant la guerre, aussi longtemps que le soleil de la victoire parut luire sur l'Allemagne, une propagande active fut faite pour la reprise de l'Esthonie par la maternelle Germanie, comme étant « la plus vieille colonie allemande ».

Des hommes appartenant aux milieux qui touchent à la *Frankfurter Zeitung* et même des politiciens socialistes s'habituaient facilement à l'idée de l'occupation de l'Esthonie. Le journaliste socialiste, Ernst Heilmann, écrivait, dans l'*Intern. Korrespondenz,* fondée par Parvus — qui soudoyait la presse de la majorité socialiste en faveur de la politique de la noblesse germano-balte — soutenait de telle façon cette politique, que les feuilles conservatrices d'Esthonie et d'Allemagne purent citer ses articles comme un chef-d'œuvre de politique vieille-allemande. La colonisation projetée de l'Esthonie par des paysans allemands, toute prête à être exécutée, était un coup mortel porté au peuple esthonien; elle fut cependant plus ou moins approuvée par les milieux libéraux et progressistes, ainsi que par les milieux socialistes à la remorque d'Heilmann et tacitement ratifiée.

On doit constater, non sans étonnement, que la presse de la majorité socialiste ne faisait pas obstacle à la politique féodale impérialiste d'Heilmann, et n'y opposait rien d'autre qu'un silence qui semblait devoir plutôt être interprété comme

une approbation. Personne ne peut trouver dans une telle politique un signe de sympathie, tout au contraire. Pour nous, Esthoniens, cela fut un avertissement.

Je rappelle ici brièvement ce que j'ai déjà dit plus longuement dans le chapitre de ce livre traitant des conditions de la propriété, notamment que les deux tiers des terres de l'Esthonie sont la propriété de la noblesse et que la noblesse a vendu aux paysans les deux tiers environ de la terre paysanne pour un prix très élevé. La terre ainsi rachetée est encore lourdement grevée d'hypothèques qui se trouvent aux mains des seigneurs ou de leurs banques. Pour payer l'intérêt de ces dettes les paysans doivent donner presque tout le produit de leur travail. Le reste de la terre paysanne est cultivé à bail par les paysans. Les intérêts hypothécaires, le produit des loyers passe dans les poches de la noblesse, et, les paysans fermiers sont pour le moins aussi durement rançonnés que les paysans racheteurs. C'est une exploitation générale de la classe agricole. La Russie n'a fait que favoriser et rendre légale cette exploitation. Puis vint l'occupation allemande, pendant laquelle la propagande des vieux-allemands et des impérialistes se donna libre cours. Aucune voix ne s'éleva en Allemagne, en dehors de celles des socialistes indépendants, en faveur de la cause des exploités; personne non plus ne dénonça les visées annexionnistes de cette puissance.

X

L'ESTHONIE PENDANT L'OCCUPATION ALLEMANDE

I. — Aperçu général

Les Esthoniens étaient tout particulièrement intéressés à la révolution russe et leur participation y fut, par suite, très active. Dans les premières troupes révolutionnaires de Petrograd, on estimait déjà leur nombre à 12 ou 15.000. Les Esthoniens attendaient de la révolution non seulement l'affranchissement politique et la suppression des odieuses méthodes de russification, mais encore le renversement définitif du joug des seigneurs et des patriciens allemands qui, depuis sept cents ans, avaient tenu le peuple asservi matériellement et intellectuellement. Aussi, dès que le tsarisme fut renversé, le peuple se mit à supprimer tout ce qui restait du féodalisme. Mais cette lutte des Esthoniens pour leur affranchissement fut interrompue par l'entrée en scène des troupes allemandes. Si le pouvoir russe avait dans

quelque mesure rogné la suprématie politique de la noblesse en Esthonie — en faveur d'ailleurs de sa propre bureaucratie — l'autorité militaire allemande avait de nouveau complètement rétabli les privilèges de la noblesse. Non seulement les victoires de la révolution étaient totalement perdues pour les Esthoniens, mais la restauration des privilèges moyenâgeux de la noblesse leur ravissait l'espoir d'être jamais libres.

L'autorité allemande se révéla en tout comme le meilleur soutien du féodalisme.

Dans le traité de paix de Brest-Litovsk, l'Allemagne s'était réservé le droit de rétablir l'ordre en Esthonie et en Lettonie. Les nobles et les patriciens d'Esthonie et de Lettonie avaient demandé « protection » au Gouvernement allemand, qui, bien volontiers, les avait écoutés. Ces seigneurs avaient de bonnes raisons pour rechercher cette protection : la révolution avait ébranlé leurs privilèges; le même sort qui avait frappé la propriété russe menaçait la propriété des féodaux en Esthonie, et toutes les conditions de leur puissance et de leurs privilèges avaient été ébranlées par la révolution. La noblesse se voyait vivement pressée de toutes parts et elle cherchait une aide. Vers qui devait-elle se tourner, sinon vers l'Allemagne?

Mais l'Allemagne, dès le début, ne tenait pas tant à rétablir l'ordre dans ces pays qu'à annexer leurs territoires, dont les hautes classes toutes puissantes s'étaient déjà emparé des terres et des

richesses, et exploitaient le peuple depuis des siècles. Cette prise de possession des hautes classes est ce qu'on proposait sous le nom de « culture allemande » et ce pourquoi l'on réclamait une « protection ». Et cette « protection » ne signifiait pas autre chose qu'annexion. C'est pourquoi l'autorité allemande n'est pas entrée dans le pays avec des troupes de police mais avec une armée d'occupation. L'Esthonie n'était pas un pays ennemi. Il n'était pas besoin de combat pour s'en emparer. L'autorité militaire allemande y trouvait des seigneurs allemands qu'elle regardait comme dépositaires du pouvoir et auxquels elle livrait de nouveau le peuple esthonien à merci.

Aussitôt que l'autorité militaire allemande se fut installée en Esthonie, elle se hâta de rétablir les droits et institutions du moyen âge. Les assemblées d'Etat de la noblesse furent déclarées constitutionnelles, c'est-à-dire reconnues comme chambres représentatives ayant le pouvoir légal de décision dans les affaires du pays, et toutes les institutions dont les membres étaient nommés par des scrutins auxquels participait la population furent bientôt supprimées. Les affaires communales — confiées autrefois à des conseils élus — furent remises à des personnalités choisies parmi les minorités allemandes ou agréées par celles-ci; les seigneurs y eurent une action décisive aussi bien par leur rôle passif que par la participation active qu'ils y prirent. Le peuple n'était pas encore déli-

vré de la presse qui s'employait à la russification du pays, que déjà la presse germanisante entrait en activité et avec encore plus d'âpreté et de dureté. Pendant quelques jours seulement, on laissa aux Esthoniens l'espoir qu'ils pourraient jouir en toute liberté de leur langue et de leur culture nationales. Mais, avant que l'encre fut sèche sur de telles assurances, la langue allemande, alors que la population allemande ne représente que 1 1/2 % de la population totale, fut bientôt introduite partout officiellement : au tribunal, dans l'administration, dans la police, à l'école; les Esthoniens se trouvèrent de nouveau sans appui, étant privés du soutien que leur apportait dans leur défense leur propre langue.

Avec le système scolaire prussien, les hautes écoles restèrent complètement fermées aux classes pauvres. A l'aide d'une fabuleuse démagogie et par la force, on s'efforçait de présenter l'idée de l'annexion à l'Allemagne comme populaire. On cherchait à envoyer en délégations des Esthoniens de conscience facile qui avaient pour mission de présenter des pétitions et des mémoires préparés à l'avance, afin que l'autorité compétente pût leur donner son approbation.

On se servait de tous les prétextes pour arracher à la population des signatures destinées à prouver que le peuple désirait l'annexion du pays à l'Allemagne. Bien que les anciens des cantons esthoniens, mandés aux « Diètes » de Reval et de

Riga y aient déclaré qu'ils ne se considéraient pas comme ayant le droit de représenter le peuple et de prendre des décisions en vue de déterminer le régime politique du pays et avaient déposé dans ce sens une protestation des plus nettes, les rapports officiels annoncèrent que ces représentants du peuple esthonien avaient voté pour l'annexion du pays à l'Allemagne.

Pour peindre avec quelque justesse cette situation, il faudrait écrire un gros livre. Mais ici nous devons nous contenter de quelques faits caractéristiques.

Après l'entrée des Allemands, on communiqua de Dorpat qu'un grand nombre de soldats russes y avaient été tués à coups de fusil et que leurs cadavres avaient été poussés dans l'Embach, sous la glace. Ce fait fut démenti du côté allemand. Mais aujourd'hui le *Eesti Päewaleht* publie la déclaration écrite suivante, revêtue de nombreuses signatures, qui a été remise à la rédaction de ce journal : « Les soussignés certifient avoir vu, le mardi 26 février, des soldats allemands porter sur l'Embach, en traîneau, vingt et un cadavres de soldats russes tués le 24 février qu'ils jetèrent dans la rivière, après avoir pratiqué un trou dans la glace.

Profanation de cadavres à Reval

En décembre 1917, cinq Bolchevistes furent assassinés dans la propriété du baron Stackelberg, à Küti. Ils furent enterrés à Reval, dans le grand parc public de Katharinental; la tombe fut provisoirement ornée d'un monument très simple fait de bois de chêne. Dans la nuit du 1er mai, les cadavres furent déterrés et enlevés. On ne sait pas où ils ont été emportés. Le monument aussi a été enlevé et à l'emplacement des tombes la terre a été nivelée et couverte d'immondices... Le peuple qui visite, en foule, cet emplacement se rend ainsi compte de la culture et des mœurs allemandes.

L'un des tués était Mihkel Aitsam. Il dut s'enfuir de sa ferme en 1905, lors des expéditions de discipline que le pouvoir tsariste envoyait dans le pays par amitié pour les féodaux allemands; il abandonna tout, femme, enfants et maison. Il vécut pendant plusieurs années à l'étranger et lorsqu'il voulut rentrer dans sa patrie par la Finlande, il fut arrêté par les policiers du tsar; les juges, accommodants, le condamnèrent à la prison. La révolution lui redonna la liberté. Il lui resta fidèle et scella cette fidélité par la mort. Comme ancien fermier du baron Uexküll au château de Fickel, il connaissait, par sa propre expérience, la gravité de la question agraire et était persuadé que cette question ne pouvait être réso-

lue en Esthonie que par la révolution. Il y a contribué lui-même bravement. Aussi l'autorité allemande a-t-elle fait violer sa sépulture.

Le chapeau de Geesler

Un petit commandant de place, le commandant de Hartnoh, a ordonné, sous peine de châtiment, par des affiches placardées dans Weike Maarja, et fait annoncer à l'église que la population devait se découvrir respectueusement devant lui. Il a été instamment recommandé aux enfants qui vont à l'école de saluer très poliment les officiers allemands rencontrés sur la route. A Isak, un officier allemand jeta à terre la casquette d'un paysan esthonien parce que, sur la route, celui-ci n'avait pas salué le freluquet. La contrainte féodale qui oblige à se tenir devant les seigneurs la tête découverte, revient donc en honneur. C'est, certes, la meilleure méthode pour ne pas gagner le cœur du peuple.

De l'argent ou .....

La noblesse se sentait tellement en sûreté sous la protection militaire allemande qu'elle se permettait d'incroyables choses. C'est ainsi que la police d'Aruküla réclame aux paysans esthoniens le paiement du bois que les soldats russes ont pris de leur propre autorité dans la forêt et ont brûlé.

Les paysans durent payer pour les dommages causés au propriétaire par les soldats qui étaient cantonnés chez eux. Le seigneur de Grünewald, a augmenté le bail de ses paysans, pour les années de guerre, de 300 à 400 %. Ce seigneur pensa pouvoir risquer le coup sous la protection des troupes allemandes. La protection tsariste n'allait pas si loin.

Liberté et Ordre allemand en Esthonie

Il est tout à fait superflu de parler de la liberté et de l'ordre en Esthonie, car l'ordre, c'est-à-dire l'organisation allemande signifie déjà, par elle-même, dépendance et servitude. Mais nous voulons pourtant consacrer quelques lignes à ce sujet. L'entrée des Allemands mit un terme à toute liberté en Esthonie. Chaque homme fut l'objet d'une surveillance étroite. La réglementation allemande rendit tout simplement la vie rebutante. Non seulement les partis politiques, mais toutes les associations durent suspendre leur activité dès le commencement de l'occupation allemande. Tous les journaux furent supprimés d'un coup et toute espèce de travail fut interdite aux imprimeries. Depuis, quelques journaux ont reçu l'autorisation de reparaître, c'est-à-dire que des gens se sont engagés à y écrire en se conformant aux décisions prises par le Conseil de l'Etat baltique uni de Riga, en se soumettant à la censure pré-

ventive et avec la « collaboration » de l'autorité. Cette collaboration est fournie par les créatures à la solde de l'autorité allemande; les Esthoniens l'appellent « kroonu kaastöö », c'est-à-dire coopération à la couronne.

Les prisons remplies

Les prisons esthoniennes étaient de nouveau remplies de détenus politiques; mais elles l'étaient exclusivement par ceux qui n'approuvaient pas la politique allemande. Quelques traits suffiront à montrer ce que fut la liberté en Esthonie. A Dorpat, on trouva un matin, à un coin de rue, un billet écrit en très mauvais esthonien, qui invitait la population à chasser par la force l'autorité militaire allemande. C'était une simple manœuvre de provocation individuelle, mais elle suffit pour faire arrêter cinquante personnes prises dans le cercle des conseillers municipaux esthoniens, et parmi elles le président du conseil municipal, l'avocat Lui Olesk, qui avait osé protester contre les actes arbitraires des militaires allemands. Mme Olesk fut arrêtée en même temps que son mari et ses cinq petits enfants furent abandonnés à eux-mêmes. M. et Mme Olesk sont socialistes. A Reval, M. A. Peet, avocat assermenté, conseil juridique de la ville de Reval et président du service de ravitaillement esthonien, fut jeté en prison parce qu'il avait osé, en exposant les motifs

de sa démission, faire comprendre comme jurisconsulte qu'il ne lui était pas possible de rester plus longtemps dans l'administration municipale comme conseiller juridique de la ville, Reval étant administré illégalement par l'autorité militaire allemande et contrairement au droit international. M. Peet fut emmené en prison à Riga et y fut maintenu comme un dangereux criminel.

Les intellectuels esthoniens furent placés sous la surveillance étroite de la police secrète. On les soupçonnait d'entretenir des relations avec des agents anglais. Beaucoup d'entre eux languirent dans les prisons. On ne put naturellement prouver qu'ils avaient conspiré avec les Anglais, mais le soupçon suffit.

Réquisitions

Publiquement, l'autorité militaire allemande affirme que les troupes d'occupation étaient entretenues par l'Allemagne. En fait, tout ce qui restait de vivres et d'approvisionnements de tous genres a été pris à la population. Non seulement les paysans, mais aussi les plus petits fermiers durent tout donner aux Allemands. D'après les prescriptions édictées, toute poule, toute vache devait être livrée par son propriétaire. En vertu d'un ordre des autorités militaires, tous les voyageurs sur les chemins de fer et les passants sur les routes étaient soumis à des visites minutieuses ayant

pour but de vérifier s'ils étaient porteurs de vivres. Quiconque emportait avec lui des provisions, sans avoir les autorisations requises, se les voyait confisquer. Dans la seconde moitié de juillet, à Taps, 16 kilogrammes de farine furent enlevés à une veuve de guerre qui avait cinq enfants à nourrir. La pauvre femme avait payé cette farine 80 roubles. C'était toute sa fortune. Après qu'on la lui eut prise, elle se jeta sous un train.

Ces réquisitions sans fin ont mis la patience des paysans esthoniens à bout, au point que, dans beaucoup de communes, ils ont pris la résolution de ne plus rien livrer. Pour cette raison, la commune de Quellenstein (Woltweti), a été placée sous le régime de l'état de siège, bloquée et mise entre les mains de l'autorité militaire. Réquisitions sur réquisitions, des amendes sans nombre et la prison : voilà quel était le sort du paysan esthonien.

Comme une meute enragée, les pouvoirs allemands s'acharnèrent sur l'école esthonienne. La situation scolaire n'avait jamais été aussi bonne que l'année précédente. Il y eut des salles de classe pour tous les enfants en âge d'aller à l'école, ce qui n'était jamais arrivé auparavant. La rétribution scolaire fut supprimée; les fournitures scolaires, ainsi que la nourriture, les vêtements et les chaussures furent en partie donnés gratuitement aux enfants nécessiteux. Les traitements de famine du personnel enseignant furent mis au même

niveau que celui des autres fonctionnaires; instituteurs et institutrices furent assimilés, et la langue maternelle des enfants fut élevée au rang de langue d'enseignement, etc.

Tout cela fut complètement supprimé par les Allemands. De nouveau, le personnel enseignant dut se débattre contre toutes les difficultés matérielles; l'école ne fut ouverte que moyennant une forte rétribution; la langue d'enseignement redevint l'allemand et le commandement se fit à la prussienne : Dieu, Empereur, Patrie. Tout était devenu prussien, et cela était excellemment propre à ramener la pensée en arrière et à faire regretter ce que les Allemands ont détruit.

L'ordre allemand en Esthonie signifie désordre au sens extrême du mot. En peu de temps, il a eu pour effet de susciter, contre tous les Allemands, qu'ils soient ou non sujets de l'Empire, la haine qui jusqu'à présent ne s'adressait qu'à la noblesse germano-balte et aux patriciens allemands. Maintenant, la germanophobie est devenue générale; l'administration militaire, les féodaux et les patriciens allemands unis n'ont rien négligé pour déchaîner cette haine.

Le socialisme allemand de Scheidemann n'a rien fait contre l'infâme politique annexionniste du Gouvernement et des impérialistes allemands; tout au contraire, la fraction socialiste, dont il est le chef, a soutenu la politique annexionniste. Le journaliste, M. E. Heilmann, porte-parole de

Scheidemann et rédacteur en chef de la *Correspondance internationale*, qui donne le ton à toute la presse socialiste et ne déplaît point à la presse conservatrice, a examiné, en se plaçant complètement au point de vue annexionniste, la question esthonienne après la visite qu'il a faite en Esthonie; plus tard, il s'exprima non moins nettement à ce sujet, déclarant que la question esthonienne était déjà résolue dans le sens d'une annexion à l'Allemagne; les divers partis ne répliquèrent pas. Il faut savoir que M. Heilmann a exprimé, en tant que chef, le point de vue de son parti. Scheidemann et ses amis se répandaient en explications et en commentaires sur les discours du chancelier et tenaient à faire croire aux travailleurs allemands que le gouvernement menait une politique de paix favorable aux travailleurs. Scheidemann ne se lassait pas de répéter que les gouvernants ne faisaient pas une guerre de conquête, alors qu'à tout moment il était possible de se persuader du contraire. De même, les patriotes socialistes s'ingéniaient à donner à leurs résolutions une fausse apparence et à les présenter comme les conditions d'une paix sans annexion, feignant de ne pas voir les plans annexionnistes du gouvernement pour ne point avoir à faire front contre lui. Au lieu de s'attaquer à ce grave sujet, pendant que les troupes avaient les mains libres et pouvaient agir à leur guise, la presse socialiste traitait de questions insignifiantes, feignant de les considérer

comme essentielles. Les hommes qui entouraient Scheidemann et Ebert sont partis, il y a quatre ans, en s'écriant : « A bas le tsarisme! » Aujourd'hui, il est clair pour tous que l'autorité militaire a introduit dans les pays limitrophes de la Russie, notamment en Esthonie et en Finlande, le knout prussien à la place du knout russe, et celui-là est au moins aussi dur et aussi réactionnaire que l'autre; mais Scheidemann et Ebert préféraient se taire. Là où il leur était possible de faire la lumière, ils ont préféré recouvrir d'un voile les vrais desseins du gouvernement et duper les travailleurs.

II. — La guerre contre les Bolcheviks et les Allemands

Fin de l'occupation allemande

Déjà, en octobre 1918, quand furent engagées les négociations d'armistice, les agents politiques de l'Allemagne commencèrent à affluer en Esthonie. Citons parmi eux le professeur libéral von Schultze-Gävernitz, le social-démocrate Winnig, qui vinrent sonder le terrain en vue d'aboutir à un compromis. Mais les Esthoniens se montrèrent intraitables. La victoire définitive des Alliés et la révolution allemande mirent d'un coup fin à l'occupation de l'Esthonie.

En cette occurrence, nous avons pu cependant nous convaincre que la révolution, si elle avait brisé la force militaire de l'Allemagne, n'avait en aucune façon modifié le caractère allemand. Les soldats, n'obéissant plus aux ordres, se ruèrent en une avalanche irrésistible, « nach Vaterland », en s'emparant méthodiquement de tous les approvisionnements et de tout le matériel qu'ils purent emmener avec eux, en dépit des protestations de toute la population esthonienne et malgré tous les efforts qu'elle fit pour s'opposer à ce pillage.

Pour mettre fin à cette exportation forcée, les ouvriers déclarèrent la grève générale. A maintes reprises, les travailleurs des chemins de fer, pour y faire obstacle, employèrent la ruse : par exemple, un train parti de Valk chargé de vivres fut ramené trois fois en arrière et ce ne fut qu'à la quatrième fois, en le plaçant sous la garde de mitrailleuses, que les Allemands purent le faire conduire chez eux.

Les Allemands désiraient par-dessus tout ne pas laisser d'armes aux Esthoniens, bien que l'invasion bolcheviste fût déjà menaçante à l'Est. Ils détruisirent les armes qu'ils ne purent emporter ou les jetèrent à la mer. Les Esthoniens purent cependant, près de Reval, faire recueillir un certain nombre de ces dernières par des scaphandriers. La devise des Allemands était évidemment : ou nous ou les Bolcheviks! Si l'Esthonie n'est pas à nous, qu'elle soit aux Bolcheviks.

Le bolchevisme en Esthonie

Le bolchevisme fut toujours en Esthonie un mal venu du dehors. Bien que la situation agraire anormale et que les privations causées par la guerre aient créé un terrain favorable à la propagande bolcheviste, la contagion parmi les Esthoniens fut incomparablement moindre que parmi les Russes. Le foyer du bolchevisme en Esthonie fut constitué par la masse des soldats russes du front et des ouvriers venus de Russie pour travailler dans les usines de guerre, les chantiers maritimes ou aux travaux de fortification. Les « soviets des députés des ouvriers et des soldats » sont restés jusqu'à présent une institution purement russe, tout à fait étrangère à ce pays; à tel point qu'ils publient leur organe officiel et leurs décrets en langue russe, tout comme avaient coutume de faire les *tchinovniki* du régime tsariste.

Ces masses immigrées, qui ne savaient rien du peuple esthonien et ne désiraient pas apprendre à le connaître, furent utilisées aussitôt par les *tchinovniki* russes du pays, qui sentaient ce sol qu'ils voulaient russifier se dérober sous leurs pieds, et, en même temps, par les Bolcheviks. Ainsi, les soviets, sous l'action convergente de cette double influence, entrèrent en conflit ouvert avec les organisations publiques nationales d'Esthonie en s'efforçant de destituer le commissaire de « gou-

bernia » J. Poska, un gouvernemental très en vue d'Esthonie, et de le remplacer par un candidat russe. Ces soviets s'opposèrent d'une façon particulièrement violente à la création d'une armée nationale esthonienne. Cette création déplaisait à la fois aux impérialistes russes et aux Bolcheviks, quoique certains membres du haut commandement russe, comme par exemple le célèbre général Kornilov, fussent favorables à la création de cette armée afin d'accroître les qualités militaires des troupes. Les soviets maintinrent de toutes leurs forces leur manière de voir et, à maintes reprises, menacèrent de s'opposer par les armes à la création de cette armée redoutable.

S'appuyant sur les troupes russes, les Bolcheviks, pendant les émeutes de novembre à Petrograd, s'emparèrent du pouvoir en Esthonie et dispersèrent le Conseil national esthonien. Mais ils se heurtèrent dans ce pays à une organisation puissante. Tous les membres de l'administration locale protestèrent par la grève contre les usurpateurs et soutinrent cette grève tant que dura la domination bolcheviste. Il n'y eut dans toute l'élite esthonienne qu'une infime petite poignée de meneurs bolchevistes.

Le succès des Bolcheviks ne fut pas beaucoup plus grand dans les masses populaires d'Esthonie. Là, ils durent faire bien des concessions de doctrine. Après avoir enlevé les grands domaines aux barons allemands, ils ne les morcelèrent pas,

mais en vrais marxistes ils prescrivirent aux ouvriers agricoles de les exploiter en commun, ce qui était pour ces ouvriers tout à fait incompréhensible. Ayant obtenu en Esthonie un tiers des voix exprimées aux élections générales pour la formation d'une Constituante russe, en novembre 1917, ils espérèrent obtenir bientôt la majorité absolue et dans ce but firent procéder aux élections à la Constituante esthonienne. Le Comité exécutif bolcheviste recourut aux procédés les plus honteux pour travailler les électeurs. La presse non-bolcheviste fut en partie suspendue, en partie placée sous le contrôle de la censure. L'âge exigé pour être électeur fut abaissé de 20 à 18 ans. Les comités électoraux furent occupés par les Bolcheviks et, malgré les protestations de tous les autres partis, l'ordre fut donné aux soviets de concourir par tous les moyens au succès des candidatures bolchevistes. Malgré tout cela, la défaite des Bolchevistes fut encore plus décisive aux élections de janvier-février 1918 qu'elle n'avait été en novembre 1917 : au lieu du tiers des voix qu'ils avaient obtenu à la première consultation, ils n'en recueillaient plus que le quart, et pourtant la participation de la population aux élections avait été très grande, puisque 80 % des inscrits avaient pris part au vote.

C'était la condamnation du bolchevisme par le peuple esthonien. Les chefs bolchevistes, effrayés, proclamèrent l'état de siège et suspendirent les

opérations électorales. Au bout de quelques jours, les troupes allemandes s'installèrent à Hapsal. L'Esthonie était sacrifiée à l'Allemagne.

L'invasion bolcheviste

La propagande allemande s'est efforcée de représenter l'invasion de l'Esthonie par les Bolchevistes, qui fut entreprise, dès la fin de l'occupation allemande, comme une guerre civile intérieure. C'était, disait-elle, la révolte du « prolétariat » contre la « bourgeoisie » esthonienne, — elle ne disait pas contre les barons baltes allemands, — et elle affirma à plusieurs reprises que les armées rouges russes ne prenaient aucune part à cette guerre.

En réalité, il ne s'agissait aucunement d'une guerre civile. L'Esthonie se défendait contre une agression purement russe commise par les Bolcheviks et qui n'était, tant par ses buts que par ses moyens, qu'une entreprise impérialiste.

Les déclarations officielles des Bolcheviks eux-mêmes suffisent à démontrer que le but de cette campagne était la conquête. Dans le journal *Sêvernaïa Kommouna* (La Commune du Nord), qui s'adresse aux populations des régions envahies, numéro du 20 novembre 1918, on lisait :

> Nous devons construire un pont unissant la Russie des soviets à l'Allemagne et à l'Autriche prolétariennes. Nous devons réunir toutes les forces révolutionnaires contre la bourgeoisie contre-révolutionnaire.

Notre victoire reliera les forces révolutionnaires de l'Europe occidentale à celles de la Russie. Notre victoire donnera une force invincible à la révolution sociale universelle.

Dans les *Izvêstiia*, organe officiel des Bolcheviks, publié à Moscou, numéro du 25 décembre 1918, la théorie bolcheviste sur le « dominium maris Baltici » se trouve développée ainsi :

Beaucoup sont enclins à supposer que la mer Baltique a sensiblement perdu de son importance pour la Russie des soviets. C'est une opinion erronée.

En dehors de son importance économique, la mer Baltique, à cette heure de lutte historique, a encore une grande importance politique, étant le chemin le plus commode par lequel les Alliés pourraient fondre sur le berceau de la révolution ouvrière du monde entier.

C'est pourquoi la Russie des soviets doit aller jusqu'au rivage de la Baltique et planter de nouveau à cet endroit le drapeau rouge de l'émeute. La Russie des soviets doit de nouveau occuper tous les ports de la Baltique pour y faire contrepoids à la contre-révolution mondiale.

La mer Baltique et les anciens gouvernements occupés — Lithuanie, Lettonie et Esthonie — sont situés en travers de la route de l'Europe occidentale et compriment notre révolution. Ces gouvernements se trouvent placés entre la Russie des soviets et l'Allemagne révolutionnaire.

« Ce mur entre les révolutionnaires de Russie et l'Allemagne doit être renversé. Les armées de la Russie des soviets doivent occuper la Lithuanie, la Lettonie et l'Esthonie. La classe ouvrière russe doit conquérir la possibilité d'agir sur la marche de la révolution alle-

mande, afin qu'elle se fonde, après la formation d'une Allemagne des soviets, avec cette dernière en une république socialiste de l'Europe centrale et orientale.

La prise de la mer Baltique donnera aussi à la Russie des soviets la possibilité d'agir sur les Etats scandinaves dans l'intérêt de la révolution socialiste.... La mer Baltique doit devenir la mer de la révolution sociale universelle....

Le caractère impérialiste de l'invasion bolcheviste qui viole outrageusement le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes a été constaté par des hommes politiques très proches du bolchevisme et bien informés, tels que Erik Hedin, qui, dans un journal suédois socialiste de gauche, *Folkets Tagblad Politiken*, écrit « qu'après la défaite des Empires centraux tout le monde s'attendait à ce que les puissances de l'Entente entreprissent une « croisade en Russie ». Et pourtant cela ne s'est pas produit. Mais au moment où l'Entente renonçait à une intervention armée dans les affaires de ce pays, un gouvernement menait une entreprise du même genre avec d'autant plus d'ardeur qu'il n'avait plus rien à craindre pour lui-même, et ce gouvernement c'était précisément le gouvernement soviétiste de Russie. Comme on le sait, celui-ci a entrepris une campagne militaire contre l'Esthonie et la Lettonie. Les Bolcheviks entendent présenter cette guerre comme une guerre de libération, ainsi que les Allemands l'ont fait pour l'invasion de la Belgique. Ils affirment que

les ouvriers esthoniens et lettons se sont soulevés et les ont appelés à leur secours. Il est évident que cette affirmation des Bolcheviks ne correspond pas à la vérité. Les Bolcheviks n'ont que très peu de partisans parmi les ouvriers d'Esthonie, le nombre de ces derniers est un peu plus élevé en Lettonie, mais il n'y représente encore qu'une infime minorité de la classe ouvrière. S'ils avaient la majorité derrière eux, les Bolcheviks n'auraient nullement besoin de lutter par les armes, puisque l'Esthonie et la Lettonie sont les premières à avoir institué chez elles le régime démocratique et lui sont restées les plus fidèles. Dans ces deux pays, la minorité elle-même n'est pas opprimée, comme en Finlande, par exemple. Au contraire, la majorité y a déclaré qu'elle allait se mettre immédiatement à régler la question des propriétés foncières de la noblesse, qui se pose avec acuité en Esthonie. Ainsi l'invasion bolcheviste menace de détruire les espérances de développement démocratique et social dans ce pays qui est celui du monde qui a le plus souffert.

Ces faits apportent une atténuation singulière aux belles déclarations des Bolcheviks à Brest-Litovsk sur le droit d'auto-détermination des peuples. A ce moment, ils n'ont reconnu ce principe que sous l'influence de l'Allemagne. Dans une autre situation, ils l'eussent combattu tout comme l'aurait fait n'importe quel autre gouvernement capitaliste.

Les moyens employés par les Bolcheviks dans leur action contre l'Esthonie étaient appropriés aux buts qu'ils voulaient atteindre. Contrairement à ce qu'ils ont affirmé, les troupes qui se ruèrent par l'est et le sud-est sur un pays sans défense et désorganisé par les Allemands étaient presque uniquement russes. Sur les trente-cinq régiments de l'armée rouge qui combattaient au début de mars 1919 sur les fronts esthoniens, vingt-cinq étaient des régiments russes augmentés de bataillons de sapeurs chinois, six étaient lettons et quatre seulement esthoniens. Encore convient-il de remarquer que ces quatre régiments avaient été recrutés de force par les Bolcheviks pendant leur occupation provisoire de l'Esthonie. Soutenus par les navires de guerre se trouvant dans le golfe de Finlande, les troupes bolchevistes, bien armées, firent de rapides progrès, malgré la résistance désespérée de quelques volontaires esthoniens. A la fin de décembre, un mois après le début de l'invasion, ils occupaient déjà la moitié de l'Esthonie avec les villes de Narva, Wesenberg, Taps, Dorpat et Verro, et se trouvaient à quelque 35 kilomètres seulement de Reval, la capitale de l'Esthonie.

La terreur

Les scènes qui se déroulèrent alors dans les régions occupées seraient indescriptibles. Elles

rappellent plutôt celles d'une invasion barbare que celles d'une guerre civile. Ce fut, pour parler comme le social-démocrate Winnig, qui fut commissaire de l'Allemagne dans le pays baltique, le régime du « crime organisé ».

Ne trouvant pas d'appui dans le peuple, les Bolcheviks établirent une dictature militaire qui ne se différencia de celle des Allemands que par ses débordements anarchiques. Non seulement les classes possédantes, mais même le prolétariat esthonien fut privé de tous droits civils et politiques. Les membres des soviets locaux, au lieu d'être élus par le peuple, furent désignés par le commandement de l'armée rouge. Dans l'art du pillage, les Bolcheviks s'élevèrent à un niveau qui n'avait pas encore été atteint. Le malheureux paysan fut dépouillé de sa dernière vache ou de son dernier porc; on lui prit même la viande fumée qu'il avait préparée pour sa propre consommation. Les gardes rouges jetaient dans les bois ce qu'ils ne pouvaient consommer. Dans les demeures des paysans, ils brisaient portes, coffres et tiroirs, ou les ouvraient avec leurs baïonnettes, faisant le plus de dégâts possible. Ils prenaient tout ce qui avait quelque valeur, même le papier-monnaie, bien que les états-majors bolchevistes eussent apporté avec eux les cachets nécessaires à la fabrication des « roubles Kerenski ». On a trouvé sur certains prisonniers de l'armée rouge des billets de banque par milliers; souvent les soldats

de la république des soviets se servaient de feuilles entières non découpées de « billets Kerenski », pour envelopper les objets ou les marchandises qu'ils avaient volés.

Ne trouvant pas d'appui dans le peuple, les Bolcheviks voulurent se maintenir par des mesures de terreur, qui furent d'autant plus douloureuses qu'elles s'appliquaient à une population paisible et sans défense. Depuis l'invasion d'Ivan le Terrible, l'Esthonie n'avait plus été le théâtre de semblables cruautés. Les documents officiels réunis par les autorités esthoniennes en font revivre quelques terrifiants tableaux. Dans le seul district de Wesenberg, non compris la ville de Narva, 143 personnes ont été tuées, dont la plus âgée, le meunier Tônu Tiitso, était un vieillard de 75 ans, et la plus jeune, une fillette de 7 ans, qui fut tuée sous les yeux de ses parents, dans la paroisse de Iisak. Dans les villes, les victimes se chiffrent par centaines. Ni le sexe, ni le jeune âge, ni le savoir, ni la position sociale, ne comptait pour ces monstres. Des médecins et des infirmières furent tués ou faits prisonniers pendant qu'ils soignaient des malades ou des blessés. Des exécutions eurent lieu sans l'ombre d'un jugement. Des otages furent tués sans qu'on pût même les soupçonner du moindre délit. On compte par centaines les otages que les Bolcheviks firent périr de faim ou d'épuisement provoqué par les travaux pénibles auxquels ils étaient astreints. Arrivés à Narva, les

Bolcheviks posèrent comme règle que les femmes devaient répondre pour leur mari en fuite. Pour délit de « contre-révolution », ils mirent à mort des paysans, des ouvriers et même jusqu'à des indigents.

La mise à mort s'accompagnait la plupart du temps de tortures. A Dorpat, ils conduisirent les condamnés sur la rivière Embach, dont ils avaient à un certain endroit percé la couche de glace, et, ces pauvres gens, chassés par les pointes des baïonnettes, furent précipités dans le gouffre. Dans cette même ville, qui avait été le théâtre des cruautés commises par les Allemands pendant leur occupation, et que nous avons relatées plus haut, les Bolcheviks, pendant leur retraite, massacrèrent à coups de hache des otages enfermés dans la cave de la maison d'arrêt. Ils eurent le temps d'en tuer vingt-deux avant l'arrivée des troupes esthoniennes, et au nombre de ces victimes on compte l'évêque orthodoxe Platon, vieillard vénéré de tous. Il est inutile de dire que partout les églises furent profanées et que les prêtres furent exposés aux sarcasmes et aux insultes. Ils furent contraints, ainsi que Mgr Platon, de laver les lieux d'aisances de la maison d'arrêt. Le seul membre du clergé auquel il fut permis de vivre dans Narva occupée par les Bolcheviks, fut le rabbin israélite.

Des fusillades eurent lieu encore auprès de Narva, au bord des fosses à immondices servant

à l'écoulement des égouts de la ville. A Wesenberg, encore, et dans beaucoup d'autres localités, quantité de personnes furent fusillées, entre autres beaucoup de femmes, qui avaient dû auparavant creuser leur propre tombe. Il arriva que des victimes qui n'avaient pas été mortellement atteintes par les balles purent sortir de leur tombe et se sauver.

Tous ces crimes furent commis contre une population inoffensive. Quant aux prisonniers de guerre, ils furent soumis à la question avant d'être tués : les uns furent piqués à l'aide de baïonnettes, d'autres eurent les oreilles, le nez et d'autres parties du corps coupés; d'autres eurent les yeux crevés et bras et jambes brisés. Au nom de l' « Etat futur », ce sont les pages les plus honteuses de l'histoire du moyen-âge que l'on fit revivre à l'Esthonie.

Répercussions de l'invasion

L'état d'engourdissement, de stupeur dont le peuple esthonien avait été frappé se transforma rapidement chez lui en une vive indignation quand il vit qu'il avait affaire non à un mouvement politique, mais à des monstres ayant perdu tout sentiment humain. A l'aide de trains blindés improvisés, il mit fin à l'invasion. En même temps des détachements militaires furent organi-

sés et instruits; les Finlandais envoyèrent vingt vieux canons, les Anglais des fusils et des mitrailleuses. Grâce à ces moyens, les Bolcheviks furent chassés de Reval au début de janvier, puis contraints à la retraite.

A la fin de décembre, les tribunaux anglais avaient livré à l'Esthonie quelques destroyers bolchevistes qui avaient été pris pendant qu'ils bombardaient les côtes de l'Esthonie. A l'aide de cette flotte, les Esthoniens purent opérer une descente derrière le front bolcheviste. Les premiers volontaires finlandais arrivèrent. La retraite des Bolcheviks se transforma en déroute. Des partisans esthoniens harcelèrent l'arrière de leurs troupes, tombèrent sur elles à l'improviste, accomplirent des miracles de bravoure et ne leur laissèrent pas une minute pour se remettre.

Dans leur panique, les soldats de l'armée rouge tuèrent leurs commissaires qui, à l'aide de mitrailleuses, voulaient les contraindre à faire face à l'ennemi. Ils abandonnèrent leur artillerie, leurs munitions et désertèrent ou se rendirent en masse. Le 19 janvier, 18.000 « rouges » furent chassés de Narva par un détachement de débarquement composé de quelques centaines d'hommes. Sur un pont de la Narova, les Bolcheviks purent pendant quelques heures, par un barrage de mitrailleuses, retenir leurs troupes; mais après, les gardes rouges se précipitèrent sur ces mitrailleuses et les entraînèrent dans leur déroute.

Deux semaines après le début de la contre-offensive esthonienne, les Bolcheviks avaient cédé 200 kilomètres carrés et étaient rejetés au delà de la frontière orientale de l'Esthonie. Au bout d'un mois, après la reprise de Valk et de Verro par les Esthoniens, ils devaient se retirer jusqu'à la frontière méridionale de l'Esthonie.

L'action défensive de l'Esthonie

Trotski avait résolu de laver à tout prix « la honte de la défaite de Narva ». En deux semaines, il rassembla devant les fronts esthoniens le meilleur de ses troupes, fortes d'environ 60.000 hommes et comprenant notamment ses fameux régiments lettons. Cette armée disposait, en outre, d'une puissante artillerie. A la fin de février 1919 commença la seconde offensive contre l'Esthonie, laquelle dura un mois et demi sans interruption. Les Bolcheviks attaquèrent tout d'abord les positions fortifiées de Narva. Leurs attaques devenaient de jour en jour plus dures, malgré les lourdes pertes que leur infligeait notre artillerie. Dans la journée du 22 février, sept attaques bolchevistes, au cours desquelles la ville de Narva avait reçu plus de 1.000 obus, furent repoussées.

S'étant convaincus qu'ils ne parviendraient pas à forcer notre front à cet endroit, les Bolcheviks portèrent leur offensive contre notre front sud. Au premier choc, ils se rendirent maîtres de

Marienburg et poursuivirent ensuite leur pression de Pskov vers Verro et de Marienburg vers la ligne ferrée Verro-Valk. La prise de cette voie ferrée leur aurait ouvert la route de Riga-Pskov-Petrograd et aurait amélioré la situation des Bolchevistes lettons qui, en mars, avaient subi en Courlande toute une série d'échecs.

Après un mois de combats acharnés, les troupes bolchevistes avaient déjà pris Petchora et s'étaient avancés jusqu'à Neuenhof (Wastseliina); mais le 20 mars, les forces esthoniennes et finnoises ayant pu opérer leur jonction, les Bolcheviks furent repoussés jusqu'à Petchora.

Afin de réaliser son plan malgré tout, l'ennemi amena en hâte des troupes fraîches dans le secteur de Marienburg et par son énorme supériorité numérique força les Esthoniens, après quelques jours de résistance, à se retirer jusqu'à Verro et Valk. La première de ces deux villes était d'ailleurs aussitôt menacée. Grâce à la réussite de la jonction de nos forces avec les troupes finnoises et à la résistance héroïque des troupes esthoniennes, cette seconde offensive fut à son tour enrayée et l'ennemi, dont une partie des troupes avait été prise de panique, dut battre en retraite de Verro à Marienburg.

Pendant la dernière période, l'ennemi, arrêté par le mauvais état des routes à cette époque de la fonte des neiges, s'efforça de masser en un point quelconque du front sud des détachements d'atta-

que, poursuivant toujours cette idée : prendre la ligne de chemin de fer Verro-Valk. Des réserves et de l'artillerie prélevées sur le front ukrainien y furent amenées; en avril, ces réserves s'augmentèrent de plusieurs milliers d'hommes appartenant aux meilleures formations bolchevistes : celles des écoles militaires soviétistes de Petrograd. Grâce à leur supériorité numérique, les Bolcheviks purent, tantôt ici, tantôt là, faire temporairement quelques progrès, par exemple près du lac Péipous, où ils avancèrent jusqu'aux villages de Wobs et de Rapin, et, près de Valk, où ils occupèrent la station Ruhja. Mais, chaque fois, ces avances furent enrayées et l'ennemi fut finalement repoussé. Entre temps, des attaques furent dirigées contre le front de Narva, mais malgré la violence de certaines d'entre elles, elles conservèrent en général le caractère de démonstrations; elles avaient pour but de détourner l'attention des Esthoniens du front méridional.

Durant toute cette période, l'état-major esthonien poursuivit, bien entendu, un important travail d'organisation. De détachements populaires improvisés, il fit de solides formations militaires, capables d'être opposées à l'ennemi dès que les 2 ou 3.000 volontaires finlandais, qui étaient venus en janvier au secours de l'Esthonie, seraient rentrés dans leur patrie.

Au sud, les Esthoniens opérèrent en territoire en partie letton. Après accord avec le gouverne-

ment de ce pays, des bataillons lettons furent recrutés parmi la population de la région occupée et placés sous le commandement suprême esthonien. Des Russes anti-bolchevistes appartenant à l'armée dite « armée du Nord », qui avait été contrainte de se réfugier en Esthonie après avoir été défaite à Pskov, en novembre 1918, furent également équipés et munis de tout le nécessaire, comme l'avaient été les Finnois et les Esthoniens d'Ingrie (gouvernement de Petrograd), qui s'étaient réfugiés en Esthonie. De sorte que, dès le milieu de mai, le commandement esthonien se trouvait en mesure d'entreprendre à son tour une grande offensive pour anéantir les forces bolchevistes et améliorer sa position stratégique.

Le 13 mai, les volontaires russes du « Corps du Nord » prirent l'offensive sur le front de Narva, soutenus par les navires de guerre esthoniens du lac Péipous et du golfe de Finlande, et, ensuite, par une escadre alliée qui tint en respect l'escadre bolcheviste de Kronstadt.

Le choc fut si puissant que les armées bolchevistes furent complètement battues et que des milliers de leurs soldats passèrent du côté des anti-bolchevistes, tandis que les autres s'enfuyaient en désordre. Le *Times* a pu comparer cette offensive à l'expédition de Garibaldi, dans laquelle les troupes assaillantes avaient, après quelques jours de combats, presque triplé le nombre de leurs soldats. Le 17 mai, la ville de Iambourg fut prise et,

le 15 juin, quand l'offensive eut atteint le rayon de la forteresse de Kronstadt, une révolte ayant éclaté dans le fort de Krasnaïa Gorka, le fort fut pris par les volontaires d'Ingrie.

Au même moment, c'est-à-dire vers la mi-mai, les Esthoniens prenant l'offensive sur le front sud, refoulèrent et anéantirent complètement les troupes bolchevistes qui se trouvaient là. Cette opération contraignit les Bolcheviks à abandonner rapidement les environs de Riga. Le 22 mai, les Bolchevistes lettons se soulevèrent, s'emparèrent du fort de Dünamunde, et Riga fut prise par les troupes allemandes et lettones venues de Courlande.

Le front bolcheviste au sud de l'Esthonie fut détruit. Les gardes rouges russes s'enfuirent ou se rendirent, et les fameux régiments lettons de l'armée rouge ou se soulevèrent et passèrent aux antibolchevistes, ou se dispersèrent dans leurs villages et formèrent ce qu'on a appelé la « garde verte ». Cette « garde verte » livra une guerre de partisans aux Bolcheviks et aux Allemands.

Le 25 mai, les troupes esthoniennes s'emparèrent de Pskov. Les colonnes en marche vers le sud pour couper la retraite aux fuyards bolchevistes venant de Riga prirent Marienburg le 29, le nœud de voies ferrées d'Alt-Schwanenburg le 31 et, le 5 juin, les villes de Kreutzburg et de Jacobstadt, sur la Dvina, détachant ainsi toute la partie méridionale de la Livonie de la Russie des soviets.

Les colonnes esthoniennes et lettones en marche sur Riga s'emparèrent de Volmar le 26 mai, de Venden le 30, et rencontrèrent le 2 juin les colonnes allemandes qui quittaient Riga. Ici commence le conflit qui aboutit à une lutte armée entre les Esthoniens et les Allemands.

La lutte contre la « Landeswehr » balte

Après avoir évacué l'Esthonie et la partie sud de la Livonie devant les Bolcheviks, à la fin de l'année 1918, les troupes allemandes se fixèrent en Courlande occidentale où, en exécution des conditions de l'armistice, elles devaient « maintenir l'ordre ».

Sous l'influence de leurs visées impérialistes et à l'instigation aussi de la noblesse germano-balte, les autorités militaires allemandes ne tardèrent pas à abuser du rôle qui leur avait été assigné par les Alliés. Sous prétexte de « maintenir l'ordre », elles renversèrent, le 16 avril, avec des volontaires nouvellement arrivés d'Allemagne, le gouvernement démocratique et national letton de M. Ulmanis et lui substituèrent le gouvernement réactionnaire du pasteur Needra, homme à la solde des barons baltes. Sous le mot d'ordre de « lutte contre le bolchevisme », les Allemands terrorisèrent la population lettone pour la soumettre à la domination des barons. Puis s'étant heurtés à des éléments lettons passés

sous le commandement esthonien, après la chute de Riga, qui ne reconnaissaient que leur gouvernement national et démocratique, les Allemands exigèrent que les Esthoniens évacuassent toute la Latvie; mais les Lettons se mirent du côté des Esthoniens. Les Esthoniens refusèrent d'obtempérer aux injonctions allemandes et, le 5 juin, les Allemands ouvrirent les hostilités et chassèrent les Esthoniens de Venden. Le généralissime esthonien Laïdoner répondit, le 7 juin, à l'ultimatum du général allemand von der Goltz que les Esthoniens seraient prêts à évacuer la Latvie dès que les Lettons seraient en état de tenir eux-mêmes leur front contre les Bolcheviks, mais qu'en attendant ils se trouvaient dans l'obligation de rester là.

Le chef de la mission militaire interalliée dans la région baltique, le général Gough, soutint le point de vue esthonien et, le 10 juin, exigea de von der Goltz qu'il retirât les troupes allemandes de Venden, lui enjoignit d'occuper le front anti-bolcheviste et de ne pas s'immiscer dans la politique intérieure de la Latvie. Le lendemain, un armistice fut conclu pour toute la durée des pourparlers.

Pendant ce temps, les Allemands tentèrent d'influencer les volontaires russes qui se trouvaient devant Iambourg et Pskov pour qu'ils frappassent les Esthoniens dans le dos; mais les Russes repoussèrent leurs ouvertures avec mépris. Le

8 juin, les Esthoniens abattirent près de Narva trois aéroplanes allemands qui allaient de Riga vers les volontaires russes et dans lesquels on trouva, avec des officiers allemands, le sénateur russe d'origine allemande Neidhardt.

Le 20 juin, les Alliés convoquèrent les Esthoniens et les Allemands à de nouveaux pourparlers qui devaient avoir lieu à Valk. Les Allemands ne s'y présentèrent pas et attaquèrent les Esthoniens sur tout le front. Evidemment, ils espéraient résoudre la question par la force des armes et briser l'armée improvisée de l'Esthonie. Mais ils furent cruellement déçus dans leur attente. L'armée esthonienne qui venait de détruire le front bolcheviste sentit le danger dont menaçaient ce pays ceux qui l'avaient tenu pendant sept siècles sous la domination étrangère, et elle se souleva contre eux avec une impétuosité sans exemple. Des combats acharnés furent livrés. Contrairement à la méthode des Bolcheviks, les Allemands se portaient à l'assaut en colonnes compactes. Mais leur force fut bientôt brisée.

Le 22 juin, les Esthoniens reprirent Venden et s'emparèrent de quatre canons; le 24, ils occupèrent Segevold; le 25, ils pénétrèrent dans les tranchées allemandes près de Hintzenberg. Sous Riga même, les Allemands, contrairement aux promesses faites aux Alliés, firent entrer en ligne toute la division impériale, dite « division de fer », portant le nombre des effectifs engagés à 30.000 hom-

mes. Les Allemands, ivres d'alcool, employant des gaz asphyxiants et des balles explosibles, prononcèrent de violentes contre-attaques. Mais toutes échouèrent. Le 1er juillet, les Esthoniens se frayèrent un passage entre les lacs Jegel et Stint; le 2 juillet, les navires de guerre esthoniens remontèrent la Dvina occidentale jusqu'à Bolderaa, où ils s'emparèrent de cinq vapeurs allemands armés. De cette manière, les Esthoniens se trouvaient maîtres des faubourgs de Riga à l'est, au nord et à l'ouest. Alors, sur la proposition des Alliés, un armistice fut conclu le 3 juillet. Le 6, von der Goltz évacuait la ville. Le Gouvernement letton de M. Ulmanis fut rétabli et fit son entrée dans la ville, le 7, au milieu de l'enthousiasme populaire. Le Gouvernement des barons germano-baltes fut liquidé. Le général Gough félicita l'armée esthonienne pour sa brillante victoire et les partis politiques lettons, aussi bien bourgeois que socialistes, dans une adresse de remerciement à l'Assemblée constituante d'Esthonie, ont témoigné de la reconnaissance du peuple letton envers leurs libérateurs.

Pendant que les Esthoniens étaient occupés contre les Allemands, les Bolcheviks, qui avaient résolu de défendre Petrograd coûte que coûte, avaient amené des réserves et commençaient à refouler les volontaires russes vers Iambourg et Pskov, et, par un mouvement tournant, menaçaient déjà cette dernière ville. Si cette entreprise

avait réussi, la guerre aurait été de nouveau transportée sur les frontières dévastées de l'Esthonie; mais les Esthoniens se retournèrent à l'ouest et allèrent au secours des Russes : dans la seconde quinzaine de juillet, les Bolcheviks étaient de nouveau repoussés.

XI

LE GOUVERNEMENT ESTHONIEN ET L'ORGANISATION DE LA DÉFENSE NATIONALE

I. — Le Gouvernement provisoire

Le Gouvernement provisoire qui entra en exercice en novembre 1918, à la fin de l'occupation allemande, était une émanation du Conseil national d'Esthonie élu en 1917. Ce Gouvernement s'appuyait sur une coalition des partis social-democrate, travailliste, démocrate et de l'union agraire. Deux de ses membres : le premier ministre et ministre de la Guerre K. Päts, et le ministre de l'Intérieur A. Peet, entrèrent en fonctions au sortir même des geôles allemandes, et le ministre de l'Agriculture O. Strandmann n'avait été relâché par les Allemands que peu de temps avant son arrivée au pouvoir. La tâche du gouvernement était une tâche surhumaine. Sans moyens pécuniaires et sans force armée, il a dû organiser

l'Etat et en même temps assurer sa défense contre l'envahisseur. Si le gouvernement a réussi dans cette tâche, ce n'est que grâce à l'appui et à la collaboration de toutes les classes de la Société.

Profitant du travail de préparation accompli dans le plus grand secret pendant toute la durée de l'occupation allemande, les organes démocratiques de l'administration locale et l'état-major général des troupes esthoniennes furent constitués en un clin d'œil. Les premières troupes esthoniennes furent composées de volontaires; mais, par la suite, la mobilisation de tous les hommes au-dessous de 35 ans fut décrétée.

Bien qu'ayant admis tous les principes démocratiques de la révolution de février 1917, les Esthoniens repoussèrent son principe tolstoïste de non-résistance au mal. A l'intérieur, quand une petite poignée de bolchevistes essayèrent de créer des troubles, comme cela eut lieu à Reval le 17 décembre 1918, et dans l'île d'Oesel au milieu de février 1919, les Esthoniens n'hésitèrent pas à recourir à des mesures énergiques. Les bons résultats de cette méthode ne se firent pas attendre. D'ailleurs, pour les obtenir, il a suffit, le plus souvent, d'une menace et d'une attitude ferme.

Afin de rétablir la vie économique de ce pays épuisé par les pillages commis par les troupes d'occupation, tant allemandes que bolchevistes, le Gouvernement se hâta d'entrer en relations commerciales avec l'étranger et, principalement,

avec les pays de l'Entente. Mais la situation financière du pays continue à être excessivement pénible, puisque en dehors d'un petit emprunt contracté en Finlande, l'Esthonie n'a reçu aucun prêt en espèces de l'étranger.

II. — L'ASSEMBLÉE CONSTITUANTE

Dès que le pays fut libéré de l'invasion étrangère, les élections à l'Assemblée constituante furent préparées, en vue d'établir toute l'organisation de l'Etat sur la base solide de la souveraineté populaire. Les 5-7 avril, ces élections eurent lieu au suffrage universel, direct, égal, secret, avec représentation proportionnelle de tous les citoyens des deux sexes âgés de 20 ans au moins.

Les résultats de ces élections montrèrent que la désintoxication des masses des théories bolchevistes était complète. Bien que les Bolcheviks eussent conseillé le boycottage des élections, la participation du peuple y fut extraordinairement grande, puisque 80 % des électeurs inscrits prirent part au scrutin. Le parti socialiste révolutionnaire internationaliste, le plus proche du parti bolcheviste, y fut battu à plate couture; il n'obtint en tout que 6 % des suffrages. Les masses populaires votèrent pour les candidats à tendances démocratiques : les social-démocrates, partisans de la démocratie et de la défense nationale obtinrent 37 % des voix; les travaillistes, — qui occupent

une situation intermédiaire entre les partis socialistes et les partis bourgeois, — partisans de la liquidation totale de la grande propriété foncière, 25 %, et les démocrates 21 %. Les partis de droite n'obtinrent qu'un petit nombre de voix : l'union agraire 4%, l'union chrétienne (luthérienne) 4 %. Les partis nationaux reçurent un nombre de suffrages proportionné à leur importance numérique : les Allemands 3 % et les Russes 1 %.

Le Gouvernement fut formé par la coalition des social-démocrates, des travaillistes et des démocrates, sous la présidence du travailliste O. Strandman, ancien ministre de l'Agriculture dans le Gouvernement provisoire. La majorité des membres de ce gouvernement avaient également fait partie du Gouvernement provisoire. Ainsi, dès que le danger immédiat d'invasion fut conjuré tous les efforts du gouvernement tendirent à consolider l'organisation intérieure du pays et à compléter l'ordre établi par le développement de la législation, l'application des réformes — en premier lieu, de la réforme agraire — et la protection du travail.

III. — La réforme agraire

La réforme agraire avait déjà été ébauchée sous le Gouvernement provisoire. Un grand nombre de barons, gros propriétaires, s'étaient enfuis devant l'invasion bolcheviste, laissant leurs do-

maines à l'abandon. Ces biens abandonnés furent confiés par le ministère de l'Agriculture à des paysans qui manquaient de terre. On opéra de la même façon à l'égard de tous les biens de la noblesse qui avaient été donnés autrefois non pas aux nobles, mais aux « zemstvos ».

La question agraire fut le pivot de toute la campagne pour les élections à la Constituante. Chacun comprenait que l'on ne pouvait que par la liquidation et le morcellement de la grande propriété donner une base démocratique solide à l'Etat, établir un équilibre social suffisant, ouvrir la voie au progrès et protéger dorénavant le pays contre le danger d'une colonisation étrangère, allemande ou autre.

La Commission agraire de l'Assemblée constituante a adopté, pour accomplir la réforme agraire, les principes fondamentaux suivants :

Tous les biens excédant le minimum fixé par la loi, 150 déciatines de labour ou de terres analogues (le déciatine = 109 ares) sont expropriés avec tout le cheptel mort qu'ils renferment au profit de la République, à l'exclusion de ceux de ces biens qui sont la propriété des organes du self-gouvernement ou des institutions scientifiques ou de bienfaisance. Le sous-sol est en tout cas la propriété de l'Etat.

L'Etat exploite lui-même ces terres temporairement, ou bien il les loue pour un délai déterminé aux administrations locales, aux coopératives ou

à des particuliers, et pour donner à ces dernières allocations un caractère définitif, il morcelle les terres en petits lots pouvant suffire aux besoins d'une famille et sur ces lots les fermiers jouissent d'un droit de possession héréditairement transmissible. Il est constitué des lots plus importants qui répondent aux besoins des écoles d'agriculture, des stations d'expériences, etc....

L'attribution des terres est faite sur la proposition des organes administratifs locaux par les sections d'économie rurale instituées dans chaque district. Elle est faite de préférence aux paysans privés de terre de la région et, en premier lieu, à ceux qui ont pris part à la guerre de libération et à leur famille.

Aux plus pauvres, le gouvernement accorde un prêt à long terme. L'occupant est tenu, conformément aux prescriptions des organes de contrôle institués à cet effet, d'aménager et d'entretenir en bon état de rendement les terres qui lui sont confiées.

Les lots attribués sur la base de l'amodiation héréditaire se transmettent selon les lois usuelles régissant les successions. Le prix du loyer des terres concédées à l'année doit comprendre un certain pourcentage de la valeur des terres à titre d'amortissement; il est versé annuellement dans les caisses de l'Etat.

Pour accomplir la réforme agraire, l'Etat exproprie contre indemnisation les terres et le cheptel

mort. Seuls les biens d'église et des monastères, les majorats et les fidéicommis donnés par la Couronne et les biens reçus de l'Etat depuis la fin de la domination suédoise, sont expropriés contre indemnisation, à condition que ces biens se trouvent encore en la possession de la même famille. Les biens des personnes qui se sont rendues coupables de trahison envers l'Etat sont expropriés sans indemnité.

Pour déterminer le montant de l'indemnité à allouer, on se basera sur les dernières estimations du revenu des terres fournies par la noblesse en vue d'emprunts hypothécaires, et on les capitalisera à 6 1/4 %. Pour indemniser les propriétaires du cheptel vif, on procédera par voie de réquisitions et les prix seront établis d'après ceux des quatre dernières années.

IV. — Fin de l'opération contre Pétrograd

L'opération contre Petrograd s'est achevée, comme disparaît un météore, et, pour l'observateur éloigné, aussi mystérieusement qu'elle avait commencé.

Tout d'abord ce ne furent que nouvelles surprenantes de succès étourdissants: le 13 mai, les volontaires du corps russe du Nord approchaient de Iambourg; quelques jours après, au sud, l'armée esthonienne menaçait Pskov. Les fronts bolchevistes étaient brisés. L'offensive du corps

russe, selon l'expression du correspondant du *Times*, rappelait la fameuse campagne de Garibaldi: après quelques jours de combats, ce corps avait doublé et même triplé ses effectifs. Des régiments bolchevistes entiers, comme le régiment Semenovski, passaient, musique en tête, de son côté. Le fort de Krasnaïa-Gorka, citadelle avancée du camp retranché de Kronstadt tombait vers la mi-juin. En même temps que les Esthoniens s'emparaient de Pskov, les détachements de Rodzianko s'avançaient sous Gatchina.

Puis, ce fut le reflux : arrêt de l'offensive, retraite, défection des éléments bolchevistes qui rentrent de nouveau dans les rangs de l'armée des Soviets, perte de Iambourg le 4 août, de Pskov le 26, querelles intestines, démoralisation. Quelles étaient les causes de ce revirement?

Evidemment il y avait à cela des causes extérieures : insuffisance des approvisionnements et du matériel qui devenait de plus en plus sensible au fur et à mesure que les troupes s'éloignaient de leur base. Par un effort des Alliés ces insuffisances auraient pu être comblées.

Mais il y avait aussi des causes internes, psychiques, qui ont causé l'échec de l'opération. Ce sont les rapports des Russes avec les autres nationalités et avec la classe paysanne locale.

Le corps d'Ingrie formé de Finnois et d'Esthoniens de la région de Petrograd qui connaissaient

admirablement bien la topographie locale fut désarmé par les Russes du Nord-Ouest, quelques jours après qu'il eut pris Krasnaïa-Gorka. Depuis ce moment la fortune trahit les Russes.

Les procédés des Russes à l'égard des représentants de l'Esthonie ne furent pas meilleurs. Les Russes ne cachaient pas leur intention de retourner leurs armes contre les Esthoniens après avoir pris Petrograd. Maintes fois, des représentants esthoniens furent insultés et arrêtés, cependant ils reçurent par la suite des excuses du commandement russe.

De telles relations suscitaient parmi les Esthoniens une méfiance d'autant plus grande que le rôle important joué par les Allemands dans le corps russe du Nord-Ouest n'était un secret pour personne. Ils occupaient dans le commandement les plus hauts postes, depuis celui de chef d'état-major jusqu'à celui de chef du service des reconnaissances; ce n'était que barons Seidlitz, Krusenstiern, Heinrichsen, von Stryck, Fittingshof-Schell, Wolff, Fersen, etc... Quand la « Landeswehr » allemande attaqua les Esthoniens par le sud, von der Goltz s'efforça de décider les Russes à attaquer l'Esthonie par l'Est. N'y ayant pas réussi, von der Goltz s'occupa ensuite à Mittava à métamorphoser les Allemands en Russes. Cela se fait aisément, par la simple application d'insignes russes sur les uniformes allemands. On peut s'attendre à ce que von der Goltz lui-même, qui

autrefois à Constantinople se nommait von der Goltz pacha, devienne aujourd'hui à la tête de son corps de volontaires camouflés « Goltsov », à moins que ce ne soit « l'ataman Koltsov ».

Pour juger de la malencontreuse politique intérieure de la Russie, il suffit de prêter l'oreille à ce que disent les Russes anti-bolchevistes eux-mêmes: « Est-il possible que les Russes n'aient rien appris ? » se lamente le prince Mansyrev, membre de la IVe Douma d'Empire, dans la *Novaïa Rossiia*. N'était-il pas facile de prévoir qu'en faisant dresser l'inventaire des terres comme vient de le faire le commandement russe, les paysans s'imagineraient immédiatement qu'on veut leur retirer la terre de propriétaires qu'ils détiennent, et qu'ainsi la classe paysanne locale, pourtant amie des anti-bolchevistes se jetterait dans les bras de ses ennemis ? Ajoutez encore à ces diverses causes l'état d'esprit des volontaires russes et vous comprendrez alors les différends qui surgissent parmi eux et l'hostilité constante de Rodzianko contre Boulak-Balakhovitch, chef de partisans qui s'était installé à Pskov et cherchait son point d'appui dans la population locale.

Quand, le 23 août, le commandement russe donna enfin l'ordre d'arrêter Balakhovitch, la guerre civile qui régnait à l'état latent dans Pskov était arrivée à un tel degré que seuls les canons des bateaux esthoniens de la flotte du lac Péipous, qui s'étaient introduits dans la ville, y maintenaient

un semblant d'ordre. Aussi, c'est presque sans combat que les Bolcheviks s'emparèrent de la ville.

A présent, les journaux russes sont couverts des accusations qu'ils se renvoient mutuellement. La *Svobodnaïa Rossiia*, organe du Gouvernement russe du Nord-Ouest, s'en prend en ces termes à Balakhovitch :

« Comme chacun sait, Pskov fut pris uniquement par les Esthoniens; les Russes n'y arrivèrent que quelques jours après. Les Esthoniens y avaient déjà rétabli l'ordre quand Balakhovitch commença à terroriser la population, pendant les gens sur simple dénonciation anonyme. La chute de Pskov a été la conséquence de la mauvaise politique des Russes qui rendit insensée aux yeux des soldats esthoniens instruits, la prolongation de la lutte.

Au contraire, la *Novaïa Rossiia* accuse le Gouvernement russe du Nord-Ouest :

« Le Gouvernement a permis aux pires intrigues réactionnaires de s'introduire dans l'armée, ce qui conduisit à la guerre civile en présence de l'offensive ennemie, et ce qui provoqua le désarmement et l'arrestation des éléments les plus démocratiques de l'armée, lesquels constituaient le lien unissant les Esthoniens.

Telles sont les conditions psychologiques qui ont transformé la conduite de la guerre en une sorte de « quadrille » insensé, qui avait été si souvent observé sur les autres fronts. Trotski a dit avec juste raison : « Nous sommes des défunts, mais il n'y a personne pour nous enterrer ; toute la société russe est à ce point décomposée qu'on n'y trouverait pas un fossoyeur. »

XII

L'INDÉPENDANCE DE L'ESTHONIE

C'est pendant la Révolution russe que le peuple esthonien a entrepris de conquérir sa liberté. Mais ses efforts vers l'indépendance ne constituent pas un phénomène soudain et passager, consécutif à la guerre et déterminé, comme nous l'avons vu, par le bouleversement de la situation internationale. Maintes fois déjà, il avait tenté de semblables efforts au cours de l'histoire, et ceux-ci puisaient leur force dans les aspirations profondes de ce peuple à une vie indépendante. Les revendications des Esthoniens sont la conséquence naturelle de leur amour inné pour la liberté, elles témoignent de leur aptitude de diriger eux-mêmes leur évolution intellectuelle et politique en même temps que de leur désir de sauvegarder le degré de civilisation auquel ils sont parvenus; aujourd'hui comme autrefois, elles ne sont que l'expression logique et nécessaire des forces psychologiques d'un peuple conscient de son génie et la conséquence de facteurs historiques nettement déterminés.

Parmi les principaux facteurs qui ont déterminé le peuple esthonien à formuler ces revendi-

cations, il faut considérer, d'une part, les conditions naturelles et les circonstances historiques qui lui ont permis de s'attaquer à la réalisation de son idéal national dans tous les domaines de la vie publique, ainsi que l'exige l'instinct de conservation d'une nation.

D'autre part, en dehors du sens et de l'activité politiques que le peuple esthonien a toujours montrés aux moments décisifs de son histoire et qui de nouveau s'affirment présentement, les idées universellement admises aujourd'hui sur le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et sur la Société des Nations, grâce à laquelle des résolutions pratiques pour la reconnaissance des droits des peuples opprimés pourront être obtenues, aident, dans une très large mesure, à comprendre et à justifier ses revendications.

Enfin, poussé par son amour profond de la liberté et convaincu que la réalisation de ses idéals politiques, à laquelle son développement intellectuel et économique l'avait préparé, peut se faire en harmonie avec l'intérêt général des autres nations, le peuple esthonien a proclamé pendant la révolution russe son indépendance politique. L'acte du 28 novembre 1917 a sanctionné cette détermination. Par cet acte, le Conseil national esthonien s'est proclamé le seul détenteur du pouvoir souverain dans le pays et a déclaré l'Esthonie politiquement indépendante.

Ce Conseil national esthonien a été élu, en application de la loi d'autonomie esthonienne promulguée par le gouvernement provisoire russe le 12 avril 1917, au suffrage universel secret, égal et direct, avec représentation proportionnelle. Les droits souverains comme les droits législatifs dans l'empire russe, ayant été transmis au gouvernement provisoire de Russie, d'une part par la Douma d'empire et d'autre part par le dernier détenteur de la couronne russe, le Conseil national élu en vertu de la loi d'autonomie promulguée par le gouvernement provisoire apparaît comme une assemblée rigoureusement légale.

En fait, le Conseil national esthonien réunissait non seulement les représentants du peuple esthonien, mais encore les représentants des minorités ethniques du pays, et tous les partis politiques d'Esthonie s'y trouvaient représentés. Ainsi donc, le Conseil national esthonien était, par sa constitution légale, par son mode d'élection et par sa composition, la représentation démocratique et légale du peuple d'Esthonie.

Il se trouvait, par conséquent, tout à fait qualifié pour exprimer la volonté du peuple esthonien lorsqu'il serait nécessaire de l'affirmer ou pour prendre une décision urgente affectant l'avenir politique de l'Esthonie.

Le Conseil national esthonien, à cette date, a adopté à l'unanimité les trois résolutions suivantes:

1° Le Conseil national esthonien se proclame seul détenteur du pouvoir souverain en Esthonie jusqu'à la réunion de l'Assemblée constituante d'Esthonie;

2° Dans le but de prendre une décision définitive sur les fondements de la vie politique, sur la forme d'Etat et la création d'un pouvoir démocratique, une Assemblée constituante sera incessamment élue sur la base d'un suffrage démocratique et convoquée;

3° Pour agir en son lieu et place, dans l'intervalle de ses sessions, le Conseil national esthonien transmet ses pouvoirs et fonctions à un Comité composé du président et des anciens du Conseil national et des membres de l'administration. Les décrets et dispositions de ce Comité doivent être soumis à la décision définitive du Conseil national à sa session suivante.

Par un acte du 28 novembre 1917, le Conseil national se prorogea pour donner le temps au Comité dont il vient d'être question ci-dessus d'instaurer le nouvel ordre politique dans le pays.

Bien que nous ayons donné plus haut un aperçu historique général des événements dont l'Esthonie a été le théâtre, nous sommes dans l'obligation, en traitant la question de son indépendance, de revenir sur quelques-uns d'entre eux et en rappeler certaines circonstances.

Les bolchevistes, qui réussirent à s'emparer du

pouvoir en Russie par la Révolution d'octobre 1917, envoyèrent des commissaires en Esthonie. Ceux-ci, appuyés sur les baïonnettes des troupes bolchevistes russes, essayèrent de se saisir de la puissance publique dans la plupart des districts. Bien qu'ils terrorisèrent la paisible population de ce pays, ils ne réussirent pas cependant à s'y implanter.

Les troupes nationales esthoniennes voulaient attendre primitivement la réunion de l'Assemblée constituante esthonienne. D'ailleurs, elles n'avaient pas encore pu terminer leur travail intérieur d'organisation et elles ne pouvaient pas disposer d'armes et de munitions en quantité suffisante. Il s'ensuit que, dans les premiers temps, elles gardèrent autant que possible une attitude neutre vis-à-vis des bolchevistes, mais la terreur bolcheviste augmentait chaque jour. La vie et les biens de la population étaient en danger, l'ordre politique était menacé. Lors des élections à l'Assemblée Constituante, les bolchevistes se livrèrent à une violente attaque, lorsqu'ils apprirent par les premiers résultats du vote dans les principaux centres, que, malgré la terreur qu'ils exerçaient, leurs candidats n'avaient pas réuni plus de 25 % des voix. A la suite de cette consultation, les troupes esthoniennes, d'accord avec les autres classes de la population, entrèrent en lutte ouverte pour la cause de l'indépendance politique de l'Esthonie.

Le 23 janvier 1918, le Comité institué par le Conseil national esthonien entra en conférence à Tallinna (Reval) avec les représentants des troupes esthoniennes et de tous les partis bourgeois et socialistes, à l'exception des bolchevistes.

Devant la menace d'une occupation possible de l'Estonie par les troupes allemandes, les décisions suivantes furent prises:

1° Proclamation de l'Esthonie dans ses limites naturelles, éventuellement déterminées au moyen d'un referendum populaire, république démocratique indépendante, dont la neutralité serait garantie par des conventions internationales;

2° La République démocratique esthonienne garantit aux minorités nationales en Esthonie, Allemands, Suédois et Russes, les droits à une culture autonome;

3° La représentation des intérêts esthoniens nécessite la participation de la république esthonienne au Congrès général de la paix.

Dans la seconde moitié de février 1918, les troupes esthoniennes entrèrent en lutte pour la défense de l'indépendance politique de l'Esthonie. Dans l'intervalle du 20 au 23 février, la puissance bolcheviste fut brisée dans tout le pays et l'ordre politique rétabli aussitôt dans les villes et les campagnes avec l'aide des organes administratifs créés par le Conseil national esthonien avant l'invasion bolcheviste. Le 24 février, la République esthonienne fut proclamée solennellement à Tal-

linna (Reval) et dans les autres villes d'Esthonie, sous la protection des troupes esthoniennes. En même temps fut constitué le Gouvernement provisoire esthonien qui devait veiller à l'organisation de la vie politique, au maintien de l'ordre et à la convocation de l'Assemblée constituante.

Peu après, les troupes allemandes firent leur entrée dans Reval et dans d'autres villes d'Esthonie. Dans le traité de Brest-Litovsk, l'Allemagne avait déclaré expressément que les troupes allemandes ne seraient envoyées en Esthonie que comme forces de police. Or, bien que les troupes allemandes aient trouvé dans le pays un ordre politique parfait et un gouvernement légal, l'autorité militaire allemande mit immédiatement le gouvernement provisoire hors de fonction, écarta tous les organes publics et d'administration locale et déclara dissout le Conseil national esthonien. Les troupes esthoniennes furent désarmées et licenciées. Dans tout le pays une dictature militaire très rigoureuse s'exerça sans ménagement, ainsi qu'il a été dit ci-dessus. Le plan de l'Allemagne était d'amener la population esthonienne à se décider pour une annexion de l'Esthonie à l'Empire allemand. Mais, le peuple esthonien ne voulut pas entendre parler d'union avec l'Allemagne. Les mauvais jours de l'occupation allemande avaient montré, avec une précision effroyable les graves dangers que faisaient courir à l'existence nationale et à l'autonomie politique

du peuple esthonien la poussée allemande vers l'Est. L'impérialisme allemand employa tous les moyens pour s'emparer de l'Esthonie et la germaniser afin d'étendre son hégémonie jusqu'à la mer Baltique et de mettre en son pouvoir les portes de l'Orient russe sur la mer.

A la conclusion de l'armistice général, le 11 novembre 1918, les forces allemandes durent laisser le Gouvernement esthonien reprendre le pouvoir et assurer la tâche d'organiser le pays.

Quelques jours après, le 20 novembre 1918, le Conseil national, dépositaire de la souveraineté populaire, se réunissait et ratifiait les mesures prises par le Gouvernement provisoire; il lui attribuait, en outre, des pouvoirs très étendus.

Conscient de la nécessité d'avoir une politique qui lui soit propre et reconnaissant l'importance particulière d'une Esthonie autonome pour tous les peuples occidentaux, le peuple esthonien, s'appuyant sur le principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, adressa aux puissances étrangères, par l'organe de ses représentants, une demande relative à la reconnaissance provisoire de l'indépendance politique de l'Esthonie, jusqu'à ce que le Congrès général de la paix en décide définitivement. En réponse à cette dernière, les gouvernements de Grande-Bretagne et de France, au début de mars 1918, déclarèrent, par l'intermédiaire de leurs représentants à Stockholm au représentant du Gouvernement provisoire et du

Conseil national esthoniens, qu'ils reconnaissaient l'Assemblée constituante esthonienne comme une assemblée indépendante *de fait* jusqu'à ce que le régime politique futur de l'Esthonie soit établi par le Congrès général de la paix sur le principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. A l'occasion de cette communication, le Gouvernement britannique faisait tout particulièrement remarquer que la Grande-Bretagne ne voulait reconnaître en Esthonie aucune organisation politique qui ne répondît pas à ce principe.

Lorsqu'en avril et en mai 1918 une délégation spéciale, composée de MM. Piip, Pusta et Wirgo, eut présenté aux Gouvernements de Londres, de Paris et de Rome, au nom du Gouvernement provisoire et du Conseil national esthoniens, un memorandum sur la situation politique en Esthonie, les Gouvernements donnèrent, dans des déclarations écrites, l'assurance que le Conseil national esthonien, l'Assemblée Constituante ne pouvant en ce moment se réunir, était reconnu par eux comme une assemblée indépendante *de fait* jusqu'à ce que la situation politique future de l'Esthonie soit réglée définitivement par le Congrès général de la paix, en accord avec les vœux du peuple esthonien.

Enfin, lorsqu'à la fin d'août 1918, le représentant diplomatique de l'Esthonie à Londres, M. Piip, présenta au Gouvernement de la Grande-Bretagne un memorandum sur la situation poli-

tique en Esthonie et l'action des autorités militaires allemandes, le 10 septembre 1918, le Gouvernement de la Grande-Bretagne s'exprima ainsi :

« Le Gouvernement de Sa Majesté est d'ailleurs d'avis que le droit à un gouvernement autonome, ou comme on le nomme encore parfois le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, ne s'applique pas avec moins de force à l'Esthonie qu'aux autres pays. L'application exacte de ce principe ne peut cependant, selon l'opinion du gouvernement de Sa Majesté, être définitivement décidée que par la Conférence de la Paix et en accord avec le règlement général de toutes les questions qu'elle a à résoudre. Néanmoins, le Gouvernement de Sa Majesté britannique désire s'occuper de cette affaire afin de marquer sa pleine sympathie pour les aspirations du peuple esthonien, et j'ai l'honneur de vous assurer que le Gouvernement de sa Majesté s'opposerait à toute tentative, faite pendant ou après la guerre, dans le dessein d'établir en Esthonie un Gouvernement qui ne répondrait pas aux désirs du peuple esthonien, ou qui limiterait ses droits à se gouverner lui-même. »

Une déclaration identique a été faite, peu de temps après, le 6 novembre 1918, par le Gouvernement français, à M. Pusta, représentant de l'Esthonie à Paris.

Une semblable déclaration a également été faite depuis par le Japon le 15 mars 1919 et par le Saint-Siège le 11 avril 1919.

Les pays scandinaves ont également reconnu l'Esthonie comme étant un Etat indépendant de fait et ont accepté les agents diplomatiques et consulaires esthoniens qui ont été envoyés auprès d'eux et ceux-ci jouissent dans ces pays de tous les privilèges attachés aux fonctions qu'ils remplissent.

La Finlande et la Pologne ont reconnu l'Esthonie comme un Etat indépendant au même titre que les autres Etats nouveaux de l'Europe orientale.

Enfin, bien que l'Allemagne n'ait fait aucune déclaration formelle à ce sujet, elle a également reconnu l'indépendance de l'Esthonie.

Par contre, le Gouvernement des soviets, tout en ayant renoncé aux droits de souveraineté de la Russie sur notre pays par les accords complémentaires de Berlin, et en reconnaissant le droit des Esthoniens à se gouverner eux-mêmes, entreprit, au milieu de novembre 1918, une campagne de conquête et de brigandage contre l'Esthonie.

Pour répondre à cette agression, le Gouvernement provisoire dut en toute hâte organiser une armée nationale, dont l'action se heurta à chaque instant aux obstacles que lui suscitaient les autorités militaires allemandes, qui, à ce moment, occupaient encore le pays.

Le Gouvernement finlandais avait bien mis 5.000 fusils, 20 canons et un petit nombre de mitrailleuses à la disposition des Esthoniens, mais ce matériel de guerre n'était pas suffisant pour défendre le pays.

C'est alors que l'Esthonie se tourna vers les puissances de l'Entente et les Etats-Unis d'Amérique pour leur demander une aide immédiate. Son appel fut en partie entendu. Le peuple esthonien garde une profonde gratitude à la Grande-Bretagne qui lui rendit un très grand service en dépêchant immédiatement une de ses escadres à Reval et en envoyant des armes et des munitions en Esthonie. La perte du croiseur *Karacao*, près de l'île d'Ago, qui se perdit sur des mines, n'empêcha pas cette force navale de se porter au secours des Esthoniens. Grâce à cette aide, les Esthoniens ont pu prendre l'offensive, bouter l'ennemi hors de leurs frontières et libérer leur pays de la domination bolcheviste.

Dans cette lutte, le peuple esthonien a prouvé qu'il avait la volonté et le courage de faire le sacrifice de sa vie à la défense de ses libertés et à la conquête de son indépendance nationale.

Malgré la continuation de la guerre contre les Bolchevistes, les élections à l'Assemblée constituante avaient lieu en Esthonie les 5-7 avril 1919, et elles envoyaient 120 représentants à cette Assemblée.

Les 120 sièges de la Constituante furent répartis de la façon suivante :

Socialistes-révolutionnaires.....	7
Social-démocrates esthoniens.....	41
Travaillistes (tööerakond).....	30
Démocrates.....	25
Union agrarienne.....	8
Union chrétienne.....	5
Parti russe.....	1
Parti allemand.....	3

L'Assemblée constituante qui se réunit le 23 avril 1919, à Reval, proclamait le 19 mai, par la déclaration suivante, la constitution définitive de l'Esthonie en Etat indépendant et démocratique.

Le 19 mai 1919, l'Assemblée Constituante d'Esthonie a approuvé à l'unanimité la déclaration suivante relative à l'indépendance nationale esthonienne :

« Dès l'époque la plus reculée, les Esthoniens s'étaient fixés sur les bords de la Baltique, où ils vivaient à l'état de peuple libre et indépendant. Il y a 700 ans, ils furent subjugués par les Allemands. Mais ils conservèrent l'espoir de reconquérir un jour leur indépendance. Le droit d'autodétermination des peuples solennellement proclamé au cours de la guerre mondiale donne aujourd'hui aux Esthoniens la possibilité de réaliser cette espérance. Depuis six mois déjà, notre peuple lutte

contre la Russie des Soviets pour son indépendance et demande sa place dans la Ligue des Nations. Il brise définitivement les liens qui le rattachaient à la Russie. De cette union avec la Russie il n'est resté dans l'âme du peuple esthonien qu'un sentiment d'amertume et le souvenir de trop nombreuses offenses; les tsars russes n'ont fait que confirmer les privilèges de la noblesse allemande dans notre pays en ce qui touche la possession de la terre et la domination du peuple sans se soucier de l'organisation de notre vie ; ils ont refusé à ce pays le bénéfice du self-government local ; ils ont écarté des élections municipales les classes cultivées du pays ; ils ont envoyé dans ce pays des tchinovniks russes et ont introduit la russification dans l'administration, à l'école et dans les tribunaux.

« La révolution russe n'a amené aucun changement. Les tchinovniks firent obstacle à l'affranchissement du peuple esthonien dans l'administration et à l'école. Les Soviets russes de matelots et de soldats dispersèrent par la force la Diète esthonienne et l'empêchèrent d'organiser des armées pour la défense du pays. Par le traité de Brest-Litovsk ils sacrifièrent l'Esthonie à l'Allemagne. Quand, sous les coups des Puissances Alliées, l'Allemagne dut évacuer ce pays, les armées des Soviets russes tombèrent sur lui, apportant au peuple esthonien de nouvelles misères et de nouvelles souffrances. L'Esthonie ne peut

donc avoir aucune obligation envers la Russie et ne peut vouloir conserver les liens qui l'attachaient à elle.

« Le peuple esthonien ne veut pas vivre en désaccord et en inimitié avec le peuple russe, mais au contraire entretenir librement avec lui des rapports de bon voisinage, à condition que le peuple russe soit décidé à le laisser jouir de sa liberté. L'idée d'étendre sa puissance au delà des territoires qu'il habite a toujours été et sera toujours étrangère au peuple esthonien ; il ne désire que pouvoir user chez lui de son droit naturel à la liberté et d'organiser lui-même sa propre existence. Le passé du peuple esthonien est le gage qu'il saura se gouverner et créer un Etat indépendant. Les conditions pénibles qu'il a subies n'ont pu l'anéantir. Ce peuple a su profiter de toutes les possibilités pour accroître sa valeur intellectuelle et morale. L'instruction publique est partout répandue dans le pays, l'initiative privée y est très développée, les organismes de l'administration centrale et de l'administration locale y ont déjà été créés.

« Le peuple esthonien a manifesté une haute conscience et une grande maturité politique dans la dure guerre qui lui est imposée et que, par suite des agissements des autorités d'occupation allemandes, il a dû entreprendre sans armée organisée, les mains absolument vides, contre des troupes supérieures en nombre, organisées et

beaucoup mieux armées. Voilà six mois qu'une lutte sanglante se prolonge contre un ennemi dont la force croît chaque jour. En combattant avec une infatigable énergie jusqu'à ce jour, le peuple esthonien a réussi à chasser l'ennemi et à le maintenir hors de ses frontières, à organiser une armée régulière, à se donner une administration, à former une Assemblée Constituante le représentant effectivement et un Gouvernement reconnu de tous. Le peuple esthonien a déjà posé les bases de son indépendance par les actes de ses représentants pleinement mandatés. L'Assemblée Constituante d'Esthonie, élue par le peuple selon les principes démocratiques, a exprimé la volonté souveraine du peuple esthonien, en proclamant solennellement, à la face du monde, que les actes de ses représentants expriment sa volonté irréductible de voir l'Esthonie, dans toute l'étendue du territoire habité par les Esthoniens, vivre libre de toute obligation à l'égard de la Russie. Le 24 février 1918, le lien qui unissait la Russie à l'Esthonie a été brisé. L'Esthonie est aujourd'hui une République démocratique autonome et indépendante. Le peuple esthonien défend son droit à la vie contre l'agression de la Russie bolcheviste et est fermement résolu à le défendre jusqu'à la dernière goutte de son sang ».

A la suite de cette réunion de l'Assemblée constituante un nouveau ministère était formé.

Ce Cabinet était, par sa constitution, un ministère de coalition tout comme l'avait été le gouvernement provisoire de M. Paets auquel il succédait. On y retrouvait MM. Strandman comme président du Conseil, Poska, Kukk, Jaakson, Koestner, qui appartenaient à ce précédent ministère, et M. Poska, chef de la Délégation esthonienne à la Conférence de la paix, y conservait le portefeuille des Affaires étrangères.

L'Assemblée constituante, le 18 novembre 1919, accordait sa confiance à un nouveau ministère formé par M. Jean Tœnisson, chef du parti national démocrate, et constitué sur le principe d'une entente entre les trois partis groupant la grande majorité du pays. La composition de ce Cabinet est la suivante :

Président du Conseil.....	M. Tœnisson, nat. dém^te^.
Guerre.....	M. Hanko, indépendant.
Affaires étrangères.....	M. Birk, national dém^te^.
Intérieur.....	M. Hellat, social dém^te^.
Finances.....	M. Kukk, travailliste.
Commerce et Industrie....	M. Kœstner, soc. dém^te^.
Justice.....	M. Jaakson, nat. dém^te^.
Agriculture.....	M. Pool, travailliste.
Travail et Prévoyance sociale.....	M. Palvadre, soc. dém^te^.
Instruction publique.....	M. Treffner, indépend^t^.
Voies et Communications..	M. Sæk, travailliste.
Ravitaillement.....	M. Kriisa, nat. dém^te^.

Les « national démocrates » sont entrés dans ce Cabinet sur la demande des socialistes.

MM. Hellat, Kukk, Kœstner, Jaakson, Pool, Palvadre et Sækk appartenaient au précédent Cabinet, ainsi que M. Tœnisson, qui était sous-secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères.

L'Assemblée constituante procédait également à l'élaboration d'une Constitution provisoire, et s'engageait à faire toutes les réformes sociales, politiques et culturelles nécessaires pour assurer la prospérité du pays et de sa population tout entière. Ces réformes sont déjà en voie de réalisation, l'ordre est stable, et l'Esthonie affirme ainsi son existence comme Etat indépendant.

Mais ce qui manque à l'Esthonie c'est un statut international définitif.

Pour obtenir ce règlement de sa situation internationale, une délégation esthonienne a été envoyée à la Conférence de la Paix sous la présidence de M. J. Poska, ministre des Affaires étrangères, comprenant M. Piip, délégué d'Esthonie à Londres, M. C. R. Pusta, délégué d'Esthonie à Paris, M. N. Koestner, ministre du Commerce, M. Ed. Wirgo, délégué d'Esthonie à Rome, M. M. Martna, délégué d'Esthonie à Berne; M. J. Toennison, ministre sans portefeuille en fit temporairement partie.

On ne peut douter que, conformément aux grands principes de justice promulgués par les

Alliés, pour lesquels ceux-ci ont lutté et pour lesquels les Esthoniens continuent de combattre, le Conseil suprême des Alliés ne fasse droit à leurs légitimes aspirations et ne reconnaisse l'Esthonie comme Etat indépendant.

Frontières conformes au Traité de Paix conclu entre l'Esthonie et la Russie.

TABLE DES MATIÈRES

Pages

PRÉFACE..... 5

Au lecteur français, par M. Charles-Robert PUSTA.... 5

I. — *Le pays et ses habitants :*

Situation géographique de l'Esthonie..... 9

La population de l'Esthonie..... 12

La composition sociale de la population... 18

II. — *Le peuple esthonien :*

Développement historique du peuple esthonien..... 29

Etat de civilisation du peuple esthonien.... 46

III. — *La mise hors du droit politique du peuple esthonien*..... 60

IV. — *Le peuple esthonien est-il capable de se gouverner lui-même?*..... 68

V. — *Les conditions de la propriété foncière et leurs conséquences*..... 76

Aperçu général..... 76

Le développement matériel de la classe paysanne..... 80

La question agraire en Esthonie..... 92

VI. — *La culture balte :*

Les hautes classes allemandes baltes au point de vue de la culture..... 101

Les hautes classes baltes sont les adversaires de l'instruction du peuple..... 106

L'Esthonie n'a pas d'écoles professionnelles. 113

Pages

L'art et la littérature..... 115
Education et hygiène..... 117
Causes de cet état de choses..... 122

VII. — *La noblesse et sa politique :*
La fidélité au tsar de la noblesse balte... 126
Le projet d'Etat des junkers baltes..... 131
La démagogie de la noblesse..... 143

VIII. — *Russie et Esthonie :*
Russes et Esthoniens..... 173

IX. — *Orientation politique du peuple esthonien*... 191

X. — *L'Esthonie pendant l'occupation allemande :*
Aperçu général : profanations de cadavres à Reval; le chapeau de Gesler; de l'argent ou...; liberté et ordre allemand en Esthonie; les prisons remplies; réquisitions... 196
La guerre contre les Bolcheviks et les Allemands : fin de l'occupation allemande; le bolchevisme en Esthonie; l'invasion bolcheviste; la terreur; répercussion de l'invasion; l'action défensive de l'Esthonie; la lutte contre la « Landeswehr » balte, par M. Ed. Laaman..... 209

XI. — *Le Gouvernement esthonien et l'organisation de la défense nationale :*
Le Gouvernement provisoire..... 234
L'Assemblée Constituante..... 236
La réforme agraire..... 237
Fin de l'opération contre Pétrograd, par M. Ed. Laaman..... 240

XII. — *L'indépendance de l'Esthonie*..... 246

Frontières conformes au Traité de Paix conclu entre l'Esthonie et la Russie..... 265

IMPRIMERIES RÉUNIES DE NANCY
NANCY PARIS

DK 511 E5M3

Martna, M.
L'Esthonie

PLEASE DO NOT REMOVE
CARDS OR SLIPS FROM THIS POCKET

UNIVERSITY OF TORONTO LIBRARY